



Nous
améliorons la
vie des gens
depuis 1926

Rapport annuel
de 2025
Édition spéciale

Société financière IGM | TSX : IGM

Guidés par notre raison d'être

La SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC. (TSX : IGM) est une société de gestion d'actifs et de patrimoine de premier plan qui soutient des conseillers financiers et les clients qu'elle sert au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels partout dans le monde.



Table des matières

Faits saillants financiers de 2025	1
Nos valeurs	2
Célébrons un siècle de planification	4
Lettre aux actionnaires	6
Gestion de patrimoine	10
Gestion d'actifs	12
Nos gens	14
Développement durable	16
Rapport de gestion	18
États financiers consolidés	101

Les lecteurs sont priés de se reporter aux mises en garde à l'égard des déclarations prospectives et des mesures financières non conformes aux normes IFRS et mesures additionnelles conformes aux normes IFRS, aux pages 18 et 19 du présent rapport. À moins d'avis contraire, tous les chiffres figurant dans le présent rapport sont présentés en dollars canadiens et sont en date du 31 décembre 2025 ou pour l'exercice clos à cette date.

Structure de l'entreprise

Le groupe de sociétés d'IGM fournit une vaste gamme de services de planification financière et de gestion de placements afin d'aider sa clientèle à atteindre ses objectifs financiers. Les activités de gestion de patrimoine et de gestion d'actifs de la Société sont complétées par des partenariats stratégiques qui créent de la valeur pour les actionnaires en diversifiant les revenus et en multipliant les possibilités.

Solidité et envergure : les avantages d'appartenir au groupe de sociétés de Power Corporation

Power Corporation est une société internationale de gestion et de portefeuille axée sur les services financiers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.



Faits saillants financiers de 2025

Bénéfice net¹

1 101,0 M\$

4,64 \$ par action

BPA en hausse de 18,1 % par rapport à 2024

Sommet historique du bénéfice net ajusté^{1,2}

1 093,1 M\$

4,61 \$ par action

BPA en hausse de 16,7 % par rapport à 2024

Actif géré et actif sous services-conseils^{3,4}

310,1 G\$

Dividendes déclarés

531,5 M\$

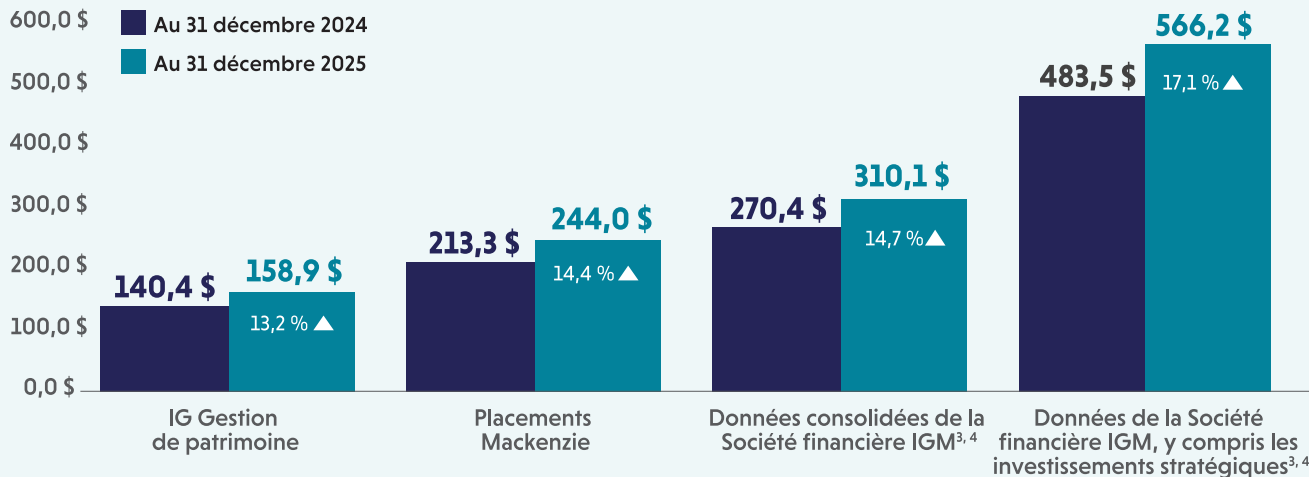
2,25 \$ par action

par action ordinaire

Raisons d'investir

- Les **sociétés en exploitation** sont solides et en bonne position pour croître grâce à leur stratégie de gestion de patrimoine et d'actifs respective.
- Nos **partenaires stratégiques** offrent une diversification géographique et démographique, des occasions de croissance et de collaboration additionnelles ainsi que des occasions de partage des connaissances.
- Une **équipe de direction chevronnée** qui vise à favoriser l'innovation et crée une culture agile permettant d'obtenir des résultats exceptionnels pour les clients et en matière d'engagement des employés.
- Des **assises financières solides**, l'envergure d'une grande entreprise et une gouvernance rigoureuse en tant que membre du groupe de sociétés de Power Corporation.
- **Nous sommes engagés à créer de la valeur à long terme** pour nos actionnaires et à faire ce qui est juste pour un avenir durable.

Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils



1. Attribuable aux actionnaires ordinaires

2. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » à la page 19 du présent document.

3. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

4. Se reporter aux définitions des autres mesures financières à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » à la page 19 du présent rapport.



La Société financière
IGM s'engage à
améliorer la vie
des Canadiens et
Canadiennes, en
offrant une meilleure
planification et une
meilleure gestion
de leur argent.

Vers un avenir  meilleur

Nos valeurs

Les valeurs d'IGM guident nos actions, façonnent notre culture et renforcent notre engagement à offrir une expérience client et un rendement à long terme exceptionnels. Ces valeurs reflètent qui nous sommes aujourd'hui et qui nous aspirons à devenir — unis par notre raison d'être, responsables de nos actions et guidés par l'amélioration continue.

S'améliorer

Nous visons l'amélioration constante dans tout ce que nous entreprenons.

Nous veillons à offrir une expérience client exceptionnelle en donnant le meilleur de nous-mêmes, chaque jour, et à élever nos services et nos équipes à un niveau supérieur en favorisant l'apprentissage continu et l'innovation.

Agir de façon responsable

Nous nous assurons d'agir en toute clarté et de façon responsable.

Nous rendons compte des mesures que nous prenons pour atteindre nos objectifs en communiquant avec clarté et assurance, dans un respect mutuel et en pleine connaissance des responsabilités qui nous incombent.

Collaborer

Nous agissons ensemble pour atteindre nos objectifs et assurer notre réussite collective.

Nous prônons une culture d'entreprise qui favorise un dialogue ouvert, l'inclusivité, l'adhésion à des objectifs communs et l'élimination des obstacles, afin d'assurer notre réussite et de contribuer à celle de notre clientèle et de nos collectivités.



Reconnu comme l'un des meilleurs employeurs pour la diversité au Canada en 2025



Reconnu comme l'un des 100 meilleurs employeurs du Canada en 2026 pour une 5^e année consécutive



1,5 M\$ recueillis par les employés et conseillers dans le cadre de la campagne de dons annuelle d'IGM

10 400

heures consacrées au bénévolat par les employés et conseillers d'IGM

1 100

organismes caritatifs et à but non lucratif soutenus par IGM



8 M\$ versés par IGM aux collectivités et aux organismes caritatifs partout au Canada

Célébrons un siècle de planification

Ces 100 dernières années, si la situation et les besoins des Canadiens et Canadiennes n'ont cessé d'évoluer, une chose est restée constante : l'engagement d'IG Gestion de patrimoine à les aider à réaliser leurs rêves, que ce soit de s'offrir la retraite idéale, d'accéder à la propriété, d'élever une famille ou d'économiser pour les études de leurs enfants.

L'histoire d'IG commence en avril 1926, lorsque Clyde Compton quitte Minneapolis pour se rendre au Canada avec un chèque de 200 \$ et des instructions pour ouvrir le premier bureau canadien d'Investors Syndicate. Peu de temps après, nous centralisons les activités canadiennes à Winnipeg, et les valeurs de la population des Prairies (l'ardeur au travail, l'engagement communautaire et l'innovation) s'enracinent dans notre identité.

Alors que le Canada se transforme, IG continue à se développer : en 1940, elle procède à la constitution en société par actions de ses activités au Canada pour devenir, en 1957, une société canadienne entièrement indépendante. En 1964, elle devient le Groupe Investors et, en 1978, elle se joint à Power Corporation du Canada afin d'élargir son rayonnement et de consolider son engagement envers les familles, les propriétaires d'entreprises et les collectivités partout au pays.

Notre histoire a été façonnée par l'innovation et par une vision centrée sur la clientèle qui reconnaît l'importance d'une planification financière globale. L'esprit pionnier des bâtisseurs de l'Ouest canadien a toujours été profondément ancré en nous : en 1950, IG lance son premier fonds commun de placement au Canada; cinq ans plus tard, elle est l'une des premières sociétés à introduire le concept des placements échelonnés et, en 1962, elle lance son premier fonds commun de placement international.

En 1972, IG met au point l'Inventaire financier personnel, un outil novateur faisant évoluer la gestion transactionnelle de l'argent vers une planification financière globale, qui tient compte des plans de retraite et de succession, des stratégies fiscales et des besoins en assurance.

Dans les années 80 et 90, IG accélère sa croissance et se modernise : nouveau siège social à Winnipeg en 1988, lancement d'un logiciel de planification financière de pointe en 1995 et expansion à l'échelle mondiale avec l'ouverture de bureaux à Dublin et à Hong Kong.

Plus récemment, en 2018, nous avons fait peau neuve en adoptant un nouveau nom de marque, IG Gestion de patrimoine. Un nom à l'image de ce que nous avons toujours été : des gestionnaires de patrimoine offrant des conseils personnalisés.

Ces cinq dernières années, nous avons connu plus de transformations que jamais. En effet, notre esprit innovateur reste tourné vers l'avenir, comme en témoignent notre adoption de technologies numériques de pointe, de méthodes de travail sans papier et de pratiques d'embauche inclusives, de même que notre attention accrue accordée à la clientèle dotée d'un patrimoine à valeur élevée. Grâce à ces initiatives, nous servons aujourd'hui plus d'un million de clients et de clientes à l'échelle nationale.

Tout au long de notre histoire, nous avons toujours eu à cœur d'améliorer les choses dans les collectivités où nous vivons et travaillons. Qu'il s'agisse du soutien que nous apportons fièrement à Centraide depuis 60 ans ou de notre plus récent rôle en tant que commanditaire principal national de la Marche pour l'Alzheimer IG Gestion de patrimoine, nous nous faisons un devoir d'aider les Canadiens et Canadiennes d'un océan à l'autre à se bâtir un avenir meilleur.

Même si nous sommes fiers du chemin parcouru, notre regard reste tourné vers l'horizon. Les valeurs qui ont façonné notre premier siècle tracent notre avenir. Pour célébrer nos 100 ans d'histoire, nous rendons hommage à toutes les générations de clients, de conseillers et d'employés qui ont contribué à faire d'IG Gestion de patrimoine un nom de confiance dans le secteur financier au Canada.



Investors Syndicate ouvre son premier bureau canadien à Vancouver.

— 1926 —



IG introduit auprès de sa clientèle le concept des placements échelonnés.

— 1955 —

1950 —



Investors Syndicate lance son premier fonds commun de placement au Canada.

1962 —



IG déploie l'Inventaire financier personnel.

— 1972 —



Investors Syndicate lance son premier fonds commun de placement international.

1988 —



IG compte plus d'un million de clients et clientes partout au Canada.

— 2010s —



Ouverture du nouveau siège social à Winnipeg.

2018 —



LA MARCHÉ POUR L'ALZHEIMER

Un montant record de 7,2 M\$ est recueilli dans le cadre de la Marche pour l'Alzheimer IG Gestion de patrimoine.

— 2025 —

IG GESTION DE PATRIMOINE

Le Groupe Investors est rebaptisé IG Gestion de patrimoine.

2026 —



Un siècle de planification.
Notre passé, notre présent et notre avenir.

Une fierté canadienne. Une culture profondément ancrée. Une évolution audacieuse.

Lettre aux actionnaires

En 2025, malgré la complexité et l'incertitude causées par les bouleversements économiques et politiques mondiaux, les investisseurs ont profité de solides rendements globaux sur les marchés des capitaux. Dans ce contexte et par sa volonté de fournir des conseils professionnels et de bons produits et services, la Société financière IGM a efficacement aidé sa clientèle à éviter les écueils tout au long de l'année. Ce faisant, elle est restée fidèle à sa mission première : améliorer la vie des gens en offrant une meilleure planification et une meilleure gestion de leur argent.

Tout en redonnant du capital à nos actionnaires, nous avons poursuivi notre stratégie par des investissements importants dans nos principales activités de gestion du patrimoine et de gestion d'actifs déployées par IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie.

Soutenus par des conditions de marché exceptionnelles, ces investissements ont permis d'améliorer l'expérience de la clientèle et des conseillers, d'accroître les bénéfices et de nous assurer une croissance durable. À la fin de l'exercice, le cours de nos actions avait atteint un sommet historique qui s'est traduit, pour les actionnaires, par un rendement total annuel de 40,9 % et un rendement total annuel moyen sur cinq ans de 18,7 %, ce qui témoigne de la profonde confiance des investisseurs à l'égard de notre stratégie et des avantages d'une conjoncture favorable.

Ce contexte propice a donné lieu à des résultats records dans l'ensemble de nos activités. À la fin de l'exercice, l'actif géré et l'actif sous services-conseils avaient atteint un record de 310,1 G\$, en hausse de 14,7 % par rapport au 31 décembre 2024. Le bénéfice net annuel s'est établi à 1 101,0 M\$, ou 4,64 \$ par action, et le bénéfice net ajusté a atteint un sommet de 1 093,1 M\$, ou 4,61 \$ par action. À la lumière de ces excellents résultats et de la vigueur de ses activités, IGM a annoncé une hausse de 10 % de son dividende trimestriel pour le faire passer de 0,5625 \$ à 0,62 \$ par action.

Nous devons une grande part de notre essor à la valeur créée par nos investissements stratégiques dans des entreprises à forte croissance qui augmentent notre portée géographique et diversifient notre modèle d'affaires et notre clientèle. En octobre, nous avons participé à des transactions qui ont consolidé nos investissements dans Rockefeller Capital Management et Wealthsimple.

Tel qu'il a été annoncé en octobre, la valeur de l'investissement initial d'IGM dans Rockefeller a augmenté d'environ 750 M\$, incluant les distributions reçues. La restructuration du capital de Rockefeller a aussi permis de renforcer sa structure de propriété par l'ajout de plusieurs grands investisseurs et d'aligner les intérêts

de la direction sur la participation à long terme. Nous demeurons le deuxième actionnaire en importance et le seul qui soit gestionnaire de patrimoine.

La nouvelle ronde de financement et la solide performance de Wealthsimple ont fait croître de 680 M\$ la valeur de notre investissement, qui s'élève maintenant à 2,26 G\$. Grâce à sa forte croissance en 2025, l'entreprise a augmenté de 74 % l'actif sous services-conseils pour le porter à 111 G\$, confortant sa position de chef de file innovateur des services financiers au Canada.

En 2025, nous avons accéléré les investissements dans la technologie, en intégrant l'IA dans toutes nos activités afin de rehausser l'efficacité et l'expérience client et de soutenir la croissance à long terme. L'intégration d'outils comme Microsoft Copilot et ChatGPT à nos plateformes, dont Salesforce et Adobe, nous a permis de rationaliser la recherche, d'automatiser les processus et d'accroître la productivité. Les technologies d'IA aident déjà nos équipes à obtenir des données plus rapidement, à renforcer la sécurité et à organiser des campagnes plus personnalisées. Bien que son adoption dans notre secteur soit récente, l'IA transforme déjà nos méthodes de travail et notre collaboration avec la clientèle.

L'une de nos fiertés cette année a été l'adoption de nos nouvelles valeurs communes qui façonnent notre culture et guident toutes nos actions : s'améliorer, agir de façon responsable et collaborer. Nous visons l'amélioration constante en nous efforçant chaque jour de grandir, d'apprendre et de nous surpasser. Nous veillons à agir de façon responsable et à harmoniser nos activités en éliminant les cloisonnements. Nous formons une équipe soudée et imprégnée de la culture d'IGM. Ces valeurs orientées vers l'action encadrent notre travail quotidien et renforcent notre culture.

Gestion de patrimoine

Notre secteur Gestion de patrimoine, qui comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine et les investissements stratégiques dans Rockefeller et Wealthsimple, a connu un excellent exercice. L'année

2026 marquera le 100^e anniversaire d'IG Gestion de patrimoine, et nous sommes fiers de la vitalité affichée par cette entreprise emblématique.

Guidée par le président et chef de la direction Damon Murchison, l'équipe d'IG continue d'offrir à la population canadienne une planification financière de premier plan en mettant l'accent sur les gens, les plateformes et les processus qui favorisent la réussite collective de l'entreprise.

Grâce à la solide performance d'IG tout au long de 2025, l'actif sous services-conseils de la clientèle a atteint un sommet de 158,9 G\$, en hausse de 13,2 % par rapport à 2024. Cette forte vigueur s'est traduite par des entrées brutes records de la clientèle de 16,3 G\$, soit une hausse de 11,7 % d'un exercice à l'autre, pour des entrées nettes de 2,1 G\$. De plus, la clientèle a profité d'excellents rendements de 12,2 % en 2025.

Nous avons accueilli de nombreux nouveaux clients, en particulier dans le secteur bien établi de la clientèle aisée et à valeur élevée, qui présente un fort potentiel de croissance. La clientèle aisée (actif du ménage entre 250 000 \$ et 1 M\$) et la clientèle à valeur élevée (actif du ménage supérieur à 1 M\$) représentent près de 86 % de l'actif sous services-conseils d'IG, celui de la clientèle à valeur élevée ayant augmenté de 26,6 % pour s'établir à 78,2 G\$ en 2025. Cette dernière a par ailleurs représenté 39 % du total des entrées nettes pour 2025, un taux qui non seulement dépasse notre objectif de 33 %, mais témoigne aussi de la capacité de nos conseillers à offrir une planification financière exhaustive pouvant répondre aux besoins souvent plus complexes de cette clientèle.

En 2025, IG a obtenu l'approbation réglementaire pour fusionner ses deux courtiers en épargne collective et en placement, étape clé visant à créer un courtier unique à double inscription : IG Gestion de patrimoine Inc. Cette marque unifiée simplifie les activités et améliore l'expérience client.

Nous avons élargi nos partenariats afin de couvrir toutes les composantes de la vie financière et d'offrir des solutions intégrées qui répondent à l'ensemble des besoins de notre clientèle. Nos activités de financement hypothécaire, désormais entièrement intégrées à nesto, notre partenaire des services numériques, ont enregistré une hausse de 23 % d'un exercice à l'autre. Dans le secteur de l'assurance, nous avons augmenté notre portée et recentré nos efforts pour réaliser une excellente performance, les nouvelles primes d'assurance annualisées ayant augmenté de 15,9 % d'un exercice à l'autre.

En 2025, nous avons mis l'accent sur les principaux facteurs de richesse en investissant dans des partenariats et des plateformes permettant de mieux comprendre la situation financière globale des clients, comme le soutien à la planification successorale

de ClearEstate et les outils d'évaluation des affaires d'InterVal. Parallèlement, nous avons élargi l'accès aux actifs privés et aux solutions de prêt et lancé de nouvelles options d'épargne pour les acheteurs d'une première maison. Ces initiatives nous permettent d'offrir des services-conseils plus personnalisés et plus complets et de diversifier notre gamme de produits.

En outre, notre modèle de prestation de conseils sectoriel porte ses fruits. Le canal organisationnel d'IG sert 35 % de notre clientèle en proposant des services personnalisés au moyen d'outils numériques et du soutien de nos conseillers. En plus de garantir à chaque client une planification adaptée à ses besoins, ce modèle favorise une croissance durable des affaires.

Le classement d'IG dans la National Dealers' Report Card d'Investment Executive pour 2025 témoigne de sa capacité constante à fournir aux conseillers et à la clientèle des outils intégrés de planification financière personnalisée et une expérience de premier ordre. IG s'est hissée au premier rang des sociétés offrant une gamme de services complète à l'échelle nationale avec une note globale de 8,8, en hausse par rapport à 2024, et a figuré en tête de plusieurs catégories clés : soutien et technologie liés à la planification financière, soutien à la planification fiscale et successorale, formation des conseillers, outils de relations clients et soutien à la clientèle à valeur élevée.

Pour la troisième année consécutive, IG s'est classée première quant à la part de voix dans les médias parmi les banques canadiennes et les marques indépendantes en gestion de patrimoine, et elle s'est hissée au premier rang des porte-paroles les plus visibles du secteur. Ces exploits confirment que notre leadership éclairé et notre plateforme de conseils de premier ordre trouvent écho auprès de la clientèle actuelle et potentielle.


**Nos valeurs orientées vers
l'action renforcent notre culture
en favorisant la cohésion et les
résultats positifs.**

JAMES O'SULLIVAN
Président et
chef de la direction
Société financière IGM



La performance de nos investissements stratégiques dans le secteur de la gestion de patrimoine reste exceptionnelle. Wealthsimple a enregistré une solide croissance de son actif sous services-conseils, qui s'est établi à 111,3 G\$ par rapport à 64,0 G\$ en 2024, ce qui représente une hausse de 74 % d'un exercice à l'autre. L'actif de la clientèle de Rockefeller a aussi connu une forte croissance en 2025 pour atteindre 197,7 G\$ US (271,4 G\$), soit une hausse de 30,8 % (24,7 %) par rapport à 2024.

Gestion d'actifs

Notre secteur Gestion d'actifs comprend les activités déployées par Placements Mackenzie et les investissements stratégiques dans Northleaf Capital et China Asset Management. Guidée par le président et chef de la direction Luke Gould, l'équipe de Mackenzie a continué d'investir de façon importante dans le renforcement et la diversification de ses capacités fondamentales afin de rivaliser avec les acteurs mondiaux et de favoriser une croissance durable.

Le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 244,0 G\$ à la fin de l'exercice, en hausse comparativement à 213,3 G\$ en 2024. Le total des ventes nettes s'est élevé à 6,7 G\$, contre des rachats nets de 2,0 G\$ en 2024, et les ventes nettes de fonds d'investissement se sont établies à 2,5 G\$, contre des rachats nets de 1,6 G\$ en 2024.

Ces résultats significatifs sont attribuables à l'innovation constante de la société, comme en témoignent ses 23 nouveaux fonds d'investissement. Ces fonds viennent élargir l'offre de notre plateforme d'actions quantitatives, renforcent notre gamme de produits à revenu fixe par des solutions axées sur les rendements et offrent à la clientèle canadienne des capacités de placement internationales éprouvées.

L'équipe des actions quantitatives mondiales de Mackenzie a de nouveau obtenu d'excellents résultats en 2025 : son actif de 25 G\$ géré sous 21 mandats a généré des rendements figurant parmi les meilleurs du secteur. Ses fonds communs de placement et FNB ont continué d'attirer de nombreux investisseurs particuliers, générant des ventes nettes de plus de 2,5 G\$ en 2025 dans le cadre de 13 mandats de placement quantitatif. Cette équipe est bien placée pour poursuivre sa croissance et son innovation.

Cette année a marqué un jalon pour les activités de Mackenzie auprès des investisseurs institutionnels. Après des procédures de vente pluriannuelles, Mackenzie s'est vu octroyer des mandats par d'importants investisseurs institutionnels mondiaux et de grands fournisseurs de services financiers au Canada. Ces nouveaux mandats, qui ont donné lieu à des ventes nettes de 6 G\$ en 2025, confirment nos capacités de placement d'envergure mondiale et

marquent un tournant pour ce segment d'activité en pleine croissance.

Toujours déterminée à élargir l'accès des investisseurs particuliers aux actifs privés, Mackenzie a lancé le Fonds multi-actifs de marchés privés Mackenzie Northleaf en octobre. Ce fonds s'ajoute à sa gamme de solutions novatrices, qui compte maintenant cinq fonds Northleaf accessibles aux conseillers canadiens et à la clientèle. Le Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf, lancé en 2022, demeure le premier et le seul fonds à intervalle offert aux investisseurs particuliers canadiens. Ces fonds ont clôturé l'exercice avec un actif total de 582 M\$, en hausse de 79 % par rapport à 2024.

Dans l'étude sur le point de vue des conseillers de 2025, Mackenzie s'est distinguée grâce à la performance remarquable de ses FNB, qui sont passés de la huitième place en 2024 à la troisième place, et notre indice de recommandation client a pris la deuxième position du secteur. Ces résultats témoignent de la grande confiance que notre clientèle nous accorde et attestent de notre volonté de créer ensemble un monde plus investi.

La performance de nos investissements stratégiques est demeurée solide. Les actifs de Northleaf ont augmenté de 9,4 % pour s'établir à 35,0 G\$, et la mobilisation de capitaux a totalisé 5,8 G\$ dans la dernière année. Nous avons également célébré la cinquième année de notre partenariat avec Northleaf, dont les activités et les capacités ne cessent de croître. ChinaAMC a fait preuve de résilience en 2025 : en plus de faire croître sa part de marché des fonds à long terme, elle a bénéficié du rebond de 20,6 % des marchés boursiers chinois (CSI 300) en 2025. Le total de l'actif de ChinaAMC a atteint un record de 3,0 billions de RMB¥ (591 G\$), l'actif des fonds d'investissement ayant augmenté de 28 % d'un exercice à l'autre.


**Nous entamons 2026
avec confiance, une année qui
marquera le 100^e anniversaire
d'IG Gestion de patrimoine.**

R. JEFFREY ORR
Président du conseil
Société financière IGM



Construire un monde meilleur

IGM s'engage à créer des changements positifs et à aider à bâtir des collectivités fortes partout au Canada. Nos efforts en vue de soutenir nos gens, d'enrichir les collectivités partout au pays et d'améliorer la vie et le bien-être financier des Canadiens et des Canadiennes ont de nouveau été reconnus en 2025. Dans son classement annuel des sociétés offrant un milieu de travail exceptionnel, Mediacorp Canada nous a nommés l'un des 100 meilleurs employeurs au Canada pour 2026, et l'un des employeurs les plus écoresponsables au Canada, l'un des meilleurs employeurs au Canada pour la diversité et l'un des meilleurs employeurs au Manitoba pour 2025.

Notre stratégie de développement durable, Agir maintenant pour un meilleur avenir, repose sur trois piliers : notre action envers la réconciliation avec les Autochtones, notre action contre les changements climatiques et notre action pour l'autonomisation économique. Durant l'exercice, nous avons peaufiner les objectifs et cibles à long terme qui guident nos efforts et à partir desquels nous mesurons notre incidence. Cet engagement, qui s'appuie sur une décennie d'initiatives environnementales et sociales, nous a valu d'être nommés par Corporate Knights comme l'une des 50 entreprises les plus responsables au Canada et de figurer à son palmarès 2026 des 100 sociétés les plus durables au monde.

L'inclusion demeure une priorité pour IGM. En 2025, le Disability Index publié par Disability:IN nous a attribué la note parfaite de 100 pour notre engagement envers l'accessibilité. Nous avons amélioré l'expérience de la clientèle et des employés en offrant des services de traduction en temps réel, en langue des signes québécoise et en langue des signes américaine. De plus, par suite de notre nouveau partenariat avec RRC Polytech, nous avons accueilli notre première cohorte d'étudiants autochtones pour un stage d'été à IG.

Nous visons à renforcer les collectivités partout au Canada. En 2025, la campagne de dons d'IGM a enregistré une participation record des employés et des conseillers pour recueillir plus de 1,5 M\$ pour Centraide et la Fondation de bienfaisance Placements Mackenzie. La marche pour l'Alzheimer IG Gestion de patrimoine a aussi connu une année record grâce aux 7,2 M\$ recueillis par les 28 000 participants, ce qui en fait l'une des principales collectes de fonds au Canada.

Mackenzie a continué de faire progresser l'inclusion grâce au programme de subventions Mackenzie Ensemble, et a versé 140 000 \$ à six organismes qui soutiennent l'autonomisation économique des femmes. Nous avons aussi consolidé nos partenariats avec les universités et les associations sectorielles, notamment en accueillant les stagiaires du programme Femmes gestionnaires d'actifs de l'Université Western. Notre

engagement à bâtir des collectivités plus fortes est aussi honoré par notre fondation de bienfaisance Placements Mackenzie, qui est dirigée par des employés et qui a versé plus de 16 M\$ à plus de 90 organismes de bienfaisance canadiens depuis 1999.

À l'horizon

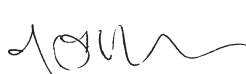
En 2025, nos employés et nos conseillers ont uni leurs efforts pour offrir une année record à notre clientèle et à nos actionnaires. Nous les remercions d'avoir adopté les changements transformationnels des dernières années et les nouvelles technologies, dont l'IA, dans un contexte en constante évolution. Grâce à leur engagement, nous avons rehaussé notre offre de sorte à favoriser une croissance solide des bénéfices afin d'asseoir notre présence mondiale de plus en plus concurrentielle.

À la mi-février 2026, nous avons annoncé un changement à venir à la direction d'IGM qui reflète son engagement pour une planification efficace de la relève et qui assurera la croissance et la vigueur de notre entreprise dans l'avenir.

Damon Murchison a été nommé président et chef de la direction d'IGM et demeurera président et chef de la direction d'IG. Cette nomination fait suite à l'annonce par Power Corporation du Canada (Power) de la nomination de l'actuel président et chef de la direction d'IGM, James O'Sullivan, à titre de président et chef de la direction de Power. M. O'Sullivan succèdera à Jeffrey Orr, qui deviendra vice-président du conseil de Power. Ces nominations prendront effet le 1^{er} juillet 2026. M. O'Sullivan devrait, par ailleurs, être nommé président du conseil d'IGM.

La nomination de M. Murchison témoigne de sa contribution au succès d'IG et de Mackenzie ces 11 dernières années et reflète l'accent mis sur une planification de la relève et sur la préservation de la riche culture d'IGM. Ces changements au sein de la direction nous permettront de prendre appui sur nos réussites antérieures pour poursuivre les priorités stratégiques qui nous ont conduit à des résultats records en 2025.

Nous entamons 2026 avec confiance, une année qui marquera le 100^e anniversaire d'IG Gestion de patrimoine et une nouvelle direction à la tête d'IGM. Notre stratégie de diversification en gestion de patrimoine et d'actifs, dont nos investissements stratégiques dans des plateformes à forte croissance, ainsi que notre engagement à l'égard de l'innovation et de l'excellence, nous positionnent solidement pour l'avenir.



JAMES O'SULLIVAN
Président et
chef de la direction
Société financière IGM



R. JEFFREY ORR
Président
du conseil
Société financière IGM

Gestion de patrimoine

Déployées par IG Gestion de patrimoine et renforcées par des investissements stratégiques dans Rockefeller et Wealthsimple, les activités de gestion de patrimoine d'IGM visent à améliorer le bien-être financier des Canadiens et Canadiennes au moyen de conseils personnalisés, de solutions novatrices et d'une planification exhaustive.



DAMON MURCHISON
Président et chef de la direction
IG Gestion de patrimoine

158,9 G\$

Total de l'actif sous services-conseils

16,3 G\$

Entrées brutes de la clientèle

2,1 G\$

Entrées nettes de la clientèle

Près de 1 million

de clients

Plus de 3 000

conseillers d'IG Gestion de patrimoine situés partout au Canada qui aident les gens à atteindre leurs objectifs financiers

64 %

de l'actif des fonds communs de placement d'IG est détenu dans des fonds notés quatre ou cinq étoiles par Morningstar[†]

12,2 %

de rendement moyen global pour la clientèle

Faits saillants 2025 d'IG Gestion de patrimoine

Classée au 1^{er} rang

Classée au 1^{er} rang dans plusieurs catégories clés d'après la fiche de pointage des courtiers (Dealers' Report Card) d'Investment Executive en 2025, et en tête du classement national des courtiers à service complet.



12 trophées FundGrade A+[™] pour un rendement des placements exceptionnel.



4 prix LSEG Lipper pour rendement exceptionnel d'un fonds.



10 étudiants de RRC Polytech ont reçu les premières bourses d'études pour Autochtones du programme IG Soyez maître de votre avenir.



Un montant record de 7,2 M\$ recueilli à l'échelle nationale pour soutenir les personnes atteintes d'Alzheimer et leurs aidants et aidantes.

Trois entreprises fortes et diversifiées disposant chacune d'atouts uniques pour répondre aux vastes besoins de la clientèle.



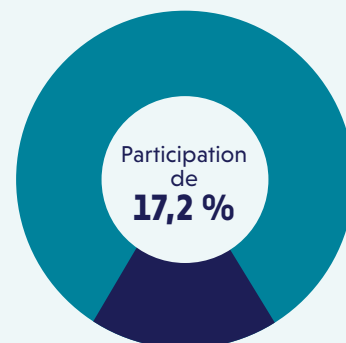
IG Gestion de patrimoine

IG Gestion de patrimoine a continué de mettre l'accent sur la prestation de conseils financiers exhaustifs et sur l'amélioration du bien-être financier des Canadiens et Canadiennes.



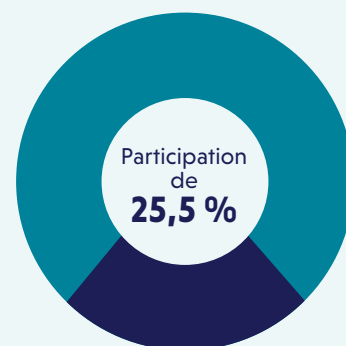
Rockefeller Capital Management

Rockefeller Capital Management a été créé en 2018. Cabinet de services-conseils financiers indépendant de premier plan, Rockefeller offre des conseils stratégiques aux particuliers et aux familles à valeur élevée et à valeur très élevée, aux institutions et aux sociétés partout aux États-Unis.



Wealthsimple

Wealthsimple a été fondée en 2014. L'une des sociétés de services financiers les plus florissantes au Canada, Wealthsimple permet à IGM d'innover et d'avoir accès à des segments de clientèle à fort potentiel de croissance.



Gestion d'actifs

Déployées par Placements Mackenzie et soutenues par des investissements stratégiques dans Northleaf et dans ChinaAMC, les activités de gestion d'actifs d'IGM sont axées sur la réalisation d'un solide rendement des placements et sur la croissance des investisseurs institutionnels grâce à des solutions de placement novatrices et à une expertise mondiale.



MACKENZIE
Investments



LUKE GOULD

Président et chef de la direction
Placements Mackenzie

244,0 G\$*

Total de l'actif géré

6,7 G\$

Total des ventes nettes

2,5 G\$

Ventes nettes de fonds
d'investissement

Plus de 30 000

conseillers externes et
investisseurs institutionnels

Plus de 1 million

d'épargnants et de
clients institutionnels

46 %

de l'actif des fonds
communs de placement
de Mackenzie est détenu
dans des fonds notés
quatre ou cinq étoiles
par Morningstar†

11,4 %

Rendement moyen
global pour la clientèle

Faits saillants 2025 de Placements Mackenzie

**Classée au
2^e rang**

des grands gestionnaires ayant une vaste gamme de produits selon l'étude sur le point de vue des conseillers de 2025, et demeurant au 2^e rang en ce qui a trait à la valeur de la marque et à la pénétration des ventes des conseillers.

Northleaf

Nous avons organisé le premier Sommet des marchés privés à Londres, au Royaume-Uni, qui a mis en valeur la force du partenariat et procuré une expérience précieuse à plus de 100 conseillers



12 trophées FundGrade A+ pour un rendement des placements exceptionnel.



**MACKENZIE
ENSEMBLE**

140 000 \$ remis à six organismes de bienfaisance axés sur l'amélioration de l'autonomisation économique des femmes.



**MACKENZIE
FONDATION DE
BIENFAISANCE**

Dirigée et financée par les employés, la fondation Mackenzie a fourni, à ce jour, plus de 16 M\$ pour soutenir des causes partout au Canada

*Comprend un montant de 92,8 G\$ se rapportant aux mandats de conseiller à honoraires exécutés par le secteur Gestion de patrimoine.

Trois grandes entreprises de portée mondiale exercent des activités d'envergure dans des secteurs de spécialisation sur la plateforme de placement d'IGM.



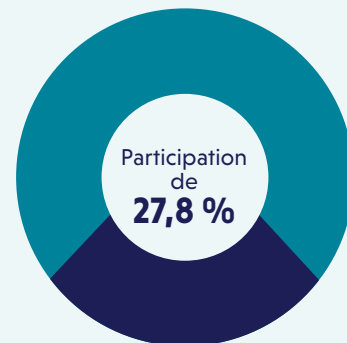
Placements Mackenzie

Placements Mackenzie a continué d'aider les conseillers et les investisseurs à bâtir des portefeuilles solides et à renforcer l'importance de demeurer investi dans tous les cycles des marchés.



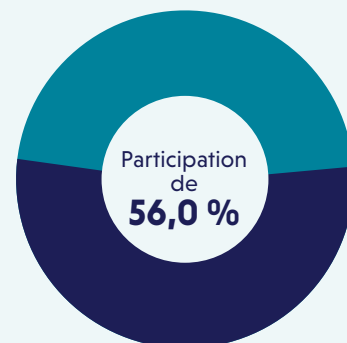
ChinaAMC

Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, China Asset Management Co. Ltd. maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs. Notre participation dans ChinaAMC offre à notre clientèle un accès aux marchés financiers chinois.



Northleaf Capital Partners

Northleaf est une société de placement privé d'envergure mondiale axée sur les sociétés et les actifs du marché intermédiaire. Investisseur principal bien établi dans les secteurs mondiaux du capital investissement, du crédit privé et des infrastructures, Northleaf enrichit l'éventail des solutions de placement offertes à notre clientèle.



Nos gens

En 2025, nous avons mis l'accent sur trois priorités fondamentales : former nos équipes en vue de l'avenir, faire progresser notre culture et renforcer les capacités de nos leaders.

Des équipes prêtes pour l'avenir

L'innovation et la technologie transforment nos méthodes de travail et nos gens sont prêts à s'adapter et à mener à bien nos priorités dans cet environnement en mutation.

L'adoption de l'IA générative est primordiale. Tous les employés ont accès à des outils d'IA, et 75 % d'entre eux affirment les utiliser « souvent » ou « tous les jours »¹. Des projets pilotes ciblés ont été mis en œuvre afin d'explorer des applications pratiques dans nos secteurs d'activité, et nous avons accru les occasions d'apprentissage pour soutenir le développement des compétences. Favorisant le perfectionnement et la collaboration continus, notre portail d'apprentissage et notre centre d'innovation et d'habilitation donnent aux employés un accès à des cursus soigneusement préparés, à nos politiques ainsi qu'à des communautés de réseautage.

Notre culture

Reposant sur l'amélioration constante, le sens de la responsabilité et la collaboration, notre culture et nos valeurs communes accélèrent la mise en œuvre de notre stratégie.

D'une part, les forums destinés aux cadres et les séances de discussion ouverte à l'intention du personnel favorisent la communication et l'engagement et, d'autre part, les analyses et sondages menés auprès de nos employés guident les actions que nous mettons en œuvre en vue d'améliorer leur expérience et leur efficacité.

En mars, nous avons adopté trois valeurs communes inspirées des commentaires recueillis auprès des membres de la direction et du personnel : s'améliorer, agir de façon responsable, collaborer. Quatre mois après l'adoption de ces nouvelles valeurs, 88 %¹ des employés pouvaient les nommer, ce qui montre à quel point elles trouvent un profond écho dans l'ensemble de la société.

L'inclusion demeure une priorité et nos sept groupes-ressources s'emploient à bâtir des ponts, à défendre les intérêts de chacun et chacune et à mettre en valeur l'appartenance pour que toutes les voix au sein de notre culture puissent contribuer à façonner notre avenir.

Leadership

Un leadership fort inspire performance et résilience. C'est pourquoi nous investissons dans des programmes qui rendent nos leaders aptes à stimuler la croissance et à faire face au changement.

Nous fixons des objectifs clairs en matière de leadership et veillons à ce qu'ils soient alignés sur la stratégie d'entreprise et axés sur les résultats de l'équipe. Nos directeurs ont participé à un programme d'accélération du leadership visant à renforcer la résilience, l'encadrement et la communication, et nous avons récemment lancé un programme de perfectionnement des hauts dirigeants afin d'accroître les capacités stratégiques qui seront indispensables pour répondre aux besoins d'affaires futurs.

Résultats du sondage sur l'engagement de 2025 :

88 % J'ai la formation dont j'ai besoin pour faire mon travail efficacement.

86 % J'ai accès aux ressources dont j'ai besoin pour faire mon travail efficacement

85 % La société adopte les changements nécessaires pour rester concurrentielle.

93 % Dans mon équipe, nous travaillons bien ensemble.

92 % IGM a créé un environnement dans lequel des personnes de divers horizons peuvent réussir.

91 % Dans mon équipe, chaque personne peut réaliser son plein potentiel, peu importe son identité.

90 % Mon leader travaille efficacement avec les membres de l'équipe qui sont différents.

88 % Mon leader m'aide à comprendre mes priorités.

85 % Mon leader fait un excellent travail en gestion du personnel.

1. Sondage sur les valeurs et l'adoption de l'IA, août 2025

Tout au long de l'année, les employés d'IGM ont fait briller nos valeurs.



Les membres de l'équipe des ressources humaines d'IGM se sont réunis à Toronto pour échanger leurs points de vue et les pratiques exemplaires.



L'équipe du REEI de Mackenzie s'est réunie pour souligner une nouvelle étape dans la vie d'une collègue, un bel exemple de notre culture solidaire et axée sur les valeurs.



Des employés et conseillers de partout au Canada ont pris part à la Marche pour l'Alzheimer IG Gestion de patrimoine.



Le bénévolat effectué tout au long de l'année par l'équipe du bureau régional de Cambridge d'IG témoigne de son engagement continu à soutenir les collectivités.



L'équipe de développement durable de Mackenzie a collaboré avec l'ensemble des équipes d'IGM pour favoriser l'apprentissage et approfondir la compréhension des risques climatiques.

Développement durable

Chez IGM, nous estimons que la construction des bases d'un avenir plus radieux commence aujourd'hui.

La possibilité de contribuer à un meilleur avenir pour notre clientèle, nos actionnaires, les membres de notre personnel et les collectivités qui nous entourent est une source de motivation. Chaque action que nous accomplissons et chaque engagement que nous prenons aujourd'hui ouvrent la voie à cet avenir souhaité. Nous avons à cœur de nous réconcilier avec le passé, de soutenir la transition nécessaire pour agir contre les changements climatiques et d'outiller nos communautés.

Notre stratégie repose sur trois piliers orientent nos engagements et l'influence positive que nous voulons sur l'environnement et la société.



Les initiatives que nous soutenons



In support of

WOMEN'S EMPOWERMENT PRINCIPLES
Established by UN Women and the UN Global Compact Office



Les agences et indices reconnaissant l'engagement d'IGM



IGM  agit

Agir maintenant
pour un meilleur avenir

Rapport de gestion

Rapport de gestion

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	20
--	----

Gestion de patrimoine

Revue des activités	34
Revue des résultats d'exploitation du secteur	43

Gestion d'actifs

Revue des activités	50
Revue des résultats d'exploitation du secteur	59

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation du secteur	65
---	----

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée	67
Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	71
Gestion des risques	77
Le cadre des services financiers	94
Estimations et méthodes comptables critiques	96
Contrôles et procédures de communication de l'information	98
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	99
Autres renseignements	99

Revue financière

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière	101
Rapport de l'auditeur indépendant	102
États financiers consolidés	105
Notes annexes	110

Données supplémentaires

Données trimestrielles	148
Rétrospective sur dix ans	150

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») aux 31 décembre 2025 et 2024 et pour les exercices clos à ces dates, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités de 2025 de la Société financière IGM (les « états financiers consolidés »). Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 décembre 2025 et pour l'exercice clos à cette date est daté du 12 février 2026.

Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers consolidés de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers consolidés).

Principaux détenteurs d'actions avec droit de vote

Au 31 décembre 2025, Power Corporation du Canada (« Power ») et Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une filiale de Power, détenaient, directement ou indirectement, 62,9 % et 3,9 %, respectivement, des actions ordinaires en circulation de la Société financière IGM.

Déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM », « IGM » ou la « Société ») et, s'il y a lieu, de ses filiales et de ses investissements stratégiques. Les déclarations prospectives sont fournies afin de vous aider à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques, à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs, y compris les visées et priorités environnementales, sociales et stratégiques, pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques, touchent

les opérations, la performance et les résultats de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, des risques environnementaux et sociaux, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, l'incidence des relations commerciales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, des éclosions de maladies ou des pandémies (comme la COVID-19), de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales, ainsi que par ses investissements stratégiques pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Prière de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Nous vous prions également d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas vous fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatifs sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedarplus.ca.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières

Ce rapport contient des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des ratios non conformes aux normes IFRS qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS ») et, par conséquent, ils pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures et ces ratios sont utilisés afin de donner à la direction, aux investisseurs et aux analystes de placement des mesures additionnelles pour évaluer le rendement.

Les mesures financières non conformes aux normes IFRS comprennent, sans s'y limiter, le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice net ajusté », le « bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat », le « bénéfice ajusté avant intérêts et impôt » (le « BAII ajusté »), le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente » (le « BAIIA avant les commissions de vente ») et le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente » (le « BAIIA après les commissions de vente »). Ces mesures ne tiennent pas compte des autres éléments qui sont non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2024, ces mesures excluent également la quote-part revenant à la Société des éléments que Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») exclut de son bénéfice net comptabilisé selon les normes IFRS aux fins du calcul du bénéfice fondamental de Lifeco. Le bénéfice fondamental est une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca. Les chiffres des périodes correspondantes ont été retraités afin de refléter ce changement. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente. Le BAIIA après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie.

Les ratios non conformes aux normes IFRS comprennent ce qui suit :

Ratio	Numérateur	Dénominateur
Bénéfice ajusté par action (BPA ajusté)	Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, après dilution
Rendement (rendement ajusté) des capitaux propres	Bénéfice net (bénéfice net ajusté) attribuable aux actionnaires ordinaires	Capitaux propres moyens
Rendement des capitaux propres (rendement ajusté des capitaux propres), compte non tenu de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Bénéfice net (bénéfice net ajusté) attribuable aux actionnaires ordinaires	Capitaux propres moyens, compte non tenu de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non conformes aux normes IFRS, y compris les composantes des ratios non conformes aux normes IFRS, et des résultats présentés conformément aux normes IFRS dans les tableaux 1 à 4.

Ce rapport contient également d'autres mesures financières, notamment :

- **L'« actif géré et l'actif sous services-conseils »** représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés des entreprises principales de la Société financière IGM, soit IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue des produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de la présentation de la Société financière IGM. Ainsi, les mêmes épargnes de la clientèle qui sont détenues dans différentes entreprises principales de la Société financière IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation.
- **L'« actif sous services-conseils »** est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes de la clientèle de notre entreprise principale du secteur Gestion de patrimoine.
- **L'« actif géré »** est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur supplémentaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs de la clientèle pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes de la clientèle pour lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.
- **L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques**, représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris la quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des investissements stratégiques revenant à la Société compte tenu de sa participation dans les investissements stratégiques. Les investissements stratégiques qui en font partie sont ceux dont les activités ont surtout trait à la gestion d'actifs et à la gestion de patrimoine et comprennent ChinaAMC, Northleaf, Rockefeller et Wealthsimple. L'actif de la clientèle de Rockefeller comprend l'actif géré et l'actif sous services-conseils, ainsi que les actifs détenus à des fins de placement et ne nécessitant que des services administratifs.
- **Le fonds de roulement**, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, à l'exclusion des actifs et des passifs qui ne reflètent pas les activités continues.
- **Le capital non attribué** représente le capital qui n'a été attribué à aucune des sociétés en exploitation et qui pourrait être utilisé à des fins d'investissement, de remboursement de la dette, de distributions aux actionnaires ou à d'autres fins générales de l'entreprise.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de gestion d'actifs et de patrimoine de premier plan qui soutient des conseillers et conseillères et la clientèle qu'elle sert au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels partout dans le monde. La Société exerce ses activités par l'intermédiaire d'un certain nombre de filiales en exploitation et détient aussi de nombreux investissements stratégiques dont tirent avantage ces filiales et qui améliorent les perspectives de croissance de la Société. Le secteur Gestion de patrimoine de la Société comprend IG Gestion de patrimoine (« IG ») et les investissements stratégiques dans Rockefeller Capital Management (« Rockefeller ») et Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple »). Le secteur Gestion d'actifs comprend Placements Mackenzie (« Mackenzie ») et les investissements stratégiques dans China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC ») et Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »). La Société détient également une participation dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »).

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, de la Société financière IGM ont atteint un sommet sans précédent pour se chiffrer à 566,2 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 483,5 G\$ au 31 décembre 2024, comme il est présenté dans le tableau 6.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM ont clôturé le trimestre à un niveau record, s'établissant à 310,1 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 270,4 G\$ au 31 décembre 2024. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 287,1 G\$, comparativement à 256,0 G\$ en 2024. Pour le quatrième trimestre de 2025, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 307,5 G\$, comparativement à 269,3 G\$ au quatrième trimestre de 2024.

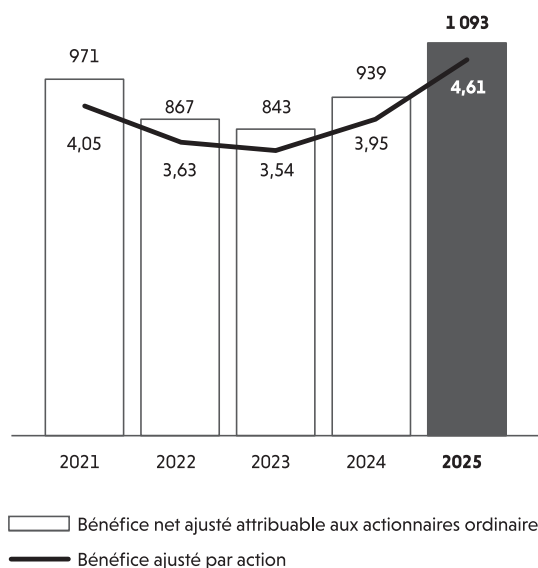
Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est chiffré à 1 101,0 M\$, ou 4,64 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 933,5 M\$, ou 3,93 \$ par action, en 2024, ce qui représente une augmentation du bénéfice par action de 18,1 %. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 322,4 M\$, ou 1,36 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 254,7 M\$, ou 1,07 \$ par action, pour la période

correspondante de 2024, ce qui représente une augmentation de 27,1 % du bénéfice par action. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 s'est établi à 298,1 M\$, ou 1,26 \$ par action.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (une mesure non conforme aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » et au tableau 1), à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, a

Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹ et bénéfice ajusté par action¹

Pour les exercices (en M\$, sauf les montants par action)



Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires et le bénéfice net ajusté par action excluent les montants après impôt suivants :

2021 – La contrepartie additionnelle à recevoir relativement à la vente de Personal Capital en 2020.

2022 – Les autres éléments liés à Lifeco.

2023 – Le profit à la vente d'IPC, le profit à la vente de Lifeco, l'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco, les charges de restructuration et autres charges et les autres éléments liés à Lifeco.

2024 – Les autres éléments liés à Lifeco, la consolidation de pertes fiscales et les coûts non récurrents de refinancement de la dette de Rockefeller.

2025 – Les autres éléments liés à Lifeco et le profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées.

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Tableau 1 : Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS

	Trimestres clos les			Exercices clos les	
	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024
<i>(en M\$, sauf le bénéfice par action)</i>					
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	301,4 \$	301,2 \$	250,0 \$	1 093,1 \$	939,0 \$
Autres éléments liés à Lifeco	(5,1)	(3,1)	–	(18,2)	(6,9)
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées, déduction faite de l'impôt	26,1	–	–	26,1	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	–	(3,3)
Consolidation de pertes fiscales	–	–	4,7	–	4,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	322,4 \$	298,1 \$	254,7 \$	1 101,0 \$	933,5 \$
Bénéfice ajusté par action¹	1,27 \$	1,27 \$	1,05 \$	4,61 \$	3,95 \$
Autres éléments liés à Lifeco	(0,02)	(0,01)	–	(0,08)	(0,03)
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées, déduction faite de l'impôt	0,11	–	–	0,11	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	–	(0,01)
Consolidation de pertes fiscales	–	–	0,02	–	0,02
Bénéfice par action²	1,36 \$	1,26 \$	1,07 \$	4,64 \$	3,93 \$
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	237 550	237 169	238 304	237 350	237 609
BALIA avant les commissions de vente¹	477,5 \$	474,5 \$	409,3 \$	1 756,5 \$	1 547,3 \$
Commissions fondées sur les ventes versées	(35,8)	(30,8)	(34,4)	(128,2)	(129,7)
BALIA après les commissions de vente¹	441,7	443,7	374,9	1 628,3	1 417,6
Commissions fondées sur les ventes versées faisant l'objet d'un amortissement	35,8	30,8	34,4	128,2	129,7
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	(29,7)	(29,0)	(27,3)	(114,8)	(105,5)
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(24,5)	(24,6)	(23,7)	(98,0)	(92,7)
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	423,3	420,9	358,3	1 543,7	1 349,1
Charges d'intérêts ³	32,6	32,4	32,5	129,2	129,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat¹	390,7	388,5	325,8	1 414,5	1 219,7
Impôt sur le résultat	87,2	87,0	75,1	315,4	276,8
Bénéfice net ajusté¹	303,5	301,5	250,7	1 099,1	942,9
Autres éléments liés à Lifeco	(5,1)	(3,1)	–	(18,2)	(6,9)
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées, déduction faite de l'impôt	26,1	–	–	26,1	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	–	(3,3)
Consolidation de pertes fiscales	–	–	4,7	–	4,7
Bénéfice net	324,5	298,4	255,4	1 107,0	937,4
Participation ne donnant pas le contrôle	2,1	0,3	0,7	6,0	3,9
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	322,4 \$	298,1 \$	254,7 \$	1 101,0 \$	933,5 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Bénéfice dilué par action.

3. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et les intérêts sur les contrats de location.

atteint un niveau historique de 1 093,1 M\$, ou 4,61 \$ par action, comparativement au bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires de 939,0 M\$, ou 3,95 \$ par action, en 2024, soit une augmentation de 16,7 % du bénéfice ajusté par action. Pour le quatrième trimestre de 2025, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, a atteint un sommet inégalé

de 301,4 M\$, ou 1,27 \$ par action, comparativement au bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires de 250,0 M\$, ou 1,05 \$ par action, pour la période correspondante de 2024. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires s'était établi à 301,2 M\$, ou 1,27 \$ par action.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- La quote-part revenant à la Société des éléments que Lifeco exclut de son bénéfice fondamental (les autres éléments liés à Lifeco) de (18,2) M\$, dont un montant de (5,1) M\$ comptabilisé au quatrième trimestre. Lifeco exclut certains éléments de son bénéfice net comptabilisé selon les normes IFRS aux fins du calcul du bénéfice fondamental, qui est une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca.
- Un profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées de 26,1 M\$, déduction faite de l'impôt et des coûts non récurrents, comptabilisé au quatrième trimestre.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- La consolidation de pertes fiscales de 4,7 M\$, comptabilisée au quatrième trimestre, relativement à l'avantage découlant des transactions de consolidation de pertes fiscales conclues entre la Société et une filiale de Power.
- Les autres éléments liés à Lifeco de (6,9) M\$ (néant au quatrième trimestre).
- La quote-part revenant à la Société des coûts de refinancement de la dette exceptionnels de Rockefeller d'un montant de 3,3 M\$, comptabilisés au deuxième trimestre et qui représentent le remboursement anticipé de l'une des facilités de financement de Rockefeller.

Le total des capitaux propres se chiffrait à 9,0 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 7,9 G\$ au 31 décembre 2024. Le rendement ajusté des capitaux propres (un ratio non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 13,1 %, inchangé par rapport à 2024. Le rendement ajusté des capitaux propres, compte non tenu de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (un ratio non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 15,5 %, comparativement à 14,4 % en 2024. En 2025, le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'à la fin de 2024.

Faits nouveaux en 2025

Rockefeller Capital Management

En décembre 2025, à la suite de transactions conclues avec Rockefeller, la Société a reçu un produit total de 394,2 M\$, principalement sous forme d'un remboursement de capital et en raison de la vente de titres de capitaux propres. La participation de la Société a diminué pour s'établir à 17,2 % par suite de cette vente de titres de capitaux propres et de l'ajustement apporté à certaines attributions fondées sur des actions émises précédemment dans le but d'aligner les intérêts de la direction de Rockefeller sur la participation à long terme. Ces transactions ont donné lieu à une diminution de la valeur comptable de l'investissement et à la comptabilisation d'un profit dans les états consolidés du résultat net.

Wealthsimple Financial Corp.

Au cours du quatrième trimestre, la Société a investi 100 M\$ dans le cadre d'un placement initial par Wealthsimple de titres de capitaux propres totalisant 550 M\$, ce qui a porté la valeur totale de l'investissement de la Société à 2 258 M\$.

Aperçu des marchés

Les rendements des marchés des capitaux ont été positifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

- L'indice composé de rendement total S&P/TSX a augmenté de 6,3 % au quatrième trimestre de 2025 et de 31,7 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers américains, représentés par l'indice de rendement total S&P 500, ont augmenté de 2,7 % au quatrième trimestre de 2025 et de 17,9 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers européens, représentés par l'indice de rendement total MSCI Europe (net), ont progressé de 6,3 % au quatrième trimestre de 2025 et de 19,4 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers asiatiques, représentés par l'indice de rendement total MSCI AC Asia Pacific (net), ont augmenté de 3,5 % au quatrième trimestre de 2025 et de 28,0 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers chinois, représentés par l'indice de rendement total CSI 300 (net), ont augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre de 2025 et de 20,6 % pour l'exercice.
- L'indice obligataire universel de rendement total FTSE TMX Canada a reculé de 0,3 % au quatrième trimestre de 2025 et a augmenté de 2,6 % pour l'exercice.

- Les placements de notre clientèle ont obtenu un rendement moyen de 1,4 % au quatrième trimestre de 2025 et de 11,9 % pour l'exercice.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM ont augmenté de 14,7 %, passant de 270,4 G\$ au 31 décembre 2024 à 310,1 G\$ au 31 décembre 2025.

Secteurs à présenter

Les secteurs à présenter de la Société sont Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Activités internes et autres. Ces secteurs tiennent compte de l'information financière interne et de l'évaluation de la performance de la Société (tableaux 2, 3 et 4).

Tableau 2 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Quatrième trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Trimestres clos les (en M\$)	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024
Produits								
Gestion de patrimoine	736,2 \$	650,3 \$	– \$	– \$	(4,5)\$	(2,8)\$	731,7 \$	647,5 \$
Gestion d'actifs	–	–	307,1	288,3	(28,4)	(26,7)	278,7	261,6
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(86,5)	(84,0)	(1,8)	(1,2)	(88,3)	(85,2)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	220,6	204,3	(30,2)	(27,9)	190,4	176,4
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,7	3,3	2,0	8,5	5,8	5,5	9,5	17,3
Quote-part du résultat des entreprises associées	12,2	(2,4)	32,9	29,2	31,1	26,3	76,2	53,1
	750,1	651,2	255,5	242,0	2,2	1,1	1 007,8	894,3
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	307,1	274,1	30,2	24,2	–	–	337,3	298,3
Activités et services de soutien	119,9	118,4	102,6	97,1	0,2	1,0	222,7	216,5
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	57,4	50,5	1,7	1,6	(34,6)	(30,9)	24,5	21,2
	484,4	443,0	134,5	122,9	(34,4)	(29,9)	584,5	536,0
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	265,7	208,2	121,0	119,1	36,6	31,0	423,3	358,3
Charges d'intérêts ²	26,0	26,0	6,6	6,5	–	–	32,6	32,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	239,7	182,2	114,4	112,6	36,6	31,0	390,7	325,8
Impôt sur le résultat	62,0	49,3	23,7	24,4	1,5	1,4	87,2	75,1
Bénéfice net ajusté¹	177,7	132,9	90,7	88,2	35,1	29,6	303,5	250,7
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	2,1	0,7	–	–	2,1	0,7
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	177,7 \$	132,9 \$	88,6 \$	87,5 \$	35,1 \$	29,6 \$	301,4	250,0
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Autres éléments liés à Lifeco							(5,1)	–
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées							26,1	–
Consolidation de pertes fiscales							–	4,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							322,4 \$	254,7 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et les intérêts sur les contrats de location.

Tableau 3 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Cumul annuel

Exercices clos les (en M\$)	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024
Produits								
Gestion de patrimoine	2 732,8 \$	2 445,6 \$	– \$	– \$	(15,4)\$	(9,5)\$	2 717,4 \$	2 436,1 \$
Gestion d'actifs	–	–	1 169,8	1 108,2	(108,7)	(105,5)	1 061,1	1 002,7
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(335,7)	(325,3)	(6,2)	(3,9)	(341,9)	(329,2)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	834,1	782,9	(114,9)	(109,4)	719,2	673,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	8,0	12,4	15,2	23,2	19,1	17,4	42,3	53,0
Quote-part du résultat des entreprises associées	11,3	(10,1)	158,5	133,1	112,6	100,0	282,4	223,0
	2 752,1	2 447,9	1 007,8	939,2	1,4	(1,5)	3 761,3	3 385,6
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	1 152,7	1 033,9	99,8	86,8	–	–	1 252,5	1 120,7
Activités et services de soutien	476,1	463,0	394,8	372,1	2,5	2,6	873,4	837,7
Comptes gérés à titre de sous conseiller	215,9	191,4	6,1	5,7	(130,3)	(119,0)	91,7	78,1
	1 844,7	1 688,3	500,7	464,6	(127,8)	(116,4)	2 217,6	2 036,5
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	907,4	759,6	507,1	474,6	129,2	114,9	1 543,7	1 349,1
Charges d'intérêts ²	103,2	103,3	26,0	26,1	–	–	129,2	129,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	804,2	656,3	481,1	448,5	129,2	114,9	1 414,5	1 219,7
Impôt sur le résultat	213,2	178,6	97,7	94,2	4,5	4,0	315,4	276,8
Bénéfice net ajusté¹	591,0	477,7	383,4	354,3	124,7	110,9	1 099,1	942,9
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	6,0	3,9	–	–	6,0	3,9
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	591,0 \$	477,7 \$	377,4 \$	350,4 \$	124,7 \$	110,9 \$	1 093,1	939,0
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Autres éléments liés à Lifeco							(18,2)	(6,9)
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées							26,1	–
Refinancement de la dette de Rockefeller							–	(3,3)
Consolidation de pertes fiscales							–	4,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							1 101,0 \$	933,5 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et les intérêts sur les contrats de location.

• **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités de son entreprise principale et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de planification financière et de services connexes aux épargnants. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine, une organisation de distribution au détail qui offre des

services aux ménages canadiens par l'entremise de son courtier en placement et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les

Tableau 4 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Quatrième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2025

<i>Trimestres clos les (en M\$)</i>	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2025	30 sept. 2025
Produits								
Gestion de patrimoine	736,2 \$	700,8 \$	– \$	– \$	(4,5)\$	(4,0)\$	731,7 \$	696,8 \$
Gestion d'actifs	–	–	307,1	298,2	(28,4)	(27,5)	278,7	270,7
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(86,5)	(84,6)	(1,8)	(1,6)	(88,3)	(86,2)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	220,6	213,6	(30,2)	(29,1)	190,4	184,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,7	2,0	2,0	6,7	5,8	4,6	9,5	13,3
Quote-part du résultat des entreprises associées	12,2	3,2	32,9	47,6	31,1	29,5	76,2	80,3
	750,1	706,0	255,5	267,9	2,2	1,0	1 007,8	974,9
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	307,1	287,1	30,2	22,0	–	–	337,3	309,1
Activités et services de soutien	119,9	122,2	102,6	98,3	0,2	0,6	222,7	221,1
Comptes gérés à titre de sous conseiller	57,4	55,4	1,7	1,6	(34,6)	(33,2)	24,5	23,8
	484,4	464,7	134,5	121,9	(34,4)	(32,6)	584,5	554,0
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	265,7	241,3	121,0	146,0	36,6	33,6	423,3	420,9
Charges d'intérêts ²	26,0	25,9	6,6	6,5	–	–	32,6	32,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	239,7	215,4	114,4	139,5	36,6	33,6	390,7	388,5
Impôt sur le résultat	62,0	57,2	23,7	28,6	1,5	1,2	87,2	87,0
Bénéfice net ajusté ¹	177,7	158,2	90,7	110,9	35,1	32,4	303,5	301,5
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	2,1	0,3	–	–	2,1	0,3
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	177,7 \$	158,2 \$	88,6 \$	110,6 \$	35,1 \$	32,4 \$	301,4	301,2
Autres éléments ¹ , déduction faite de l'impôt								
Autres éléments liés à Lifeco							(5,1)	(3,1)
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées							26,1	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							322,4 \$	298,1 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et les intérêts sur les contrats de location.

activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans Rockefeller et Wealthsimple. Rockefeller est classée à titre de participation dans une entreprise associée et comptabilisée selon la méthode de la mise en

équivalence, et la quote-part du bénéfice est incluse dans les produits. Wealthsimple est classée à titre de participation comptabilisée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et, par conséquent, n'a aucune incidence sur le bénéfice par secteur.

- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités de son entreprise principale et les investissements stratégiques

qui sont principalement axés sur la prestation de services de gestion de placements. Ce secteur comprend les activités de Placements Mackenzie qui fournit des services de gestion de placements pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans ChinaAMC et Northleaf, qui sont classés comme des participations dans des entreprises associées et comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du bénéfice de ces participations est incluse dans les produits du secteur.

- **Activités internes et autres** – Ce secteur représente principalement les participations dans Lifeco et Portage Ventures LP, ainsi que les écritures d'élimination liées à la consolidation. Le capital non attribué de la Société est aussi compris dans ce secteur.

L'« **actif géré et l'actif sous services-conseils** » représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés des entreprises principales de la Société financière IGM, soit IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue des produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de la présentation de la Société financière IGM. Ainsi, les mêmes épargnes de la clientèle qui sont détenues dans différentes entreprises principales de la Société financière IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation.

L'« **actif sous services-conseils** » est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes de la clientèle de nos sociétés en exploitation du secteur Gestion de patrimoine.

L'« **actif géré** » est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur supplémentaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs de la clientèle pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes de la clientèle pour

lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.

L'**actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques**, représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris la quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des investissements stratégiques revenant à la Société compte tenu de sa participation dans les investissements stratégiques. Les investissements stratégiques qui en font partie sont ceux dont les activités ont surtout trait à la gestion d'actifs et à la gestion de patrimoine et comprennent ChinaAMC, Northleaf, Rockefeller et Wealthsimple. L'actif de la clientèle de Rockefeller comprend l'actif géré et l'actif sous services-conseils, ainsi que les actifs détenus à des fins de placement et ne nécessitant que des services administratifs.

Présentation financière

La présentation financière comprend les produits et les charges afin qu'ils correspondent aux indicateurs clés des activités et qui reflètent l'importance que nous accordons à la croissance des affaires et à l'efficacité opérationnelle. Les catégories sont les suivantes :

- **Produits du secteur Gestion de patrimoine** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion de patrimoine dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Ces produits comprennent les honoraires de conseils financiers, les honoraires de gestion de placements et les honoraires d'administration connexes, les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance ainsi que les produits relatifs aux activités de prêts hypothécaires.
- **Produits du secteur Gestion d'actifs** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs.
- **Rémunération des courtiers** – Il s'agit de la rémunération fondée sur l'actif et de la rémunération fondée sur les ventes versées aux courtiers par le secteur Gestion d'actifs.
- **Quote-part du bénéfice des entreprises associées** – Il s'agit de la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence, y compris Lifeco, ChinaAMC, Northleaf et Rockefeller.
- **Charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires** – Il s'agit des dépenses engagées à l'égard d'activités directement liées à la prestation de services de planification financière à la clientèle du secteur Gestion de patrimoine et d'activités de

distribution aux intermédiaires exécutées par le secteur Gestion d'actifs. Ces dépenses comprennent la rémunération, la reconnaissance et d'autres services de soutien offerts à nos conseillers, aux directeurs dans le réseau de conseillers et aux spécialistes des produits et de la planification; les dépenses relatives aux installations, à la technologie et à la formation de nos conseillers et nos spécialistes; d'autres activités de croissance des affaires, notamment la commercialisation et la publicité directes. Une part importante de ces dépenses varie directement en fonction des volumes de l'actif géré ou de l'actif sous services-conseils, de facteurs liés à la croissance des affaires, y compris les ventes et l'acquisition de nouveaux clients et clientes, ainsi que du nombre de conseillers et des relations avec la clientèle.

- **Charges liées aux activités et aux services de soutien** – Il s'agit des dépenses engagées dans le cadre des activités d'exploitation, y compris pour la technologie et les processus d'affaires; la gestion de placements et la gestion des gammes de produits à l'interne ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services.
- **Charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller** – Il s'agit des honoraires se rapportant aux services de gestion de placements fournis par des organisations de gestion de placements de tierces parties ou de parties liées. Ces honoraires varient habituellement en fonction des volumes de l'actif géré. Ces honoraires comprennent ceux des services-conseils en placement fournis par le secteur Gestion d'actifs pour le secteur Gestion de patrimoine.

Les charges d'intérêts représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location. Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré.

L'impôt sur le résultat est présenté dans chaque secteur. Les variations consolidées des taux d'imposition effectifs de la Société financière IGM sont présentées au tableau 5.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

Les autres éléments, qui figurent aux tableaux 2, 3 et 4, comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre et ils ne sont pas attribués à des secteurs.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- Les autres éléments liés à Lifeco de (18,2) M\$, dont un montant de (5,1) M\$ comptabilisé au quatrième trimestre.

Tableau 5 : Taux d'imposition effectif

	Trimestres clos les			Exercices clos les	
	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,59 %	26,62 %	26,58 %	26,60 %	26,57 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat des entreprises associées ¹	(4,18)	(4,35)	(3,55)	(4,30)	(3,95)
Autres	0,30	0,10	–	0,07	0,05
Autres éléments :					
Autres éléments liés à Lifeco	0,31	0,21	–	0,34	0,15
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées	1,54	–	–	0,46	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	–	0,07
Consolidation de pertes fiscales	–	–	(1,44)	–	(0,39)
Taux d'imposition effectif – bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	24,56 %	22,58 %	21,59 %	23,17 %	22,50 %

1. Comprend la quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco.

- Un profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées de 26,1 M\$, déduction faite de l'impôt et des coûts non récurrents, comptabilisé au quatrième trimestre.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- La consolidation de pertes fiscales de 4,7 M\$, comptabilisée au quatrième trimestre, relativement à l'avantage découlant des transactions de consolidation de pertes fiscales conclues entre la Société et une filiale de Power.
- Les autres éléments liés à Lifeco de (6,9) M\$ (néant au quatrième trimestre).
- La quote-part revenant à la Société des coûts de refinancement de la dette exceptionnels de Rockefeller d'un montant de 3,3 M\$, comptabilisés au deuxième trimestre et qui représentent le remboursement anticipé de l'une des facilités de financement de Rockefeller.

Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, de la Société financière IGM se chiffraient à 566,2 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 483,5 G\$ au 31 décembre 2024, comme il est présenté dans le tableau 6.

Au 31 décembre 2025, l'actif géré et l'actif sous services-conseils se chiffraient à 310,1 G\$, comparativement à 270,4 G\$ au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 14,7 %. Au 31 décembre 2025, l'actif géré s'élevait à 289,9 G\$, comparativement à 253,1 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 14,5 %.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les entrées nettes de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils se sont chiffrées à 8,8 G\$, comparativement à des sorties nettes de 1,2 G\$ en 2024. Les ventes nettes de fonds d'investissement pour l'exercice se sont établies à 4,8 G\$ en 2025, comparativement à des rachats nets de 1,8 G\$ en 2024. Pour le quatrième trimestre de 2025, les entrées nettes se sont établies à 2,2 G\$, comparativement à des entrées nettes de 244 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024, comme il est présenté au tableau 6. Pour le quatrième trimestre, les ventes nettes de fonds d'investissement se sont chiffrées à 2,3 G\$, comparativement à des ventes nettes de 7 M\$ en 2024.

Les flux nets et les ventes nettes sont fondés sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine.

La Société tire également parti des actifs gérés sous-jacents des participations de la Société dans des entreprises associées, notamment ChinaAMC, Northleaf et Rockefeller, et de sa participation dans Wealthsimple, qui est classée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société a inclus sa quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de ces investissements dans son actif géré et son actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, en fonction de sa participation directe et indirecte dans ces sociétés.

Au 31 décembre 2025, l'actif géré de ChinaAMC s'élevait à 3 014,5 milliards de RMB¥ (591,4 G\$), comparativement à 2 464,5 milliards de RMB¥ (486,2 G\$) au 31 décembre 2024, soit une hausse de 22,3 % (21,6 % en dollars canadiens). La Société financière IGM détient une participation de 27,8 % dans ChinaAMC.

Au 31 décembre 2025, l'actif géré de Northleaf s'élevait à 35,0 G\$, comparativement à 32,0 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 9,4 %. La Société financière IGM détient une participation économique de 56 % dans Northleaf.

Au 31 décembre 2025, l'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 197,7 G\$ US (271,4 G\$), comparativement à 151,2 G\$ US (217,7 G\$) au 31 décembre 2024, ce qui représente une hausse de 30,8 % (24,7 % en dollars canadiens). La Société financière IGM détient une participation de 17,2 % dans Rockefeller, comparativement à 20,5 % au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, l'actif sous services-conseils de Wealthsimple s'élevait à 111,3 G\$, comparativement à 64,0 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 74,0 %. La Société financière IGM détient une participation de 25,5 % dans Wealthsimple, comparativement à 27,2 % au 31 décembre 2024.

Les variations de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

Tableau 6 : Actif géré et actif sous services-conseils

	Gestion de patrimoine ¹		Gestion d'actifs ²		Éliminations intersociétés		Données consolidées	
(en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024
Trimestres clos les								
Flux bruts								
Ventes brutes de fonds communs de placement ³	4 514 \$	3 814 \$	2 792 \$	2 188 \$	– \$	– \$	7 306 \$	6 002 \$
Entrées brutes des courtiers	4 769	3 917	–	–	–	–	4 769	3 917
Flux nets								
Ventes nettes de fonds communs de placement ³	347	384	(514)	(699)	–	–	(167)	(315)
Créations nettes de parts de FNB	–	–	2 505	322	–	–	2 505	322
Ventes nettes de fonds d'investissement ⁴	347	384	1 991	(377)	–	–	2 338	7
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels ⁵	–	–	(519)	68	–	–	(519)	68
Ventes nettes des produits d'IGM	347	384	1 472	(309)	–	–	1 819	75
Autres flux nets des courtiers	347	169	–	–	–	–	347	169
Total des flux nets	694	553	1 472	(309)	–	–	2 166	244
Exercices clos les								
Flux bruts								
Ventes brutes de fonds communs de placement ³	17 081 \$	15 126 \$	9 826 \$	8 499 \$	– \$	– \$	26 907 \$	23 625 \$
Entrées brutes des courtiers	16 329	14 613	–	–	–	–	16 329	14 613
Flux nets								
Ventes nettes de fonds communs de placement ^{3,6}	2 313	(230)	(1 799)	(2 700)	–	–	514	(2 930)
Créations nettes de parts de FNB	–	–	4 299	1 088	–	–	4 299	1 088
Ventes nettes de fonds d'investissement ⁴	2 313	(230)	2 500	(1 612)	–	–	4 813	(1 842)
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels ^{5,6}	–	–	4 237	(389)	–	–	4 237	(389)
Ventes nettes des produits d'IGM	2 313	(230)	6 737	(2 001)	–	–	9 050	(2 231)
Autres flux nets des courtiers	(250)	986	–	–	–	–	(250)	986
Total des flux nets	2 063	756	6 737	(2 001)	–	–	8 800	(1 245)

1. Les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine sont présentés dans l'actif géré d'IG Gestion de patrimoine et dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine.
2. Les flux du secteur Gestion d'actifs excluent les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine.
3. L'actif géré et les ventes nettes du secteur Gestion de patrimoine comprennent les comptes à gestion distincte.
4. Fonds d'investissement :
 Au quatrième trimestre de 2025 – un client institutionnel a apporté des changements de composition de portefeuille dans son offre de produits qui ont donné lieu à la réaffectation d'un montant de 1,6 G\$ aux FNB de Mackenzie.
 Au premier trimestre de 2025 – un investisseur institutionnel, dont les produits offerts comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, a apporté des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des rachats de 144 M\$.
5. Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes :
 Au quatrième trimestre de 2025 – à la suite d'une décision concernant la répartition générale de l'actif, un client institutionnel a réattribué des responsabilités de sous-conseiller visant un montant total de 345 M\$ qui étaient assumées par Mackenzie dans le cadre d'un mandat de services-conseils. Mackenzie continue d'agir à titre de sous-conseiller dans le cadre de ce mandat.
 Au troisième trimestre de 2025 – Mackenzie a remporté des mandats de 1,7 G\$ auprès d'investisseurs institutionnels.
 Au deuxième trimestre de 2025 – un investisseur institutionnel a fait des rachats de 320 M\$ parmi les produits pour lesquels Mackenzie agit à titre de sous-conseiller.
 Au premier trimestre de 2025 – Mackenzie a remporté des mandats de 3,6 G\$ auprès d'investisseurs institutionnels.
6. Les rachats de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine effectués par le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine ont été réaffectés à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie :
 Au deuxième trimestre de 2025 – 24 M\$;
 Au premier trimestre de 2024 – 177 M\$.

Tableau 6 : Actif géré et actif sous services-conseils (suite)

	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Éliminations intersociétés ¹		Données consolidées	
(en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024
Actif géré et actif sous services-conseils								
IG Gestion de patrimoine								
Actif géré ²	138 748 \$	123 200 \$						
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	20 193	17 220						
Actif sous services-conseils	158 941	140 420						
Placements Mackenzie								
Fonds communs de placement			65 671 \$	61 435 \$				
FNB ³			12 462	7 258				
Fonds d'investissement			78 133	68 693				
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels			14 491	8 375				
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie			58 525	52 879				
Total des comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels			73 016	61 254				
Actif géré des tiers			151 149	129 947				
Comptes gérés à titre de sous-conseiller et actif géré du secteur Gestion de patrimoine			92 837	83 369				
Total de l'actif géré			243 986	213 316				
Données consolidées								
Actif géré	138 748 \$	123 200 \$	243 986 \$	213 316 \$	(92 837)\$	(83 369)\$	289 897 \$	253 147 \$
Actif géré et actif sous services-conseils	158 941	140 420	243 986	213 316	(92 837)	(83 369)	310 090	270 367
Investissements stratégiques⁴								
ChinaAMC			164 404	135 173				
Northleaf			19 582	17 926				
Rockefeller	46 687	44 542						
Wealthsimple	28 389	17 400						
Éliminations intersectorielles	(8)	(8)	(435)	(361)				
	75 068	61 934	183 551	152 738	(2 485)	(1 544)	256 134	213 128
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés, y compris les investissements stratégiques								
	234 009 \$	202 354 \$	427 537 \$	366 054 \$	(95 322)\$	(84 913)\$	566 224 \$	483 495 \$

1. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

2. L'actif géré du secteur Gestion de patrimoine comprend les comptes à gestion distincte.

3. L'actif des FNB, y compris les produits gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 24,1 G\$ au 31 décembre 2025 (2024 – 15,5 G\$).

4. La quote-part de l'actif géré des investissements stratégiques comprend 27,8 % (2024 – 27,8 %) de l'actif géré de ChinaAMC, 56 % (2024 – 56 %) de l'actif géré de Northleaf, 17,2 % (2024 – 20,5 %) de l'actif de la clientèle de Rockefeller et 25,5 % (2024 – 27,2 %) de l'actif sous services-conseils de Wealthsimple.

Principales données annuelles

Les données financières pour les trois derniers exercices clos sont présentées dans le tableau 7.

Bénéfice net et bénéfice par action – À l'exception du rapprochement présenté au tableau 7, les variations du bénéfice net et du total des produits découlent principalement de l'évolution de l'actif géré moyen et de l'actif sous services-conseils moyen.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, n'ont cessé d'augmenter pour passer de 390,6 G\$ en 2023 à 483,5 G\$ en 2024 et à 566,2 G\$ en 2025. L'augmentation en 2024 est principalement attribuable aux fluctuations des marchés des capitaux au cours des périodes, ainsi qu'aux flux nets des investissements stratégiques. L'augmentation en 2025 est principalement attribuable aux fluctuations des marchés des capitaux ainsi qu'aux flux nets.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils n'ont cessé d'augmenter pour passer de 240,2 G\$ en 2023 à 270,4 G\$ en 2024 et à 310,1 G\$ en 2025. Les variations sont principalement attribuables aux fluctuations des marchés des capitaux au cours des périodes. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la moyenne du total de l'actif géré

et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 287,1 G\$, comparativement à 256,0 G\$ en 2024. L'incidence de l'évolution du total de l'actif géré moyen et de l'actif sous services-conseils moyen et des autres éléments pertinents sur le bénéfice et les produits fait l'objet d'une analyse à la rubrique « Revue des résultats d'exploitation par secteur » dans les sections relatives à IG Gestion de patrimoine et à Mackenzie du rapport de gestion.

Dividendes par action ordinaire – Les dividendes annuels par action ordinaire se sont établis à 2,25 \$ en 2025, soit le même montant qu'en 2024 et en 2023.

Sommaire des résultats trimestriels

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS et du bénéfice net conformément aux normes IFRS.

Comme l'illustre le tableau 8, au cours des huit derniers trimestres, l'évolution de la moyenne de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils reflète grandement l'incidence des fluctuations des marchés nationaux et étrangers et des ventes nettes de la Société.

Tableau 7 : Principales données annuelles

	2025	2024	2023
États consolidés du résultat net (en M\$)			
Produits			
Gestion de patrimoine	2 717,4 \$	2 436,1 \$	2 199,7 \$
Gestion d'actifs – produits nets	719,2	673,5	634,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	42,3	53,0	37,6
Quote-part du résultat des entreprises associées	282,4	223,0	207,4
	3 761,3	3 385,6	3 079,6
Charges	2 346,8	2 165,9	1 997,5
	1 414,5	1 219,7	1 082,1
Autres éléments liés à Lifeco	(18,2)	(6,9)	(22,4)
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées	44,6	–	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	(3,3)	–
Charges de restructuration et autres charges	–	–	(103,3)
Profit à la vente de Lifeco	–	–	172,9
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	15,1
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 440,9	1 209,5	1 144,4
Impôt sur le résultat	333,9	272,1	215,1
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 107,0	937,4	929,3
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	–	–	223,2
Bénéfice net	1 107,0	937,4	1 152,5
Participation ne donnant pas le contrôle	(6,0)	(3,9)	(3,6)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 101,0 \$	933,5 \$	1 148,9 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)			
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	1 093,1 \$	939,0 \$	843,1 \$
Autres éléments :			
Autres éléments liés à Lifeco	(18,2)	(6,9)	(22,4)
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées, déduction faite de l'impôt	26,1	–	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	(3,3)	–
Consolidation de pertes fiscales	–	4,7	–
Profit à la vente d'IPC	–	–	220,7
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	(76,2)
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	–	168,6
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	15,1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 101,0 \$	933,5 \$	1 148,9 \$
Bénéfice par action (\$)			
Bénéfice ajusté par action ¹			
– De base	4,62 \$	3,96 \$	3,54 \$
– Dilué	4,61	3,95	3,54
Bénéfice par action			
– De base	4,66	3,93	4,83
– Dilué	4,64	3,93	4,82
Dividendes par action (\$) – Actions ordinaires	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen² (en G\$)			
Actif géré des fonds d'investissement	202,8 \$	181,7 \$	164,8 \$
Actif géré	269,7	241,0	220,7
Actif géré et actif sous services-conseils	287,1	256,0	232,8
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin² (en G\$)			
Actif géré des fonds d'investissement	216,9 \$	191,9 \$	169,5 \$
Actif géré	289,9	253,1	226,6
Actif géré et actif sous services-conseils	310,1	270,4	240,2
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin, y compris les investissements stratégiques² (en G\$)	566,2 \$	483,5 \$	390,6 \$
Total de l'actif de la Société (en M\$)	22 402 \$	20 683 \$	18 663 \$
Total de la dette à long terme (en M\$)	2 400 \$	2 400 \$	2 400 \$
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	235 138	237 879	238 132
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	237 350	237 609	238 418

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. L'actif géré, l'actif géré sous services-conseils, ainsi que l'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent les activités abandonnées liées à IPC.

Tableau 8 : Sommaire des résultats trimestriels

	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024
États consolidés du résultat net (en M\$)								
Produits								
Gestion de patrimoine	731,7 \$	696,8 \$	649,4 \$	639,5 \$	647,5 \$	616,0 \$	590,0 \$	582,6 \$
Gestion d'actifs	278,7	270,7	253,8	257,9	261,6	253,4	245,8	241,9
Charge de rémunération des courtiers	(88,3)	(86,2)	(82,3)	(85,1)	(85,2)	(82,8)	(81,1)	(80,1)
Gestion d'actifs – produits nets	190,4	184,5	171,5	172,8	176,4	170,6	164,7	161,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	9,5	13,3	11,7	7,8	17,3	10,1	10,0	15,6
Quote-part du résultat des entreprises associées	76,2	80,3	66,1	59,8	53,1	61,4	55,7	52,8
	1 007,8	974,9	898,7	879,9	894,3	858,1	820,4	812,8
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	337,3	309,1	304,8	301,3	298,3	278,3	278,5	265,6
Activités et services de soutien	222,7	221,1	213,8	215,8	216,5	211,4	205,9	203,9
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	24,5	23,8	21,7	21,7	21,2	20,0	19,1	17,8
Charges d'intérêts ¹	32,6	32,4	32,2	32,0	32,5	32,4	32,2	32,3
	617,1	586,4	572,5	570,8	568,5	542,1	535,7	519,6
Bénéfice avant les éléments suivants	390,7	388,5	326,2	309,1	325,8	316,0	284,7	293,2
Autres éléments liés à Lifeco	(5,1)	(3,1)	(6,0)	(4,0)	–	(4,9)	(0,9)	(1,1)
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées	44,6	–	–	–	–	–	–	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	–	–	–	(3,3)	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat	430,2	385,4	320,2	305,1	325,8	311,1	280,5	292,1
Impôt sur le résultat	105,7	87,0	71,6	69,6	70,4	71,2	63,2	67,3
Bénéfice net	324,5	298,4	248,6	235,5	255,4	239,9	217,3	224,8
Participation ne donnant pas le contrôle	2,1	0,3	1,9	1,7	0,7	0,7	1,1	1,4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	322,4 \$	298,1 \$	246,7 \$	233,8 \$	254,7 \$	239,2 \$	216,2 \$	223,4 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ²	301,4 \$	301,2 \$	252,7 \$	237,8 \$	250,0 \$	244,1 \$	220,4 \$	224,5 \$
Autres éléments :								
Autres éléments liés à Lifeco	(5,1)	(3,1)	(6,0)	(4,0)	–	(4,9)	(0,9)	(1,1)
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées, déduction faite de l'impôt	26,1	–	–	–	–	–	–	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	–	–	–	(3,3)	–
Consolidation de pertes fiscales	–	–	–	–	4,7	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	322,4 \$	298,1 \$	246,7 \$	233,8 \$	254,7 \$	239,2 \$	216,2 \$	223,4 \$
Bénéfice par action (\$)								
Bénéfice ajusté par action ²								
– De base	1,28 \$	1,28 \$	1,07 \$	1,00 \$	1,05 \$	1,03 \$	0,93 \$	0,94 \$
– Dilué	1,27	1,27	1,07	1,00	1,05	1,03	0,93	0,94
Bénéfice par action								
– De base	1,37	1,26	1,04	0,99	1,07	1,01	0,91	0,94
– Dilué	1,36	1,26	1,04	0,98	1,07	1,01	0,91	0,94
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	237 550	237 169	237 236	238 233	238 304	236 931	237 397	238 112
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	217,0 \$	206,1 \$	192,8 \$	195,1 \$	192,0 \$	183,8 \$	178,0 \$	173,0 \$
Actif géré	289,2	274,2	257,2	257,7	253,3	243,4	236,3	231,0
Actif géré et actif sous services-conseils	307,5	291,7	273,8	274,7	269,3	258,6	250,9	245,0
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	216,7 \$	213,7 \$	200,7 \$	193,4 \$	191,9 \$	188,6 \$	179,4 \$	178,5 \$
Actif géré	289,9	284,7	266,8	258,1	253,1	249,3	237,4	237,7
Actif géré et actif sous services-conseils	310,1	302,6	283,9	275,0	270,4	264,9	252,4	252,2
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin, y compris les investissements stratégiques (en G\$)	566,2 \$	562,4 \$	521,1 \$	503,6 \$	483,5 \$	461,6 \$	431,7 \$	422,8 \$

1. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et les intérêts sur les contrats de location.

2. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Gestion de patrimoine

Le secteur Gestion de patrimoine comprend IG Gestion de patrimoine ainsi que les investissements stratégiques dans Rockefeller et Wealthsimple.

Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent ce qui suit :

- **Les honoraires de conseil** comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers à la clientèle, y compris des honoraires liés à la distribution de produits, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif sous services-conseils. Les honoraires de conseil comprennent également les produits d'intérêts nets sur les sommes en dépôt de la clientèle.
- **Les honoraires liés aux produits et aux programmes** ont trait à la gestion des produits de placement et comprennent les honoraires de gestion, d'administration et d'autres honoraires connexes, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré.
- **Les autres produits tirés de la planification financière** sont des honoraires se rapportant principalement

à l'offre d'autres produits financiers à la clientèle, notamment des prêts hypothécaires, ainsi que des produits bancaires et d'assurance.

- **La quote-part du bénéfice des entreprises associées** correspond à la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence du secteur.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller sont transférées entre les secteurs et à des tierces parties pour la prestation de services de gestion de placement relativement à nos produits de placement. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur de la Société financière IGM en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

IG Gestion de patrimoine, qui a été fondée en 1926, est une société de gestion de patrimoine de premier plan au Canada. Par l'entremise d'un réseau de conseillers situés partout au pays, IG Gestion de patrimoine fournit à sa clientèle des conseils personnalisés, des services exhaustifs de planification financière, d'assurance et de prêts hypothécaires ainsi que des solutions de placement gérées par des professionnels. IG Gestion de patrimoine célébrera son 100^e anniversaire en 2026.

Rockefeller, qui a été fondée en 2018, est un cabinet de services-conseils financiers indépendant de premier plan aux États-Unis qui cible la clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée. L'objectif de Rockefeller est d'être un cabinet de services-conseils de premier plan qui redéfinit et améliore l'expérience liée aux services financiers afin de donner aux particuliers, aux familles, aux institutions et aux sociétés les moyens de réaliser leurs aspirations et d'atteindre leurs objectifs les plus importants.

Wealthsimple, fondée en 2014, est l'une des sociétés de services financiers les plus florissantes au Canada qui fournit des outils numériques simples pour gérer

et faire fructifier l'argent des épargnants. La mission de Wealthsimple est d'aider chaque personne à atteindre la liberté financière.

IG Gestion de patrimoine

IG Gestion de patrimoine est l'une des sociétés de planification financière indépendantes les plus importantes au Canada et ses conseillers sont présents dans toutes les collectivités d'un océan à l'autre. Nous sommes animés par notre mission d'inspirer la confiance financière qui peut transformer la vie de notre clientèle et de leurs familles, et nous sommes profondément engagés à améliorer la littératie financière dans les collectivités où nous travaillons et vivons.

Notre réseau exclusif se compose de 3 112 conseillers. Environ un million de particuliers, de familles et de propriétaires d'entreprise forment la clientèle d'IG Gestion de patrimoine.

Les Canadiens et Canadiennes disposent d'importants actifs financiers discrétionnaires placés auprès

d'institutions financières, et ces actifs représentent des marchés prometteurs pour IG Gestion de patrimoine. La majeure partie de cette épargne est détenue, en premier lieu, par les ménages dont l'actif s'élève à plus de 1 M\$, qui sont désignés comme la clientèle à valeur élevée, et, en second lieu, par les ménages dont l'actif se situe entre 100 000 \$ et 1 M\$, qu'Investor Economics désigne comme la clientèle aisée. La clientèle de ces secteurs présente généralement des besoins plus complexes, et l'intérêt premier d'IG Gestion de patrimoine consistant à offrir des solutions exhaustives en matière de planification financière la met en bonne position pour croître et être concurrentielle au sein de ces secteurs.

Stratégie

Notre objectif en tant que principale société de planification financière du Canada est d'aider les Canadiens à atteindre le bien-être financier.

Nous nous efforçons de remplir notre mandat stratégique en faisant ce qui suit :

- 1) mettre l'accent sur les principaux secteurs de la clientèle aisée et à valeur élevée en alignant nos capacités sur les facteurs de richesse du secteur;
- 2) utiliser un modèle de prestation de conseils sectoriel pour harmoniser nos conseils de premier ordre avec les besoins des Canadiens en matière de planification financière dans toute leur complexité;
- 3) tirer parti de l'innovation de pointe pour améliorer l'expérience client et l'efficacité opérationnelle.

IG Gestion de patrimoine a une stratégie axée sur la clientèle, qui met l'accent sur les segments de marché de la clientèle à valeur élevée et aisée, que nous définissons comme les ménages dont l'épargne s'élève à plus de 1 M\$ et entre 250 000 \$ et 1 M\$, respectivement.

IG Gestion de patrimoine s'engage à accroître la confiance financière de tous les Canadiens en tirant parti de ses gens, de son expertise et de ses ressources, car elle croit que cela contribuera à créer des collectivités plus solides et à assurer un avenir meilleur pour tous.

Nous sommes d'avis que les Canadiens méritent d'obtenir des conseils qui satisfont à des normes élevées et qui tiennent compte de toutes les dimensions de leur vie financière dans le cadre de plans financiers conçus pour répondre à leurs besoins et s'y adapter.

Nous nous concentrons sur la prestation de conseils financiers exhaustifs et de solutions de placement bien élaborées qui sont conçues pour procurer des rendements et une gestion des risques qui sont fondés sur les besoins et les exigences de chaque client et cliente.

Faits nouveaux en 2025

Fusion de nos courtiers

Avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2025, IG Gestion de patrimoine a réalisé la fusion de son courtier en épargne collective, Services Financiers Groupe Investors Inc., et de son courtier en placement, Valeurs mobilières Groupe Investors Inc., afin de former un courtier unique à double inscription : IG Gestion de patrimoine Inc. Voici quelques-uns des avantages de cette fusion :

- **Uniformisation de la marque** : IG Gestion de patrimoine Inc. reflète mieux le nom de notre marque et de notre société.
- **Processus simplifié** : La structure à un seul courtier fait en sorte qu'il est plus facile pour les clients de faire affaire avec la société.
- **Efficacité bonifiée** : Ce changement simplifie nos opérations commerciales et nos processus internes afin d'améliorer l'expérience client.

Conseils financiers

Nos conseillers se concentrent sur la prestation de conseils financiers, soit la valeur de tous les efforts déployés en complément de la composition de portefeuilles de placements, ce qui comprend la valeur qu'un conseiller ajoute aux relations avec la clientèle et qui découle de la création d'un plan financier bien élaboré et de son suivi.

Conseillers

IG Gestion de patrimoine peut compter sur un réseau national de distribution regroupant plus de 3 000 conseillers dans des collectivités partout au Canada. Nos services-conseils conviennent davantage aux gens dont les besoins financiers sont complexes.

IG Gestion de patrimoine fournit des conseils par l'intermédiaire des deux canaux suivants :

- Les conseillers entrepreneurs d'IG Gestion de patrimoine se concentrent sur les ménages ayant des besoins plus complexes en mettant l'accent sur les ménages détenant des actifs s'élevant à plus de 250 000 \$.
- Les conseillers du canal organisationnel d'IG Gestion de patrimoine sont axés sur l'offre de services aux ménages dont les besoins sont moins complexes dont l'actif peut atteindre 250 000 \$.

Notre réseau de conseillers entrepreneurs crée un avantage concurrentiel et favorise l'engagement de la clientèle en mettant l'accent sur des solutions exhaustives en matière de planification et de produits financiers. Notre avantage est également consolidé par l'embauche de conseillers de haut calibre, l'approfondissement des

compétences, l'amélioration de la technologie, la mise en œuvre d'une approche de segmentation de la clientèle et le renforcement d'une marque solide.

L'actif sous services-conseils comprend les éléments suivants :

- Clientèle dont l'actif du ménage est supérieur à 1 M\$ (définie comme la « clientèle à valeur élevée ») – total de 78,2 G\$ au 31 décembre 2025, soit une augmentation de 26,6 % sur un an, ce qui représentait 49 % du total de l'actif sous services-conseils.
- Clientèle dont l'actif du ménage se situe entre 250 000 \$ et 1 M\$ (définie comme la « clientèle aisée ») – total de 58,5 G\$ au 31 décembre 2025, soit une augmentation de 5,3 % sur un an, ce qui représentait 37 % du total de l'actif sous services-conseils.
- Clientèle dont l'actif du ménage est inférieur à 250 000 \$ (définie comme la « clientèle du marché de masse ») – total de 22,2 G\$ au 31 décembre 2025, soit une diminution de 3,5 % sur un an, ce qui représentait 14 % du total de l'actif sous services-conseils.

Les pratiques de conseillers d'IG Gestion de patrimoine sont des chefs de file du secteur en termes de détention d'un titre accrédité dans le domaine de la planification financière. Ces titres sont des qualifications liées à la planification financière reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre ses compétences en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examens normalisés, de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques.

Voici une répartition des principales composantes du réseau de conseillers entrepreneurs d'IG Gestion de patrimoine au 31 décembre 2025 :

- 1 554 pratiques de conseillers (1 633 au 31 décembre 2024), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme il est décrit ci-dessous. Le niveau et la productivité des pratiques de conseillers constituent des éléments clés dans l'évaluation de nos activités, car ces pratiques servent une clientèle qui représente environ 93 % de l'actif sous services-conseils.
- 212 nouveaux conseillers (219 au 31 décembre 2024), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience.
- 1 346 conseillers associés et vice-présidents régionaux (1 284 au 31 décembre 2024). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers détenant un permis; ils offrent des services

et des conseils de planification financière à la clientèle servie par l'équipe.

- Le réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine comptait un total de 3 112 conseillers (3 136 au 31 décembre 2024).

IG Gestion de patrimoine évalue son réseau de conseillers au moyen d'une mesure clé, soit la productivité des conseillers. La productivité est évaluée en fonction des entrées brutes par conseiller et elle est surveillée tant pour les conseillers recrues comptant moins de quatre ans d'expérience que pour les pratiques de conseillers comptant plus de quatre ans d'expérience. La catégorie des conseillers comptant plus de quatre ans d'expérience comprend les recrues expérimentées.

- Les entrées brutes des recrues se sont établies à 0,8 M\$ par conseiller, comparativement à 0,7 M\$ pour la période correspondante de 2024.
- Les entrées brutes des pratiques de conseillers se sont établies à 2,8 M\$ par pratique, comparativement à 2,2 M\$ pour la période correspondante de 2024.

Nous soutenons nos conseillers et notre clientèle au moyen de notre réseau de spécialistes en matière de produits et de planification dans les domaines de la planification financière avancée, de la stratégie de portefeuille et de l'assurance. Dans le cadre du partenariat hypothécaire stratégique, nesto Inc. offre à la clientèle une aide à la planification hypothécaire et au financement par marge de crédit hypothécaire. Ces spécialistes veillent à s'assurer que nous offrons une planification financière exhaustive tenant compte de la totalité des éléments qui composent la vie financière d'un client ou d'une cliente. Les conseillers et les spécialistes qui offrent des services à la clientèle détiennent des permis de vente de fonds communs de placement et, pour un certain nombre d'entre eux, de valeurs mobilières.

Expériences client

IG Gestion de patrimoine se distingue de ses concurrents en offrant à sa clientèle des services exhaustifs de planification qui permettent de synchroniser tous les aspects de leur vie financière. IG Gestion de patrimoine sert des clients et clientes d'un bout à l'autre du Canada. Une des grandes priorités est de conseiller et d'attirer la clientèle à valeur élevée et aisée.

Pour répondre aux besoins distincts du marché de la clientèle à valeur élevée, IG Gestion privée de patrimoine met l'accent sur les facteurs de richesse du secteur, notamment la planification et l'optimisation fiscales, l'état de préparation à la retraite, le transfert de patrimoine et la planification successorale, la monétisation des petites et moyennes entreprises,

la littératie financière et la philanthropie pour la clientèle à valeur élevée ainsi que la planification de l'héritage.

Le Plan vivant IG permet à la clientèle de collaborer avec un conseiller d'IG Gestion de patrimoine dans le cadre d'une expérience numérique améliorée afin d'élaborer et de suivre un plan financier conçu en fonction des objectifs propres à chaque client et cliente.

IG Gestion de patrimoine dispose d'une gamme complète de produits qui lui permet d'offrir un Plan vivant IG personnalisé qui évolue au fil du temps. Parmi ces produits figurent les suivants :

- des solutions financières efficaces qui comprennent des véhicules d'investissement axés sur des solutions gérées, qui assurent une correspondance entre les besoins et les exigences de chaque client et cliente et les risques et le rendement des investissements;
- des produits d'assurance qui comprennent divers types de contrats d'assurance offerts par des compagnies d'assurances de premier plan au Canada;
- des solutions de services bancaires hypothécaires qui sont offerts dans le cadre d'un plan financier exhaustif.

Le Programme philanthropique est un programme à vocation arrêtée par le donateur qui permet aux Canadiens de faire des dons et d'établir un legs caritatif durable, sans les coûts élevés et les tracas administratifs liés à l'établissement d'une fondation privée.

Le compte de services-conseils IG (le « CSCIG ») est un compte à honoraires qui améliore l'expérience client en permettant à la clientèle de simplifier leur gestion financière en regroupant certains placements dans un seul compte, et qui propose des honoraires de conseil transparents à toute notre clientèle. Le CSCIG permet d'accroître la transparence des frais et peut comporter la plupart des titres et des produits de placement offerts sur le marché aux investisseurs individuels.

Solutions financières

IG Gestion de patrimoine s'efforce d'obtenir un rendement correspondant aux prévisions et comportant le plus faible risque possible en mettant l'accent sur des solutions gérées qui créent de la valeur pour la clientèle grâce à une gestion active. Pour ce faire, nous faisons appel à des sous-conseillers hautement qualifiés afin que notre clientèle ait accès à une gamme diversifiée de produits et de solutions de placement. Chaque gestionnaire d'actifs est choisi au terme d'un processus éprouvé et rigoureux. Nous supervisons tous les sous-conseillers pour nous assurer que leurs activités correspondent à leurs philosophies de placement, de

même qu'aux objectifs et aux stratégies de placement des produits pour lesquels ils fournissent des conseils.

Nos solutions de placement mettent à profit les relations que nous entretenons avec des gestionnaires d'actifs mondiaux de premier plan, y compris Placements Mackenzie et d'autres sociétés de placement d'envergure mondiale, comme Fidelity Investments Canada, T. Rowe Price (Canada), Sagard Credit Partners, Portage, Beutel Goodman & Company, PanAgora Asset Management, PIMCO Canada Corp., Northleaf Capital Partners (Canada), BristolGate Capital Partners, Aristotle Capital Boston, Putnam Investments Canada, Franklin Templeton Investment Management, Wellington Management Canada, Rockefeller & Co., JP Morgan Asset Management (Canada), Rockefeller Capital Management, BlackRock Asset Management Canada, ClearBridge Investments, Gestion d'actifs 1832 (Dynamique), American Century Investment Management, Manulife Investment Management Limited, Manulife Investment Management (US) LLC, Manulife Investment Management (Hong Kong), Guardian Capital LP, Capital Research and Management Company et Brookfield Investment Management (Canada).

Nous fournissons à notre clientèle une gamme complète de solutions financières, bien construite et à des tarifs concurrentiels, qui comprennent des placements sur les marchés publics et privés, ainsi que des stratégies de placement alternatives. Nous accroissons régulièrement l'étendue et la diversité de nos produits de placement grâce à l'ajout de nouveaux fonds et à des changements de produits qui permettent aux clients et aux clientes d'atteindre leurs objectifs. Nous sommes d'avis que des solutions gérées bien conçues représentent le meilleur moyen d'aider les conseillers à se concentrer sur la prestation de conseils financiers à leur clientèle.

Au quatrième trimestre de 2025, IG Gestion de patrimoine a remporté quatre prix Lipper 2025 décernés par LSEG pour le rendement de ses fonds dans plusieurs catégories d'actions et de titres à revenu fixe. Les prix Lipper Fund Awards de LSEG sont remis aux gestionnaires de fonds qui se sont distingués de leurs homologues par la constance de leurs rendements solides ajustés en fonction du risque, sur la base d'une méthodologie quantitative et objective.

Nous élaborons des portefeuilles à l'aide de solutions de placement qui font appel à des stratégies de placement sur les marchés publics, les marchés privés et les marchés alternatifs.

Nos solutions de placement comprennent ce qui suit :

- Les portefeuilles de gestion de patrimoine sont une gamme de solutions de portefeuille gérées

professionnellement par des gestionnaires d'actifs mondiaux de premier plan et offrant une diversification exhaustive, y compris l'accès à des catégories d'actifs difficiles à atteindre, comme les biens immeubles et les placements alternatifs. Ces solutions de fonds de fonds offrent des options pour mettre l'accent sur des résultats précis, comme une volatilité moindre, un revenu plus élevé ou un potentiel de croissance du capital plus élevé.

- Les portefeuilles *Profil^{MC}* offrent une expertise et une approche de placement identiques à celles qui sont retenues aux fins de l'élaboration de portefeuilles généralement destinés exclusivement aux plus grands investisseurs. Les portefeuilles mettent de l'avant diverses stratégies de placement sophistiquées, en intégrant notamment des actifs alternatifs et des titres des marchés privés, qui sont hors de la portée des investisseurs individuels. Les portefeuilles offrent une diversification élargie parmi diverses catégories d'actifs afin de réduire le risque et d'optimiser les rendements.
- Les Portefeuilles privés à mandat discrétionnaire *Profil^{MC}* sont des portefeuilles modèles composés de Fonds privés Profil, qui sont offerts aux ménages dont les placements détenus à IG Gestion de patrimoine dépassent 250 000 \$. Les Portefeuilles privés à mandat discrétionnaire Profil ont été conçus de manière à favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au moyen d'une diversification par catégories d'actif, par styles de gestion et par régions du monde.
- Une sélection vaste et approfondie de fonds communs de placement, diversifiée en fonction du gestionnaire, de la catégorie d'actifs, du style de placement, de la région, de la capitalisation du marché et du secteur.
- Des fonds distincts qui offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et qui sont assortis de garanties et dotés de caractéristiques facilitant la planification successorale.
- Des comptes à gestion distincte (comptes de courtage en gestion discrétionnaire).

Nous avons intégré des investissements dans des actifs privés dans le cadre de divers mandats grâce à des engagements pris à l'égard des placements gérés par Northleaf, BlackRock, PIMCO et Sagard.

IG Gestion de patrimoine surveille les rendements de ses placements en les comparant à certains indices de référence. Le service de notation de fonds de Morningstar[†] est l'une des notations surveillées lorsqu'il s'agit de déterminer le rendement de fonds.

Au 31 décembre 2025, 94,9 % de l'actif des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine était

dans des fonds notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar[†] et 63,8 % dans des fonds notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 87,8 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 56,7 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2025. La note Morningstar[†] est une mesure quantitative et objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds analogues.

Autres produits et services

Fonds distincts

IG Gestion de patrimoine offre des fonds distincts, y compris sa gamme de fonds de placement garanti. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par IG Gestion de patrimoine. Au 31 décembre 2025, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,2 G\$, inchangé par rapport au 31 décembre 2024.

Assurance

Grâce à des ententes conclues avec d'importantes compagnies d'assurance, IG Gestion de patrimoine distribue des produits d'assurance vie au Canada et offre une vaste gamme de produits : assurance temporaire, vie universelle, vie entière, invalidité, maladies graves, soins de longue durée, soins médicaux personnels et assurance collective.

Au 31 décembre 2025, le nombre total de polices en vigueur s'établissait à environ 371 000, pour une valeur assurée de 108 G\$, comparativement à environ 372 000 polices, pour une valeur assurée de 106 G\$ au 31 décembre 2024. La distribution des produits d'assurance est appuyée par les spécialistes en planification de l'assurance d'IG Gestion de patrimoine partout au Canada; ils ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des solutions avancées de planification successorale pour la clientèle à valeur élevée.

Activités bancaires hypothécaires

Des prêts hypothécaires, y compris des marges de crédit hypothécaires, sont offerts à la clientèle par IG Gestion de patrimoine. Des courtiers hypothécaires titulaires d'une licence sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec notre clientèle et ses conseillers afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire et des stratégies de prêts qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client et cliente dans le cadre de son plan financier exhaustif.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2025, les financements de prêts hypothécaires offerts par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine se sont chiffrés à 292 M\$ et à 1,2 G\$, contre 260 M\$ et 971 M\$ en 2024, ce qui constitue une augmentation de 12,3 % et de 22,9 %, respectivement. Au 31 décembre 2025, le total des prêts hypothécaires gérés s'élevait à 6,8 G\$, inchangé par rapport au 31 décembre 2024.

Services-conseils privés aux entreprises

Les Services-conseils privés aux entreprises consistent en un service exhaustif offert aux propriétaires de petites et moyennes entreprises afin de leur fournir des conseils sur le financement par emprunt et par actions, l'évaluation d'entreprises et la relève.

Actif géré et actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine

L'actif géré et l'actif sous services-conseils sont des indicateurs de performance clés du secteur Gestion de patrimoine, comme il est présenté dans les tableaux 9 et 10.

L'actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine, y compris les investissements stratégiques, se chiffrait à 234,0 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 202,4 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif sous services-conseils des investissements stratégiques est fondé sur la participation de la Société dans ces sociétés.

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 158,9 G\$ au 31 décembre 2025, soit une hausse de 13,2 % par rapport au 31 décembre 2024. Le volume de l'actif sous services-conseils est tributaire de trois facteurs : les entrées de la clientèle, les sorties de la clientèle et les rendements des placements. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement, y compris l'actif géré, pour lequel nous fournissons des services de gestion de placements, qui sont détenus dans les comptes de notre clientèle. Les honoraires de conseil sont facturés en fonction d'un pourcentage annuel de la quasi-totalité de l'actif sous services-conseils, par l'intermédiaire des honoraires du compte de services-conseils IG, et ils représentent la majorité des honoraires gagnés auprès de notre clientèle. La rémunération de nos conseillers entrepreneurs se calcule aussi en fonction de l'actif sous services-conseils et de l'apport d'actifs nets de notre clientèle.

Au 31 décembre 2025, l'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 197,7 G\$ US (271,4 G\$), comparativement à 151,2 G\$ US (217,7 G\$) au 31 décembre 2024, ce qui représente une hausse de 30,8 % (24,7 % en dollars canadiens). La Société financière IGM détient une

participation de 17,2 % dans Rockefeller, comparativement à 20,5 % au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, l'actif sous services-conseils de Wealthsimple s'élevait à 111,3 G\$, comparativement à 64,0 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 74,0 %. La Société financière IGM détenait une participation de 25,5 % dans Wealthsimple au 31 décembre 2025, comparativement à 27,2 % au 31 décembre 2024.

Actif géré et actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine

Variation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils – Résultats de 2025 par rapport à ceux de 2024

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine a clôturé le trimestre à un niveau record, se chiffrant à 158,9 G\$ au 31 décembre 2025, soit une hausse de 13,2 % comparativement à 140,4 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 138,7 G\$ au 31 décembre 2025, soit une augmentation de 12,6 % comparativement à 123,2 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 139,5 G\$ au quatrième trimestre de 2025, en hausse de 13,1 % par rapport à 123,3 G\$ au quatrième trimestre de 2024. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement a totalisé 130,6 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, en hausse de 12,5 % par rapport à 116,1 G\$ en 2024.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine a enregistré des entrées brutes de la clientèle records de 4,8 G\$, soit une hausse de 21,8 % par rapport à 3,9 G\$ en 2024. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les entrées brutes de la clientèle nouvellement acquise, dont l'actif s'élevait à plus de 1,0 M\$, représentaient 38,6 % de toutes les entrées de la clientèle nouvellement acquise. Les entrées nettes de la clientèle se sont chiffrées à 694 M\$, par rapport à des entrées nettes de la clientèle de 553 M\$ pour la période correspondante de 2024. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 2,4 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 3,5 G\$ au quatrième trimestre de 2024.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers se sont établies à 4,5 G\$, soit une hausse de 18,4 % par rapport à la période correspondante de 2024. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 4,2 G\$, soit une hausse de 21,5 % par rapport à 2024. Pour le quatrième trimestre de 2025, les ventes nettes

Tableau 9 : Variation de l'actif sous services-conseils – Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Variation de l'actif sous services-conseils – IG Gestion de patrimoine					
Entrées brutes de la clientèle	4 769 \$	3 781 \$	3 917 \$	26,1 %	21,8 %
Sorties brutes de la clientèle	4 075	3 355	3 364	21,5	21,1
Flux nets	694	426	553	62,9	25,5
Rendements des placements	2 363	8 794	3 459	(73,1)	(31,7)
Variation de l'actif, montant net	3 057	9 220	4 012	(66,8)	(23,8)
Actif au début	155 884	146 664	136 408	6,3	14,3
Actif sous services-conseils à la fin	158 941 \$	155 884 \$	140 420 \$	2,0 %	13,2 %
Actif sous services-conseils lié aux investissements stratégiques à la fin					
Rockefeller	46 687 \$	53 176 \$	44 542 \$	(12,2)%	4,8 %
Wealthsimple	28 389	26 218	17 400	8,3	63,2
Éliminations intersectorielles	(8)	(9)	(8)	11,1	–
	75 068 \$	79 385 \$	61 934 \$	(5,4)%	21,2 %
Actif sous services-conseils consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques	234 009 \$	235 269 \$	202 354 \$	(0,5)%	15,6 %
Actif sous services-conseils quotidien moyen					
IG Gestion de patrimoine	157 788 \$	150 491 \$	139 352 \$	4,8 %	13,2 %
Exercices clos les					
(en M\$)			31 déc. 2025	31 déc. 2024	Variation
Variation de l'actif sous services-conseils – IG Gestion de patrimoine					
Entrées brutes de la clientèle			16 329 \$	14 613 \$	11,7 %
Sorties brutes de la clientèle¹			14 266	13 857	3,0
Flux nets			2 063	756	172,9
Rendements des placements			16 458	18 441	(10,8)
Variation de l'actif, montant net			18 521	19 197	(3,5)
Actif au début			140 420	121 223	15,8
Actif sous services-conseils à la fin			158 941 \$	140 420 \$	13,2 %
Actif sous services-conseils quotidien moyen					
IG Gestion de patrimoine			148 036 \$	131 124 \$	12,9 %

1. Les rachats de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine effectués par le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine ont été réaffectés à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie :
 Au deuxième trimestre de 2025 – 24 M\$;
 Au premier trimestre de 2024 – 177 M\$.

de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont élevées à 347 M\$, comparativement à des ventes nettes de 384 M\$ en 2024. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 423 M\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 2,0 G\$ au quatrième trimestre de 2024.

Le taux de rachat trimestriel annualisé d'IG Gestion de patrimoine pour les fonds à long terme s'est établi à 11,3 % au quatrième trimestre de 2025, comparativement à 10,5 % au quatrième trimestre de 2024. Le taux de

rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme d'IG Gestion de patrimoine s'est établi à 10,7 % au 31 décembre 2025, comparativement à 12,6 % au 31 décembre 2024. En glissement sur douze mois, le taux de rachat moyen correspondant enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Association des marchés de valeurs et des investissements (l'« AMVI », auparavant l'Institut des fonds d'investissement du Canada) était d'environ 15,5 % au 31 décembre 2025.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine a enregistré

Tableau 10 : Variation de l'actif géré – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Ventes	4 514 \$	3 885 \$	3 814 \$	16,2 %	18,4 %
Rachats	4 167	3 352	3 430	24,3	21,5
Ventes nettes (rachats nets)	347	533	384	(34,9)	(9,6)
Rendements des placements	423	7 919	2 028	(94,7)	(79,1)
Variation de l'actif, montant net	770	8 452	2 412	(90,9)	(68,1)
Actif au début	137 978	129 526	120 788	6,5	14,2
Actif à la fin	138 748 \$	137 978 \$	123 200 \$	0,6 %	12,6 %
Actif géré quotidien moyen	139 463 \$	133 017 \$	123 288 \$	4,8 %	13,1 %

Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	Variation
Ventes ¹	17 081 \$	15 126 \$	12,9 %
Rachats ^{1, 2}	14 768	15 356	(3,8)
Ventes nettes (rachats nets)	2 313	(230)	n.s.
Rendements des placements	13 235	15 795	(16,2)
Variation de l'actif, montant net	15 548	15 565	(0,1)
Actif au début	123 200	107 635	14,5
Actif à la fin	138 748 \$	123 200 \$	12,6 %
Actif géré quotidien moyen	130 650 \$	116 134 \$	12,5 %

1. Au deuxième trimestre de 2024, IG Gestion de patrimoine a enregistré une hausse des ventes brutes de fonds d'investissement, des rachats et d'autres flux nets positifs accrus en raison du déclenchement stratégique de gains en capital par la clientèle avant l'entrée en vigueur du projet de modifications de la politique fiscale canadienne sur les gains en capital.
2. Les rachats de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine effectués par le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine ont été réaffectés à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie :
 Au deuxième trimestre de 2025 – 24 M\$;
 Au premier trimestre de 2024 – 177 M\$.

des entrées brutes de la clientèle de 16,3 G\$, soit une hausse de 11,7 % par rapport à 14,6 G\$ pour la période correspondante de 2024. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les entrées brutes de la clientèle nouvellement acquise disposant d'un actif de plus de 1,0 M\$ ont représenté 37,5 % de toutes les entrées de la clientèle nouvellement acquise. Les entrées nettes de la clientèle se sont établies à 2,1 G\$ pour l'exercice, soit une hausse de 1,3 G\$ par rapport à des entrées nettes de la clientèle de 756 M\$ pour la période correspondante de 2024. En 2025, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 16,5 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 18,4 G\$ en 2024.

En juin 2024, IG Gestion de patrimoine a enregistré une hausse des ventes brutes de fonds d'investissement, des rachats et d'autres flux nets positifs accrus en raison du déclenchement stratégique de gains en capital par les clients avant l'entrée en vigueur du projet de modifications de la politique fiscale canadienne sur les gains en capital.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers se sont établies à 17,1 G\$, soit une hausse de 12,9 % par rapport à 2024. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 14,8 G\$, soit une baisse de 3,8 % par rapport à 2024. Les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont élevées à 2,3 G\$, comparativement à des rachats nets de 230 M\$ en 2024. En 2025, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 13,2 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 15,8 G\$ en 2024.

Durant le deuxième trimestre de 2025, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 24 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Placements Mackenzie. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite avait réaffecté un montant de 177 M\$. Compte non tenu de ces transactions, les entrées nettes de la clientèle et les ventes nettes pour l'exercice de 2025

se sont chiffrées à 2,1 G\$ et à 2,3 G\$, respectivement, comparativement à des entrées nettes de la clientèle de 933 M\$ et à des rachats nets de 53 M\$ en 2024.

Variation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils – Résultats du quatrième trimestre de 2025 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2025

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 158,9 G\$ au 31 décembre 2025, soit une hausse de 2,0 %, comparativement à 155,9 G\$ au 30 septembre 2025. Au 31 décembre 2025, l'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 138,7 G\$, soit une augmentation de 0,6 %, par rapport à 138,0 G\$ au 30 septembre 2025. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 139,5 G\$ au quatrième trimestre de 2025, comparativement à 133,0 G\$ au troisième trimestre de 2025, soit une augmentation de 4,8 %.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine a enregistré des entrées brutes de la clientèle de 4,8 G\$, par rapport à 3,8 G\$ au trimestre précédent. Les entrées

nettes de la clientèle se sont chiffrées à 694 M\$, par rapport à des entrées nettes de la clientèle de 426 M\$ au trimestre précédent. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 2,4 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 8,8 G\$ au trimestre précédent.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 4,5 G\$, soit une hausse de 16,2 % par rapport au troisième trimestre de 2025. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 4,2 G\$ au quatrième trimestre, ce qui représente une hausse de 24,3 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 11,3 % au quatrième trimestre, comparativement à 9,4 % au troisième trimestre de 2025. Les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont élevées à 347 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 533 M\$ au cours du trimestre précédent.

Revue des résultats d'exploitation du secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 11 et comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine et le bénéfice lié aux investissements stratégiques.

IG Gestion de patrimoine

Le bénéfice net ajusté d'IG Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 12. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2025 s'est chiffré à 166,9 M\$, soit une hausse de 23,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2024 et une hausse de 7,5 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 582,1 M\$, soit une hausse de 18,9 % par rapport à 2024.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le quatrième trimestre de 2025 s'est chiffré à 253,8 M\$, soit une hausse de 20,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2024 et une hausse de 6,5 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 897,1 M\$, soit une hausse de 16,4 % par rapport à 2024.

Résultats de 2025 par rapport à ceux de 2024

Produits tirés des honoraires

Les honoraires de conseil comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers à la clientèle, y compris des honoraires liés à la distribution de produits et les produits nets tirés des intérêts de la

Tableau 11 : Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	383,2 \$	368,1 \$	342,2 \$	4,1 %	12,0 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	300,0	285,6	265,7	5,0	12,9
	683,2	653,7	607,9	4,5	12,4
Autres produits tirés de la planification financière	53,0	47,1	42,4	12,5	25,0
Total du secteur Gestion de patrimoine	736,2	700,8	650,3	5,1	13,2
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,7	2,0	3,3	(15,0)	(48,5)
Quote-part du résultat des entreprises associées	12,2	3,2	(2,4)	281,3	n.s.
	750,1	706,0	651,2	6,2	15,2
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	203,1	192,7	178,2	5,4	14,0
Rémunération fondée sur les ventes	29,8	29,0	27,0	2,8	10,4
Autres					
Autres commissions liées aux produits	28,6	23,1	23,0	23,8	24,3
Croissance des affaires	45,6	42,3	45,9	7,8	(0,7)
	74,2	65,4	68,9	13,5	7,7
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	307,1	287,1	274,1	7,0	12,0
Activités et services de soutien	119,9	122,2	118,4	(1,9)	1,3
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	57,4	55,4	50,5	3,6	13,7
	484,4	464,7	443,0	4,2	9,3
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	265,7	241,3	208,2	10,1	27,6
Charges d'intérêts	26,0	25,9	26,0	0,4	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	239,7	215,4	182,2	11,3	31,6
Impôt sur le résultat	62,0	57,2	49,3	8,4	25,8
Bénéfice net ajusté¹	177,7 \$	158,2 \$	132,9 \$	12,3 %	33,7 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Tableau 11 : Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine (suite)

Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	Variation
Produits			
Gestion de patrimoine			
Honoraires de conseil	1 439,7 \$	1 295,2 \$	11,2 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	1 113,2	995,7	11,8
	2 552,9	2 290,9	11,4
Autres produits tirés de la planification financière	179,9	154,7	16,3
Total du secteur Gestion de patrimoine	2 732,8	2 445,6	11,7
Produits tirés des placements nets et autres produits	8,0	12,4	(35,5)
Quote-part du résultat des entreprises associées	11,3	(10,1)	n.s.
	2 752,1	2 447,9	12,4
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires			
Rémunération fondée sur l'actif	762,2	665,6	14,5
Rémunération fondée sur les ventes	114,7	104,3	10,0
Autres			
Autres commissions liées aux produits	96,3	82,1	17,3
Croissance des affaires	179,5	181,9	(1,3)
	275,8	264,0	4,5
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	1 152,7	1 033,9	11,5
Activités et services de soutien	476,1	463,0	2,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	215,9	191,4	12,8
	1 844,7	1 688,3	9,3
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	907,4	759,6	19,5
Charges d'intérêts	103,2	103,3	(0,1)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	804,2	656,3	22,5
Impôt sur le résultat	213,2	178,6	19,4
Bénéfice net ajusté¹	591,0 \$	477,7 \$	23,7 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

clientèle, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif sous services-conseils. Les honoraires de conseil se sont chiffrés à 383,2 M\$ au quatrième trimestre de 2025, en hausse de 41,0 M\$, ou 12,0 %, par rapport à 342,2 M\$ en 2024. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les honoraires de conseil se sont chiffrés à 1 439,7 M\$, en hausse de 144,5 M\$, ou 11,2 %, par rapport à 1 295,2 M\$ en 2024.

L'augmentation des honoraires de conseil pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 est principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 13,2 %, comme l'illustre le tableau 9, contrebalancée en partie par la diminution du taux des honoraires de conseil. L'augmentation des honoraires de conseil pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 est principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 12,9 %, contrebalancée en partie par une diminution du

taux des honoraires de conseil et par le fait que l'exercice de 2025 comptait un jour civil de moins par rapport à la période correspondante de 2024. Le taux moyen des honoraires de conseil pour le quatrième trimestre s'est établi à 96,3 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 97,7 points de base en 2024. Le taux moyen des honoraires de conseil pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 97,3 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 98,8 points de base en 2024. Les taux des honoraires sont déterminés en fonction des volumes de l'actif sous services-conseils de la clientèle, et le taux moyen fluctuera en fonction des variations de l'actif sous services-conseils de la clientèle et de la composition des produits.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de

Tableau 12 : Résultats d'exploitation – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	383,2 \$	368,1 \$	342,2 \$	4,1 %	12,0 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	300,0	285,6	265,7	5,0	12,9
	683,2	653,7	607,9	4,5	12,4
Autres produits tirés de la planification financière	53,0	47,1	42,4	12,5	25,0
Total du secteur Gestion de patrimoine	736,2	700,8	650,3	5,1	13,2
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,7	2,0	3,3	(15,0)	(48,5)
	737,9	702,8	653,6	5,0	12,9
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	203,1	192,7	178,2	5,4	14,0
Rémunération fondée sur les ventes	29,8	29,0	27,0	2,8	10,4
Autres					
Autres commissions liées aux produits	28,6	23,1	23,0	23,8	24,3
Croissance des affaires	45,6	42,3	45,9	7,8	(0,7)
	74,2	65,4	68,9	13,5	7,7
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	307,1	287,1	274,1	7,0	12,0
Activités et services de soutien	119,6	122,0	118,2	(2,0)	1,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	57,4	55,4	50,5	3,6	13,7
	484,1	464,5	442,8	4,2	9,3
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	253,8	238,3	210,8	6,5	20,4
Charges d'intérêts	26,0	25,9	26,0	0,4	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	227,8	212,4	184,8	7,3	23,3
Impôt sur le résultat	60,9	57,1	49,5	6,7	23,0
Bénéfice net ajusté¹	166,9 \$	155,3 \$	135,3 \$	7,5 %	23,4 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

placement. Les honoraires liés aux produits et aux programmes ont totalisé 300,0 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 12,9 % par rapport à 265,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation de 13,1 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 10. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les honoraires liés aux produits et aux programmes se sont établis à 1 113,2 M\$, comparativement à 995,7 M\$ en 2024, soit une augmentation de 11,8 % principalement attribuable à la hausse de l'actif géré moyen de 12,5 %. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est respectivement établi à 85,3 points de base et à 85,2 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à 85,5 points de base et à 85,6 points de base pour les périodes correspondantes de 2024.

Les autres produits tirés de la planification financière proviennent principalement de ce qui suit :

- les activités bancaires hypothécaires;
- la distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.;
- la prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine Inc.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 53,0 M\$ au quatrième trimestre de 2025, ont augmenté de 10,6 M\$ par rapport à 42,4 M\$ en 2024. Pour l'exercice, les autres produits tirés de la planification financière se sont chiffrés à 179,9 M\$, en hausse de 25,2 M\$ par rapport à 154,7 M\$ en 2024. La variation pour le trimestre et l'exercice tient principalement à la hausse du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires et à la hausse des produits tirés de la distribution de produits d'assurance.

Tableau 12 : Résultats d'exploitation – IG Gestion de patrimoine (suite)

Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	Variation
Produits			
Gestion de patrimoine			
Honoraires de conseil	1 439,7 \$	1 295,2 \$	11,2 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	1 113,2	995,7	11,8
	2 552,9	2 290,9	11,4
Autres produits tirés de la planification financière	179,9	154,7	16,3
Total du secteur Gestion de patrimoine	2 732,8	2 445,6	11,7
Produits tirés des placements nets et autres produits	8,0	12,4	(35,5)
	2 740,8	2 458,0	11,5
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires			
Rémunération fondée sur l'actif	762,2	665,6	14,5
Rémunération fondée sur les ventes	114,7	104,3	10,0
Autres			
Autres commissions liées aux produits	96,3	82,1	17,3
Croissance des affaires	179,5	181,9	(1,3)
	275,8	264,0	4,5
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	1 152,7	1 033,9	11,5
Activités et services de soutien	475,1	462,1	2,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	215,9	191,4	12,8
	1 843,7	1 687,4	9,3
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	897,1	770,6	16,4
Charges d'intérêts	103,2	103,3	(0,1)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	793,9	667,3	19,0
Impôt sur le résultat	211,8	177,6	19,3
Bénéfice net ajusté¹	582,1 \$	489,7 \$	18,9 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Le sommaire des activités bancaires hypothécaires pour les périodes considérées est présenté dans le tableau 13.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits se rapporte aux profits ou aux pertes latents sur les placements dans des fonds exclusifs, aux produits tirés des placements provenant de notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie et de nos titres, ainsi qu'aux autres produits qui ne se rapportent pas à nos entreprises principales. Il comprend également une charge provenant du secteur Activités internes et autres visant l'utilisation de capital non attribué.

Charges

IG Gestion de patrimoine engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent la rémunération versée à nos conseillers. La plus grande partie de ces coûts varient directement

en fonction du volume des actifs ou des ventes. D'autres activités de distribution et de croissance des affaires sont aussi comprises, lesquelles ne varient pas directement en fonction du volume des actifs ou des ventes, comme le canal organisationnel, la commercialisation et la publicité directes, le soutien de spécialistes en planification financière et d'autres coûts engagés pour soutenir nos réseaux de conseillers. Ces charges sont généralement de nature discrétionnaire ou varient en fonction du nombre de conseillers et de conseillères ou de clients et clientes.

La rémunération fondée sur l'actif comprend la rémunération versée au canal de conseillers entrepreneurs et au canal organisationnel. La rémunération liée au canal des conseillers entrepreneurs fluctue principalement en fonction de la valeur de l'actif sous services-conseils et de la composition des produits, tandis que le canal organisationnel fluctue en grande partie en fonction du nombre de clients et de clientes

Tableau 13 : Activités bancaires hypothécaires – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	49,2 \$	50,2 \$	49,7 \$	(2,0)%	(1,0)%
Charges d'intérêts	44,7	45,9	47,0	(2,6)	(4,9)
Produits d'intérêts nets	4,5	4,3	2,7	4,7	66,7
Profits (pertes) sur ventes ¹	1,4	1,2	0,7	16,7	100,0
Ajustements de la juste valeur	(0,4)	0,3	(0,9)	n.s.	55,6
Autres	4,3	4,1	4,5	4,9	(4,4)
	9,8 \$	9,9 \$	7,0 \$	(1,0)%	40,0 %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations	4 789 \$	4 841 \$	4 964 \$	(1,1)%	(3,5)%
Autres	2 064	2 036	1 820	1,4	13,4
	6 853 \$	6 877 \$	6 784 \$	(0,3)%	1,0 %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes ² :					
Titrisations	372 \$	443 \$	434 \$	(16,0)%	(14,3)%
Autres ¹	161	233	74	(30,9)	117,6
	533 \$	676 \$	508 \$	(21,2)%	4,9 %
Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2025		31 déc. 2024	Variation	
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts			198,1 \$	184,1 \$	7,6 %
Charges d'intérêts			185,1	172,3	7,4
Produits d'intérêts nets			13,0	11,8	10,2
Profits (pertes) sur ventes ¹			5,4	1,2	n.s.
Ajustements de la juste valeur			(2,3)	(10,4)	77,9
Autres			14,8	23,4	(36,8)
			30,9 \$	26,0 \$	18,8 %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations			4 903 \$	4 756 \$	3,1 %
Autres			1 944	2 005	(3,0)
			6 847 \$	6 761 \$	1,3 %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes ² :					
Titrisations			1 472 \$	1 612 \$	(8,7)%
Autres ¹			771	121	n.s.
			2 243 \$	1 733 \$	29,4 %

1. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés et au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie, ainsi que les profits (pertes) réalisés sur ces ventes.

2. Représentent les montants en principal vendus.

au sein du canal. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2025, la rémunération fondée sur l'actif a augmenté de 24,9 M\$ et de 96,6 M\$ par rapport à 2024, pour s'établir à 203,1 M\$ et à 762,2 M\$, respectivement. L'augmentation observée pour le trimestre et l'exercice est principalement attribuable à l'augmentation de l'actif sous services-conseils.

La rémunération fondée sur les ventes d'IG Gestion de patrimoine est calculée à partir des nouveaux actifs nets versés dans les comptes de la clientèle d'IG Gestion de patrimoine (sous réserve des exigences en matière d'admissibilité). Tous les versements de rémunération fondée sur les ventes sont inscrits à l'actif et amortis, car ils reflètent les coûts marginaux visant à obtenir un contrat auprès de clients et de clientes. La rémunération fondée sur les ventes s'est établie à 29,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2025, soit une hausse de 2,8 M\$ par rapport à 27,0 M\$ en 2024. Pour l'exercice, la rémunération fondée sur les ventes s'est chiffrée à 114,7 M\$, soit une hausse de 10,4 M\$ par rapport à 104,3 M\$ en 2024.

Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 74,2 M\$ au quatrième trimestre de 2025, comparativement à 68,9 M\$ en 2024, soit une augmentation de 5,3 M\$. Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont établies à 275,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, en hausse de 11,8 M\$ par rapport à 264,0 M\$ en 2024. L'augmentation pour les deux périodes est principalement attribuable à la hausse de la rémunération versée en contrepartie de la distribution de produits d'assurance.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts engagés pour soutenir notre fonction de gestion de patrimoine et nos autres fonctions générales et administratives, comme la gestion des produits, la technologie et les activités, ainsi que d'autres unités d'exploitation fonctionnelles, et d'autres charges de la Société. Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont établies à 119,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2025, comparativement à 118,2 M\$ en 2024, soit une hausse de 1,4 M\$. Pour l'exercice, les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 475,1 M\$ en 2025, comparativement à 462,1 M\$ en 2024, soit une hausse de 13,0 M\$, ou 2,8 %.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont établies à 57,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2025, comparativement à 50,5 M\$ en 2024, soit une hausse de 6,9 M\$, ou 13,7 %. Pour l'exercice, les charges liées aux comptes gérés à titre

de sous-conseiller se sont établies à 215,9 M\$ en 2025, comparativement à 191,4 M\$ en 2024, soit une hausse de 24,5 M\$, ou 12,8 %. La variation observée pour les deux périodes est principalement attribuable aux variations de l'actif géré.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 26,0 M\$ au quatrième trimestre de 2025, inchangées par rapport à 2024. Pour l'exercice, les charges d'intérêts ont totalisé 103,2 M\$, comparativement à 103,3 M\$ en 2024. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction de l'affectation, à IG Gestion de patrimoine, d'un montant de 1,95 G\$ de la dette à long terme de la Société financière IGM.

Résultats du quatrième trimestre de 2025 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2025

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de conseil ont augmenté de 15,1 M\$ au quatrième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2025, pour s'établir à 383,2 M\$. L'augmentation des honoraires de conseil au quatrième trimestre s'explique principalement par la hausse de 4,8 % de l'actif sous services-conseils moyen au cours du trimestre, comme l'illustre le tableau 9, partiellement contrebalancée par la baisse du taux des honoraires de conseil. Le taux moyen des honoraires de conseil au quatrième trimestre s'est établi à 96,3 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 97,0 points de base au troisième trimestre. Les taux des honoraires sont déterminés en fonction des volumes de l'actif sous services-conseils de la clientèle, et le taux moyen fluctuera en fonction des variations de l'actif sous services-conseils de la clientèle et de la composition des produits.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes se sont établis à 300,0 M\$ au quatrième trimestre de 2025, soit une augmentation de 14,4 M\$, comparativement à 285,6 M\$ au troisième trimestre de 2025. L'augmentation tient essentiellement à la hausse de 4,8 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 10. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes s'est élevé à 85,3 points de base de l'actif géré, contre 85,2 points de base pour le troisième trimestre. L'augmentation du taux est attribuable à la composition des produits, car les taux diffèrent pour certains fonds et produits.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 53,0 M\$ au quatrième trimestre de 2025, ont augmenté de 5,9 M\$ par rapport à 47,1 M\$ au

troisième trimestre, en raison de la hausse des produits tirés de la distribution de produits d'assurance.

Charges

Pour le trimestre considéré, les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 307,1 M\$, en hausse de 20,0 M\$ par rapport à 287,1 M\$ au trimestre précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de la rémunération fondée sur l'actif qui découle de l'accroissement de l'actif sous services-conseils, ainsi qu'à la hausse des commissions versées à la vente de produits d'assurance.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 119,6 M\$ au quatrième trimestre de 2025, comparativement à 122,0 M\$ au trimestre précédent, en raison du calendrier de certaines charges.

Investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine

Le bénéfice net ajusté des investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine est présenté au tableau 14. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2025 s'est chiffré à 10,8 M\$, comparativement à (2,4) M\$ en 2024 et à 2,9 M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 8,9 M\$, comparativement à (12,0) M\$ en 2024.

La quote-part du résultat de Rockefeller revenant à la Société de (10,0) M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 excluait la quote-part revenant à la Société des coûts de refinancement de la dette exceptionnels d'un montant de 3,3 M\$ lié au remboursement anticipé de l'une des facilités de financement de Rockefeller, qui a été reclassée dans les autres éléments comme il est présenté dans le tableau 3.

Tableau 14 : Résultats d'exploitation – Investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Rockefeller	12,2 \$	2,9 \$	(2,5)\$	n.s. %	n.s. %
Autres	–	0,3	0,1	(100,0)	(100,0)
	12,2	3,2	(2,4)	281,3	n.s.
Charges					
Activités et services de soutien	0,3	0,2	0,2	50,0	50,0
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	11,9	3,0	(2,6)	296,7	n.s.
Impôt sur le résultat	1,1	0,1	(0,2)	n.s.	n.s.
Bénéfice net ajusté ¹	10,8 \$	2,9 \$	(2,4)\$	272,4 %	n.s. %
Exercices clos les (en M\$)			31 déc. 2025	31 déc. 2024	Change
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Rockefeller			10,1 \$	(10,0)\$	n.s. %
Autres			1,2	(0,1)	n.s.
			11,3	(10,1)	n.s.
Charges					
Activités et services de soutien			1,0	0,9	11,1
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹			10,3	(11,0)	n.s.
Impôt sur le résultat			1,4	1,0	40,0
Bénéfice net ajusté ¹			8,9 \$	(12,0)\$	n.s. %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Gestion d'actifs

Le secteur Gestion d'actifs comprend Placements Mackenzie et les investissements stratégiques dans ChinaAMC et Northleaf.

Les produits du secteur Gestion d'actifs comprennent ce qui suit :

- **Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties** comprennent les honoraires provenant de nos fonds d'investissement et les honoraires de tierces parties en ce qui concerne les services de gestion de placement. La rémunération versée aux courtiers vient contrebalancer les honoraires perçus.
- **Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine** comprennent les honoraires provenant du secteur Gestion de patrimoine. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis

en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

- **La quote-part du bénéfice des entreprises associées** correspond à la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence dans ChinaAMC et Northleaf.

L'actif géré par Mackenzie pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans l'actif géré du secteur Gestion d'actifs.

La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur de la Société financière IGM en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

Placements Mackenzie est un fournisseur de solutions de gestion d'actifs diversifiées qui a été fondé en 1967. Nous offrons des services de gestion de placements et des services connexes dans le cadre d'une vaste gamme de mandats d'investissement au moyen d'une structure de boutiques de placement et d'une multitude de canaux de distribution. Nous sommes déterminés à fournir à notre clientèle des rendements élevés de placements grâce à une expérience de plus de 50 ans dans le secteur de la gestion de placements.

Mackenzie tire des honoraires de gestion d'actifs principalement des éléments suivants :

- les honoraires de gestion tirés de ses fonds d'investissement, des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de la clientèle institutionnelle;
- les honoraires tirés de ses fonds communs de placement pour les services administratifs;
- les frais de rachat sur les parts comportant des frais d'acquisition différés et des frais d'acquisition modérés.

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont

plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe, et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les fonds négociés en bourse, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle.

Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, ChinaAMC s'est taillé et maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs. ChinaAMC favorise la croissance grâce à l'innovation en matière de produits et à l'offre de solutions et de services de placement à actifs multiples à un groupe diversifié de clients institutionnels et de particuliers.

Northleaf est un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto. Northleaf cherche à offrir des rendements absolus ajustés en fonction du risque élevés grâce à l'accès à la création de valeur à l'extérieur des marchés publics.

Placements Mackenzie

Stratégie

Mackenzie a pour mission de créer un monde davantage investi, ensemble.

Mackenzie a pour objectif de devenir le fournisseur de solutions de gestion mondiales et le partenaire commercial préféré au Canada.

Les mandats stratégiques de Mackenzie sont les suivants : devenir le leader dans le marché de détail au Canada, établir des partenariats stratégiques significatifs et établir une présence dans des canaux sous-exploités en adoptant une approche ciblée. Nous accomplissons nos mandats stratégiques en ciblant les aspects clés suivants :

- améliorer la distribution de façon continue au moyen d'une approche sectorielle;
- générer un rendement des placements concurrentiel ajusté en fonction du risque;
- promouvoir un leadership de marque;
- créer des solutions et des produits novateurs et pertinents;
- encourager un avenir durable;
- assurer l'excellence et l'efficacité opérationnelles;
- favoriser une culture axée sur la performance, la diversification et l'excellence.

Les aspects clés que nous ciblons favorisent la croissance future des activités. Nous y parviendrons en nous engageant à assurer la réussite de notre clientèle, en attirant et en formant les meilleurs esprits dans le secteur de l'investissement, en maintenant une approche en matière de placement fondée sur une structure de boutiques de placement, en mettant l'accent sur les produits novateurs et visionnaires et en étant responsables dans tout ce que nous entreprenons.

Nos services de gestion des placements sont offerts au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leur propre orientation et approche en matière de placement. Nos équipes de recherche et de gestion de portefeuille sont situées à Toronto, à Montréal, à Winnipeg, à Vancouver, à Boston, à Dublin et à Hong Kong. En outre, notre participation dans Northleaf accroît nos capacités de placement en offrant à notre clientèle des solutions de placements en actions de sociétés fermées, instruments de crédit privé et infrastructures à l'échelle mondiale, et notre participation dans ChinaAMC offre à notre clientèle un accès aux marchés financiers chinois. Nous nous adjoignons les services de partenaires stratégiques (sous-conseillers externes) pour compléter nos capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Notre vaste éventail de capacités et de produits de placement en évolution constante constitue notre principale force afin de répondre aux besoins financiers changeants des investisseurs.

Nos affaires reposent sur trois canaux de distribution clés : le réseau de détail, les alliances stratégiques ainsi que le marché institutionnel.

Mackenzie distribue principalement ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Nos équipes de vente travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. Notre gamme de solutions de placement novatrice et exhaustive couvre toutes les catégories d'actifs et régions du globe. Nous offrons une gamme de solutions de placement et de produits pertinents conçue pour aider les conseillers à répondre aux besoins en constante évolution de leur clientèle. Nous lançons régulièrement de nouveaux fonds et nous pouvons fusionner ou rationaliser notre gamme de fonds pour offrir des solutions de placement améliorées.

En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales d'IG Gestion de patrimoine et de Lifeco. Mackenzie s'associe à Wealthsimple pour distribuer des FNB par l'intermédiaire de sa gamme de produits. Mackenzie est également l'un des deux fournisseurs exclusifs de solutions de placement auprès de Les Placements PFSL du Canada Ltée (« Primerica »). À ce titre, elle offre une gamme de 28 fonds conçus pour répondre aux besoins particuliers des conseillers de Primerica et de leur clientèle. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement.

Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Nous attirons de nouvelles entreprises institutionnelles grâce à nos relations avec des conseillers en régimes de retraite et en gestion.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que celles dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet

d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des volumes de l'actif géré.

Mackenzie continue de jouir d'une position enviable pour renforcer ses relations de distribution. Pour ce faire, nous pouvons compter sur notre équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de notre réseau de distribution, à notre vaste gamme de produits, à nos produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance que nous accordons à l'expérience client et à l'excellence de nos placements.

Gestion de placements

Au 31 décembre 2025, l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 244,0 G\$, incluant des mandats de sous-conseiller exécutés pour le secteur Gestion de patrimoine d'un montant de 92,8 G\$.

Nous continuons d'offrir nos produits de placement au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leurs propres orientations et approche en matière de placement. Notre équipe de placement se répartit actuellement en 16 boutiques spécialisées. Cette approche favorise la diversification des styles et des idées, et met à la portée de Mackenzie une vaste gamme de talents. La surveillance est assurée au moyen d'un processus employé pour toutes les équipes et dont l'objectif est de favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au fil du temps. Ce processus de surveillance s'articule autour de trois axes : i) déterminer l'avantage relativement à la performance de chacune des équipes et encourager celles-ci à conserver cet avantage, ii) encourager les pratiques exemplaires dans le cadre de l'élaboration de portefeuilles et iii) mettre l'accent sur la gestion des risques.

La participation économique de 56 % de Mackenzie dans Northleaf augmente ses capacités d'investissement en offrant à la clientèle des solutions de placement en matière d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale.

Outre ses propres équipes de placement, Mackenzie s'adjoit les services de sous-conseillers externes et de fournisseurs d'indices à bêta stratégique pour compléter ses capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Ils comprennent Putnam Investments et ChinaAMC. Par ailleurs, depuis le lancement de la gamme de 28 Fonds FuturePath pour Primerica, les sous-conseillers tiers suivants ont été ajoutés : Gestion d'actifs 1832, Addenda, Brandywine, BlackRock et T. Rowe Price. Barrow, Hanley, Mewhinney & Strauss a aussi été ajouté à titre de sous-conseiller à la suite du

lancement du Fonds de valeur mondial Mackenzie et du Fonds de valeur de moyennes capitalisations américaines Mackenzie au début du quatrième trimestre de 2025.

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 décembre 2025, 47,5 %, 47,1 % et 55,8 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de fonds Morningstar¹. Au 31 décembre 2025, 77,9 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar¹ étaient notés trois étoiles ou plus, et 46,0 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar¹, les proportions étaient de 87,8 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 56,7 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2025.

Produits

Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leur clientèle. En 2025, Mackenzie a lancé onze fonds communs de placement, neuf FNB et un fonds alternatif en collaboration avec Northleaf Capital Partners (« Northleaf »).

Fonds communs de placement

Mackenzie gère sa gamme de produits en procédant au lancement de nouveaux fonds et à la fusion d'autres fonds afin de rationaliser son offre de fonds pour les conseillers et les investisseurs.

Au cours du quatrième trimestre de 2025, trois fonds communs de placement ont été lancés :

- le Fonds de valeur mondial Mackenzie;
- le Fonds de valeur de moyennes capitalisations américaines Mackenzie;
- le Fonds d'actions internationales Mackenzie GQE.

Fonds alternatifs

Mackenzie compte actuellement dix fonds alternatifs, y compris cinq produits en collaboration avec Northleaf dans le cadre de son engagement à accroître l'accès des épargnants aux solutions de placement sur les marchés privés.

Au cours du quatrième trimestre de 2025, le Fonds multi-actifs de marchés privés Mackenzie Northleaf a été lancé. Ce fonds donne accès à une vaste gamme de placements en actions de sociétés fermées, en

instruments de crédit privé et en infrastructures, afin d'offrir une meilleure diversification du portefeuille et des rendements ajustés en fonction du risque.

Fonds négociés en bourse

Les fonds négociés en bourse (« FNB ») viennent compléter la gamme riche et novatrice de fonds de Mackenzie et reflètent sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions pour procurer à ces derniers des résultats leur permettant d'atteindre leurs objectifs personnels. Ces FNB proposent aux investisseurs une autre option de placement lorsqu'ils construisent des portefeuilles diversifiés à long terme.

La gamme actuelle de Mackenzie comprend 59 FNB : 32 FNB actifs et à bêta stratégique et 27 FNB indiciaires traditionnels. À la fin du trimestre, l'actif géré des FNB s'établissait à 24,1 G\$, ce qui comprend des investissements de 11,7 G\$ des produits gérés d'IGM. Au sein du secteur canadien des FNB, Mackenzie occupe le huitième rang en ce qui a trait à l'actif géré.

Actif géré du secteur Gestion d'actifs

L'actif géré est un indicateur de rendement clé pour le secteur Gestion d'actifs.

Un sommaire des variations du total de l'actif géré est présenté au tableau 15, et un sommaire des variations de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 16. L'actif géré pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans le total de l'actif géré.

L'actif géré du secteur Gestion d'actifs, y compris les investissements stratégiques, se chiffrait à 427,5 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 366,1 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif géré des investissements stratégiques est fondé sur la participation de la Société dans ces sociétés.

Au 31 décembre 2025, le total de l'actif géré de Mackenzie se chiffrait à 244,0 G\$, soit une hausse de 14,4 % par rapport à 213,3 G\$ à l'exercice précédent. Le total de l'actif géré des tiers de Mackenzie s'est établi à 151,1 G\$, en hausse de 16,3 % par rapport à 129,9 G\$ à l'exercice précédent. La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les rendements des placements et les cotisations nettes de ses clients et de ses clientes.

Au 31 décembre 2025, l'actif géré de ChinaAMC s'élevait à 3 014,5 milliards de RMB¥ (591,4 G\$), comparativement à 2 464,5 milliards de RMB¥ (486,2 G\$) au 31 décembre 2024, soit une hausse de 22,3 % (21,6 % en dollars

canadiens). Mackenzie détient une participation de 27,8 % dans ChinaAMC.

Au 31 décembre 2025, l'actif géré de Northleaf s'élevait à 35,0 G\$, comparativement à 32,0 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 9,4 %. Mackenzie détient une participation économique de 56 % dans Northleaf.

Actif géré de Placements Mackenzie

Variation de l'actif géré – Résultats de 2025 par rapport à ceux de 2024

L'actif géré de Mackenzie a clôturé le trimestre à un niveau record pour totaliser 244,0 G\$ au 31 décembre 2025, soit une hausse de 14,4 % comparativement à 213,3 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif géré des tiers s'élevait à 151,1 G\$, en hausse de 16,3 %, par rapport à 129,9 G\$ au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 78,1 G\$, comparativement à 68,7 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 13,7 %. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie de 65,7 G\$ a augmenté de 6,9 %, comparativement à 61,4 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif des FNB de Mackenzie, compte non tenu des FNB détenus dans les produits gérés de la Société financière IGM, se chiffrait à 12,5 G\$ au 31 décembre 2025, soit une hausse de 71,7 % par rapport à 7,3 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif des FNB, incluant les produits gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 24,1 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 15,5 G\$ au 31 décembre 2024.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,8 G\$, soit une hausse de 27,6 % par rapport à 2,2 G\$ en 2024. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 3,3 G\$, soit une hausse de 14,5 % par rapport à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 se sont établis à 514 M\$, comparativement à des rachats nets de 699 M\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2025, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 2,5 G\$, comparativement à 322 M\$ à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 2,0 G\$, comparativement à des rachats nets de 377 M\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 465 M\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 1,3 G\$ à l'exercice précédent.

Tableau 15 : Variation du total de l'actif géré – Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Actif géré de Mackenzie, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine					
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement	(514)\$	(219)\$	(699)\$	(134,7)%	26,5 %
Créations nettes de parts de FNB	2 505	626	322	n.s.	n.s.
Fonds d'investissement ^{1, 2, 3}	1 991	407	(377)	n.s.	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ⁴	(519)	1 552	68	n.s.	n.s.
Total des ventes nettes (rachats nets)	1 472	1 959	(309)	(24,9)	n.s.
Rendements des placements	792	5 207	1 479	(84,8)	(46,5)
Variation de l'actif, montant net	2 264	7 166	1 170	(68,4)	93,5
Actif au début	90 360	83 194	75 898	8,6	19,1
Actif à la fin	92 624 \$	90 360 \$	77 068 \$	2,5 %	20,2 %
Actif géré consolidé de Mackenzie					
Fonds communs de placement	65 671 \$	65 766 \$	61 435 \$	(0,1)%	6,9 %
FNB	12 462	9 911	7 258	25,7	71,7
Fonds d'investissement ^{1, 2}	78 133	75 677	68 693	3,2	13,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	14 491	14 683	8 375	(1,3)	73,0
	92 624	90 360	77 068	2,5	20,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie	58 525	56 368	52 879	3,8	10,7
Actif géré des tiers	151 149	146 728	129 947	3,0	16,3
Comptes gérés à titre de sous-conseiller et actif géré du secteur Gestion de patrimoine ²	92 837	92 759	83 369	0,1	11,4
Actif géré consolidé	243 986 \$	239 487 \$	213 316 \$	1,9 %	14,4 %
Actif géré lié aux investissements stratégiques à la fin					
ChinaAMC	164 404 \$	163 386 \$	135 173 \$	0,6 %	21,6 %
Northleaf	19 582	19 273	17 926	1,6	9,2
Éliminations intersectorielles	(435)	(380)	(361)	(14,5)	(20,5)
	183 551 \$	182 279 \$	152 738 \$	0,7 %	20,2 %
Actif géré consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques	427 537 \$	421 766 \$	366 054 \$	1,4 %	16,8 %
Total moyen de l'actif géré de Mackenzie⁵					
Actif géré des tiers	149 727 \$	141 206 \$	129 964 \$	6,0 %	15,2 %
Données consolidées	243 233	230 744	213 890	5,4	13,7

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.

2. Les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine sont inclus dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.

3. Fonds d'investissement :

Au quatrième trimestre de 2025 – un client institutionnel a apporté des changements de composition de portefeuille dans son offre de produits qui ont donné lieu à la réaffectation d'un montant de 1,6 G\$ aux FNB de Mackenzie.

Au premier trimestre de 2025 – un investisseur institutionnel, dont les produits offerts comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, a apporté des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des rachats de 144 M\$.

4. Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes :

Au quatrième trimestre de 2025 – à la suite d'une décision concernant la répartition générale de l'actif, un client institutionnel a réattribué des responsabilités de sous-conseiller visant un montant total de 345 M\$ qui étaient assumées par Mackenzie dans le cadre d'un mandat de services-conseils. Mackenzie continue d'agir à titre de sous-conseiller dans le cadre de ce mandat.

Au troisième trimestre de 2025 – Mackenzie a remporté des mandats de 1,7 G\$ auprès d'investisseurs institutionnels.

Au deuxième trimestre de 2025 – un investisseur institutionnel a fait des rachats de 320 M\$ parmi les produits pour lesquels Mackenzie agit à titre de sous-conseiller.

Au premier trimestre de 2025 – Mackenzie a remporté des mandats de 3,6 G\$ auprès d'investisseurs institutionnels.

5. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

Tableau 15 : Variation du total de l'actif géré – Gestion d'actifs (suite)

Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	Variation
Actif géré de Mackenzie, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine			
Ventes nettes (rachats nets)			
Fonds communs de placement	(1 799)\$	(2 700)\$	33,4 %
Créations nettes de parts de FNB	4 299	1 088	n.s.
Fonds d'investissement ^{1, 2, 3}	2 500	(1 612)	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ^{4, 5}	4 237	(389)	n.s.
Total des ventes nettes (rachats nets)	6 737	(2 001)	n.s.
Rendements des placements	8 819	9 787	(9,9)
Variation de l'actif, montant net	15 556	7 786	99,8
Actif au début	77 068	69 282	11,2
Actif à la fin	92 624 \$	77 068 \$	20,2 %
Total moyen de l'actif géré de Mackenzie⁶			
Actif géré des tiers	139 038 \$	124 861 \$	11,4 %
Données consolidées	227 437	205 479	10,7

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.
2. Les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine sont inclus dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.
3. Fonds d'investissement :
 Au quatrième trimestre de 2025 – un client institutionnel a apporté des changements de composition de portefeuille dans son offre de produits qui ont donné lieu à la réaffectation d'un montant de 1,6 G\$ aux FNB de Mackenzie.
 Au premier trimestre de 2025 – un investisseur institutionnel, dont les produits offerts comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, a apporté des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des rachats de 144 M\$.
4. Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes :
 Au quatrième trimestre de 2025 – à la suite d'une décision concernant la répartition générale de l'actif, un client institutionnel a réattribué des responsabilités de sous-conseiller visant un montant total de 345 M\$ qui étaient assumées par Mackenzie dans le cadre d'un mandat de services-conseils. Mackenzie continue d'agir à titre de sous-conseiller dans le cadre de ce mandat.
 Au troisième trimestre de 2025 – Mackenzie a remporté des mandats de 1,7 G\$ auprès d'investisseurs institutionnels.
 Au deuxième trimestre de 2025 – un investisseur institutionnel a fait des rachats de 320 M\$ parmi les produits pour lesquels Mackenzie agit à titre de sous-conseiller.
 Au premier trimestre de 2025 – Mackenzie a remporté des mandats de 3,6 G\$ auprès d'investisseurs institutionnels.
5. Les rachats de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine effectués par le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine ont été réaffectés à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie :
 Au deuxième trimestre de 2025 – 24 M\$;
 Au premier trimestre de 2024 – 177 M\$.
6. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

Au quatrième trimestre de 2025, un client institutionnel a apporté des changements de composition de portefeuille dans son offre de produits qui ont donné lieu à la réaffectation d'un montant de 1,6 G\$ aux FNB de Mackenzie. Compte non tenu de cette transaction, les ventes nettes de fonds d'investissement au cours de la période considérée se sont élevées à 441 M\$, comparativement à des rachats nets de 377 M\$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les ventes nettes, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine, ont totalisé 1,5 G\$, comparativement à des rachats nets de 309 M\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des

placements ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 792 M\$, comparativement à une augmentation de 1,5 G\$ à l'exercice précédent.

Au quatrième trimestre de 2025, à la suite d'une décision concernant la répartition générale de l'actif, un client institutionnel a réattribué des responsabilités de sous-conseiller visant un montant total de 345 M\$ qui étaient assumées par Mackenzie dans le cadre d'un mandat de services-conseils. Mackenzie continue d'agir à titre de sous-conseiller dans le cadre de ce mandat. Compte non tenu de cette transaction et du changement dans les montants affectés aux FNB décrit ci-dessus, les ventes nettes au cours de la période considérée se sont élevées à 267 M\$, comparativement à des rachats nets de 309 M\$ à l'exercice précédent.

Tableau 16 : Variation de l'actif géré des fonds d'investissement – Placements Mackenzie¹

<i>Trimestres clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Ventes	2 792 \$	2 293 \$	2 188 \$	21,8 %	27,6 %
Rachats	3 306	2 512	2 887	31,6	14,5
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement	(514)	(219)	(699)	(134,7)	26,5
Créations nettes de parts de FNB	2 505	626	322	n.s.	n.s.
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement^{2, 3, 4}	1 991	407	(377)	n.s.	n.s.
Rendements des placements	465	4 099	1 251	(88,7)	(62,8)
Variation de l'actif, montant net	2 456	4 506	874	(45,5)	181,0
Actif au début	75 677	71 171	67 819	6,3	11,6
Actif à la fin	78 133 \$	75 677 \$	68 693 \$	3,2 %	13,7 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	65 671 \$	65 766 \$	61 435 \$	(0,1)%	6,9 %
FNB	12 462	9 911	7 258	25,7	71,7
Fonds d'investissement ³	78 133 \$	75 677 \$	68 693 \$	3,2 %	13,7 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	77 502 \$	73 047 \$	68 715 \$	6,1 %	12,8 %

<i>Exercices clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2025	31 déc. 2024	Variation
Ventes	9 826 \$	8 499 \$	15,6 %
Rachats	11 625	11 199	3,8
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement	(1 799)	(2 700)	33,4
Créations nettes de parts de FNB	4 299	1 088	n.s.
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement^{2, 3, 4}	2 500	(1 612)	n.s.
Rendements des placements	6 940	8 390	(17,3)
Variation de l'actif, montant net	9 440	6 778	39,3
Actif au début	68 693	61 915	10,9
Actif à la fin	78 133 \$	68 693 \$	13,7 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	72 161 \$	65 608 \$	10,0 %

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.

2. Le total des ventes nettes et de l'actif géré des fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB.

3. Les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine sont inclus dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.

4. Fonds d'investissement :

Au quatrième trimestre de 2025 – un client institutionnel a apporté des changements de composition de portefeuille dans son offre de produits qui ont donné lieu à la réaffectation d'un montant de 1,6 G\$ aux FNB de Mackenzie.

Au premier trimestre de 2025 – un investisseur institutionnel, dont les produits offerts comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, a apporté des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des rachats de 144 M\$.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 9,8 G\$, soit une hausse de 15,6 % par rapport à 8,5 G\$ en 2024. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 11,6 G\$, soit une hausse de 3,8 % par rapport à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se sont établis à 1,8 G\$, comparativement à des rachats nets de 2,7 G\$ en 2024. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre

2025, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 4,3 G\$, comparativement à 1,1 G\$ à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours de la période considérée se sont élevées à 2,5 G\$, comparativement à des rachats nets de 1,6 G\$ à l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 6,9 G\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 8,4 G\$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2025, les rachats de fonds communs de placement à long terme se sont chiffrés à 3,3 G\$ et à 11,3 G\$, respectivement, comparativement à 2,8 G\$ et à 10,9 G\$ à l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre de 2025, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme a été de 19,6 %, comparativement à 18,4 % pour le quatrième trimestre de 2024. Au 31 décembre 2025, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 18,0 %, comparativement à 18,7 % à l'exercice précédent. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les autres membres de l'AMVI s'établissait à environ 15,1 % au 31 décembre 2025. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Au premier trimestre de 2025, un investisseur institutionnel, dont les produits offerts comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, a apporté des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des rachats de 144 M\$. Compte non tenu de cette transaction, les rachats de fonds communs de placement ont augmenté de 2,5 % au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 par rapport à l'exercice précédent, et les rachats nets de fonds communs de placement se sont établis à 1,7 G\$, comparativement à des rachats nets de 2,7 G\$ à l'exercice précédent.

Compte non tenu des transactions du premier trimestre et du quatrième trimestre décrites ci-dessus, les ventes nettes de fonds d'investissement se sont chiffrées à 1,1 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparativement à des rachats nets de 1,6 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les ventes nettes, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine, ont totalisé 6,7 G\$, comparativement à des rachats nets de 2,0 G\$ en 2024. Au cours de l'exercice, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 8,8 G\$, comparativement à une augmentation de 9,8 G\$ à l'exercice précédent.

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2025, Mackenzie a remporté des mandats de 5,3 G\$ auprès d'investisseurs institutionnels, des investisseurs institutionnels ont fait des rachats de 665 M\$ parmi les produits pour lesquels Mackenzie agit à titre de sous-conseiller, et le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 24 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie. Durant le premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie. Compte non tenu de ces transactions et des changements dans les montants affectés aux fonds communs de placement et aux FNB décrits ci-dessus, les rachats nets se sont chiffrés à 1,8 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparativement à des rachats nets de 2,2 G\$ à l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2025, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 58,5 G\$, comparativement à 52,9 G\$ au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 92,8 G\$, soit 66,9 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 83,4 G\$, soit 67,7 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine au 31 décembre 2024.

Variation de l'actif géré – Résultats du quatrième trimestre de 2025 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2025

Au 31 décembre 2025, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 244,0 G\$, en hausse de 1,9 %, comparativement à 239,5 G\$ au 30 septembre 2025. L'actif géré des tiers s'établissait à 151,1 G\$, en hausse de 3,0 %, par rapport à 146,7 G\$ au 30 septembre 2025.

L'actif géré des fonds d'investissement se chiffrait à 78,1 G\$ au 31 décembre 2025, soit une hausse de 3,2 %, comparativement à 75,7 G\$ au 30 septembre 2025. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 65,7 G\$ au 31 décembre 2025, soit une baisse de 0,1 %, comparativement à 65,8 G\$ au 30 septembre 2025. L'actif des FNB de Mackenzie se chiffrait à 12,5 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 9,9 G\$ au 30 septembre 2025. L'actif des FNB, incluant les produits gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 24,1 G\$

au 31 décembre 2025, comparativement à 21,0 G\$ au 30 septembre 2025.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,8 G\$, soit une hausse de 21,8 % par rapport au troisième trimestre de 2025. Les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 3,3 G\$, soit une hausse de 31,6 % par rapport au troisième trimestre de 2025. Les rachats nets de fonds communs de placement de Mackenzie pour le trimestre considéré se sont établis à 514 M\$, comparativement à des rachats nets de 219 M\$ pour le trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 3,3 G\$, comparativement à 2,4 G\$ pour le troisième trimestre. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 19,6 % pour le trimestre considéré, comparativement à 15,3 % pour le troisième trimestre.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 2,5 G\$, comparativement à 626 M\$ au troisième trimestre.

Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 2,0 G\$, comparativement à des ventes nettes de 407 M\$ au troisième trimestre.

Au 31 décembre 2025, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 58,5 G\$, comparativement à 56,4 G\$ au 30 septembre 2025.

Au 31 décembre 2025, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 92,8 G\$, soit 66,9 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 92,8 G\$, soit 67,2 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine au 30 septembre 2025.

Revue des résultats d'exploitation du secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion d'actifs est présenté au tableau 17 et comprend les activités de Placements Mackenzie ainsi que le bénéfice lié aux investissements stratégiques.

Placements Mackenzie

Le bénéfice net ajusté de Placements Mackenzie est présenté dans le tableau 18. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2025 s'est chiffré à 60,4 M\$, soit une baisse de 2,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2024 et une baisse de 11,4 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 239,0 M\$, soit une hausse de 1,9 % par rapport à 2024.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le quatrième trimestre de 2025 s'est chiffré à 88,6 M\$, soit

une baisse de 2,0 % par rapport au quatrième trimestre de 2024, et une baisse de 10,4 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 350,5 M\$, soit une hausse de 1,8 % par rapport à 2024.

Résultats de 2025 par rapport à ceux de 2024

Produits

Les honoraires de gestion d'actifs sont classés soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties, soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine.

- Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties comprennent ce qui suit :
 - Les honoraires de gestion d'actifs – tierces parties comprennent les honoraires de gestion et les

Tableau 17 : Résultats d'exploitation – Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	270,5 \$	264,0 \$	256,6 \$	2,5 %	5,4 %
Frais de rachat	1,1	0,4	0,4	175,0	175,0
	271,6	264,4	257,0	2,7	5,7
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(86,5)	(84,6)	(84,0)	2,2	3,0
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	185,1	179,8	173,0	2,9	7,0
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	35,5	33,8	31,3	5,0	13,4
Gestion d'actifs – produits nets	220,6	213,6	204,3	3,3	8,0
Produits tirés des placements nets et autres produits	2,0	6,7	8,5	(70,1)	(76,5)
Quote-part du résultat des entreprises associées	32,9	47,6	29,2	(30,9)	12,7
	255,5	267,9	242,0	(4,6)	5,6
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	30,2	22,0	24,2	37,3	24,8
Activités et services de soutien	102,6	98,3	97,1	4,4	5,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,7	1,6	1,6	6,3	6,3
	134,5	121,9	122,9	10,3	9,4
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	121,0	146,0	119,1	(17,1)	1,6
Charges d'intérêts	6,6	6,5	6,5	1,5	1,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	114,4	139,5	112,6	(18,0)	1,6
Impôt sur le résultat	23,7	28,6	24,4	(17,1)	(2,9)
Bénéfice net ajusté ¹	90,7	110,9	88,2	(18,2)	2,8
Participation ne donnant pas le contrôle	2,1	0,3	0,7	n.s.	200,0
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	88,6 \$	110,6 \$	87,5 \$	(19,9)%	1,3 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Tableau 17 : Résultats d'exploitation – Gestion d'actifs (suite)

Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	Variation
Produits			
Gestion d'actifs			
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	1 034,4 \$	985,2 \$	5,0 %
Frais de rachat	2,4	2,4	–
	1 036,8	987,6	5,0
Charges de rémunération des courtiers			
Rémunération fondée sur l'actif	(335,7)	(325,3)	3,2
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	701,1	662,3	5,9
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	133,0	120,6	10,3
Gestion d'actifs – produits nets	834,1	782,9	6,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	15,2	23,2	(34,5)
Quote-part du résultat des entreprises associées	158,5	133,1	19,1
	1 007,8	939,2	7,3
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires	99,8	86,8	15,0
Activités et services de soutien	394,8	372,1	6,1
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	6,1	5,7	7,0
	500,7	464,6	7,8
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	507,1	474,6	6,8
Charges d'intérêts	26,0	26,1	(0,4)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	481,1	448,5	7,3
Impôt sur le résultat	97,7	94,2	3,7
Bénéfice net ajusté ¹	383,4	354,3	8,2
Participation ne donnant pas le contrôle	6,0	3,9	53,8
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	377,4 \$	350,4 \$	7,7 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

honoraires d'administration tirés de nos fonds d'investissement et les honoraires de gestion provenant de nos comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes. La plus grande partie des honoraires provient des honoraires de gestion tirés de nos fonds d'investissement. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des fonds négociés en bourse et des mandats à revenu fixe et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des

fonds communs de placement de Mackenzie est destinée à des épargnants et vendue par l'entremise de conseillers financiers externes.

- Les frais de rachat comprennent les honoraires tirés du rachat d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour atteindre zéro après deux ou trois ans, selon l'option d'achat.
- Les charges de rémunération des courtiers comprennent la rémunération fondée sur l'actif. La rémunération fondée sur l'actif représente

Tableau 18 : Résultats d'exploitation – Placements Mackenzie

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	270,5 \$	264,0 \$	256,6 \$	2,5 %	5,4 %
Frais de rachat	1,1	0,4	0,4	175,0	175,0
	271,6	264,4	257,0	2,7	5,7
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(86,5)	(84,6)	(84,0)	2,2	3,0
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	185,1	179,8	173,0	2,9	7,0
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	35,5	33,8	31,3	5,0	13,4
Gestion d'actifs – produits nets	220,6	213,6	204,3	3,3	8,0
Produits tirés des placements nets et autres produits	2,0	6,7	8,5	(70,1)	(76,5)
	222,6	220,3	212,8	1,0	4,6
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	30,2	22,0	24,2	37,3	24,8
Activités et services de soutien	102,1	97,8	96,6	4,4	5,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,7	1,6	1,6	6,3	6,3
	134,0	121,4	122,4	10,4	9,5
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	88,6	98,9	90,4	(10,4)	(2,0)
Charges d'intérêts	6,6	6,5	6,5	1,5	1,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	82,0	92,4	83,9	(11,3)	(2,3)
Impôt sur le résultat	21,6	24,2	22,0	(10,7)	(1,8)
Bénéfice net ajusté¹	60,4 \$	68,2 \$	61,9 \$	(11,4)%	(2,4)%

Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	Variation
Produits			
Gestion d'actifs			
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	1 034,4 \$	985,2 \$	5,0 %
Frais de rachat	2,4	2,4	–
	1 036,8	987,6	5,0
Charges de rémunération des courtiers			
Rémunération fondée sur l'actif	(335,7)	(325,3)	3,2
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	701,1	662,3	5,9
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	133,0	120,6	10,3
Gestion d'actifs – produits nets	834,1	782,9	6,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	15,2	24,0	(36,7)
	849,3	806,9	5,3
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires	99,8	86,8	15,0
Activités et services de soutien	392,9	370,2	6,1
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	6,1	5,7	7,0
	498,8	462,7	7,8
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	350,5	344,2	1,8
Charges d'intérêts	26,0	26,1	(0,4)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	324,5	318,1	2,0
Impôt sur le résultat	85,5	83,6	2,3
Bénéfice net ajusté¹	239,0 \$	234,5 \$	1,9 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquant à certaines catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés.

- Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine comprennent les honoraires de sous-conseillers tirés du secteur Gestion de patrimoine.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 185,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, soit une hausse de 12,1 M\$, ou 7,0 %, comparativement à 173,0 M\$ à l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties est principalement attribuable à une augmentation de 15,2 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 15, en partie contrebalancée par une diminution du taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie s'est établi à 49,0 points de base pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 52,8 points de base pour la période correspondante de 2024. La diminution du taux est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré, ayant notamment eu pour effet d'accroître la proportion de produits tarifés autres que de détail. L'intégration d'un actif géré de 5,3 G\$ provenant d'investisseurs institutionnels en 2025 et la hausse de l'actif géré par l'intermédiaire de notre partenariat avec Wealthsimple et Primerica ont contribué à cette augmentation des produits autres que de détail.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 701,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, soit une hausse de 38,8 M\$, ou 5,9 %, comparativement à 662,3 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties est attribuable à la hausse de 11,4 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 15, contrebalancée en partie par une diminution du taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets et par le fait que l'exercice 2025 comptait un jour civil de moins par rapport à la période correspondante de 2024. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie s'est établi à 50,0 points de base pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparativement à 52,9 points de base pour la période correspondante de 2024. La diminution du taux est attribuable à une modification de la composition de

l'actif géré, ayant notamment eu pour effet d'accroître la proportion de produits tarifés autres que de détail. L'intégration d'un actif géré de 5,3 G\$ provenant d'investisseurs institutionnels en 2025 et la hausse de l'actif géré par l'intermédiaire de notre partenariat avec Wealthsimple et Primerica ont contribué à cette augmentation des produits autres que de détail.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 35,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, soit une hausse de 4,2 M\$, ou 13,4 %, comparativement à 31,3 M\$ à l'exercice précédent. Cette hausse des honoraires de gestion découle principalement d'une augmentation de 11,4 % de l'actif géré moyen. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, le taux des honoraires de gestion de Mackenzie s'est établi à 15,0 points de base, comparativement à 14,8 points de base pour la période correspondante de 2024.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 133,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, soit une hausse de 12,4 M\$, ou 10,3 %, comparativement à 120,6 M\$ pour l'exercice précédent. Cette hausse des honoraires de gestion découle principalement d'une augmentation de 9,7 % de l'actif géré moyen. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, le taux des honoraires de gestion de Mackenzie s'est établi à 15,0 points de base, comparativement à 14,9 points de base pour la période correspondante de 2024.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe principalement les rendements des placements liés aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 2,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 8,5 M\$ à l'exercice précédent, et ont totalisé 15,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparativement à 24,0 M\$ pour l'exercice précédent.

Charges

Mackenzie engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent essentiellement les activités de distribution aux intermédiaires et ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont élevées à 30,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, en hausse de 6,0 M\$, ou 24,8 %, par rapport à 24,2 M\$ en 2024. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, ces charges se sont établies à 99,8 M\$, soit une augmentation de 13,0 M\$, ou 15,0 %,

par rapport à 86,8 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation enregistrée au cours du trimestre et de l'exercice est principalement attribuable à la hausse des commissions versées aux intermédiaires, conformément à la hausse des ventes nettes de fonds d'investissement.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts liés aux activités d'exploitation, y compris la technologie et les processus d'affaires, la gestion des placements et la gestion des gammes de produits à l'interne, ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services. Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont élevées à 102,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, en hausse de 5,5 M\$, ou 5,7 %, par rapport à 96,6 M\$ en 2024. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, ces charges se sont établies à 392,9 M\$, soit une augmentation de 22,7 M\$, ou 6,1 %, par rapport à 370,2 M\$ pour l'exercice précédent.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont chiffrées à 1,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 1,6 M\$ en 2024. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, ces charges se sont établies à 6,1 M\$, comparativement à 5,7 M\$ pour l'exercice précédent.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 6,6 M\$ au quatrième trimestre de 2025, comparativement à 6,5 M\$ pour la période correspondante de 2024. Les charges d'intérêts se sont élevées à 26,0 M\$ pour l'exercice, comparativement à 26,1 M\$ en 2024. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction de l'affectation, à Mackenzie, d'un montant de 450 M\$ de la dette à long terme de la Société financière IGM.

Résultats du quatrième trimestre de 2025 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2025

Produits

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont chiffrés à 185,1 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 5,3 M\$, ou 2,9 %, par rapport à 179,8 M\$ au troisième trimestre de 2025. Les facteurs ayant contribué à cette augmentation nette sont les suivants :

- L'actif géré moyen s'est établi à 149,7 G\$ pour le trimestre considéré, une hausse de 6,0 % par rapport au trimestre précédent.

- Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets s'est établi à 49,0 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 50,5 points de base pour le troisième trimestre.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 35,5 M\$, soit une hausse de 5,0 % par rapport à 33,8 M\$ au troisième trimestre. Cette hausse découle principalement d'une augmentation de 4,4 % de l'actif géré moyen. Le taux des honoraires de gestion d'actifs s'est établi à 15,0 points de base pour le trimestre considéré, inchangé par rapport au troisième trimestre.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 2,0 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 6,7 M\$ pour le troisième trimestre.

Charges

Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont établies à 30,2 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 22,0 M\$ pour le troisième trimestre. L'augmentation enregistrée au cours du quatrième trimestre est principalement attribuable à la hausse des commissions versées aux intermédiaires, conformément à la hausse des ventes nettes de fonds d'investissement.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont élevées à 102,1 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 97,8 M\$ pour le troisième trimestre.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont chiffrées à 1,7 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 1,6 M\$ au troisième trimestre.

Investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs

Le bénéfice net ajusté des investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs est présenté au tableau 19. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2025 s'est chiffré à 28,2 M\$, comparativement à 25,6 M\$ en 2024 et à 42,4 M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 138,4 M\$, comparativement à 115,9 M\$ en 2024.

La quote-part du bénéfice des entreprises associées se compose du bénéfice en capitaux propres provenant de ChinaAMC et de Northleaf.

La quote-part du résultat de ChinaAMC revenant à la Société s'est chiffrée à 22,0 M\$ au quatrième trimestre de 2025, comparativement à 25,4 M\$ pour la période correspondante de 2024, et à 128,4 M\$ pour l'exercice 2025, comparativement à 113,5 M\$ en 2024.

Tableau 19 : Résultats d'exploitation – Investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Produits					
Produits tirés des placements nets et autres produits	– \$	– \$	– \$	– %	– %
Quote-part du résultat des entreprises associées					
ChinaAMC	22,0	46,1	25,4	(52,3)	(13,4)
Northleaf	10,9	1,5	3,8	n.s.	186,8
	32,9	47,6	29,2	(30,9)	12,7
	32,9	47,6	29,2	(30,9)	12,7
Charges					
Activités et services de soutien	0,5	0,5	0,5	–	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	32,4	47,1	28,7	(31,2)	12,9
Impôt sur le résultat	2,1	4,4	2,4	(52,3)	(12,5)
Bénéfice net ajusté ¹	30,3	42,7	26,3	(29,0)	15,2
Participation ne donnant pas le contrôle	2,1	0,3	0,7	n.s.	200,0
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	28,2 \$	42,4 \$	25,6 \$	(33,5)%	10,2 %
Exercices clos les					
(en M\$)			31 déc. 2025	31 déc. 2024	Variation
Produits					
Produits tirés des placements nets et autres produits			– \$	(0,8)\$	100,0 %
Quote-part du résultat des entreprises associées					
ChinaAMC			128,4	113,5	13,1
Northleaf			30,1	19,6	53,6
			158,5	133,1	19,1
			158,5	132,3	19,8
Charges					
Activités et services de soutien			1,9	1,9	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹			156,6	130,4	20,1
Impôt sur le résultat			12,2	10,6	15,1
Bénéfice net ajusté ¹			144,4	119,8	20,5
Participation ne donnant pas le contrôle			6,0	3,9	53,8
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹			138,4 \$	115,9 \$	19,4 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

La quote-part du résultat de Northleaf revenant à la Société s'est chiffrée à 10,9 M\$ au quatrième trimestre de 2025, comparativement à 3,8 M\$ pour la période correspondante de 2024, et à 30,1 M\$ pour l'exercice 2025, comparativement à 19,6 M\$ en 2024. Ce résultat a été contrebalancé par la participation ne donnant pas le contrôle, comme il est présenté dans le tableau.

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation du secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les placements de la Société dans Lifeco et Portage Ventures LP (« Portage»). Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

Le bénéfice ajusté provenant du secteur Activités internes et autres comprend la quote-part revenant à la Société du bénéfice fondamental de Lifeco, une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca. Des produits tirés des placements nets liés au capital non attribué ainsi que des écritures d'élimination liées à la consolidation sont également compris dans ce secteur.

Au 31 décembre 2025, la Société détenait une participation de 2,4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power.

Portage est une stratégie mondiale d'investissement en capital de risque dans le secteur des technologies financières. Contrôlée par Power, elle se concentre sur les occasions allant du capital de départ jusqu'au capital à un stade avancé dans les secteurs de l'assurance, du financement aux particuliers et aux PME, de la gestion de patrimoine et d'actifs et des outils de technologie financière.

En plus de Lifeco et des autres placements détenus par la Société, le secteur Activités internes et autres inclut le capital non attribué, qui totalisait 996,5 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 531,3 M\$ au 31 décembre 2024, comme il est présenté dans le tableau 20.

Le capital non attribué représente le capital qui n'a été attribué à aucune des sociétés en exploitation et qui pourrait être utilisé à des fins d'investissement, de remboursement de la dette, de distributions aux actionnaires ou à d'autres fins générales de l'entreprise. Le capital est investi dans des instruments financiers de grande qualité et très liquides en vertu de la politique de placement de la Société.

Le bénéfice net ajusté du secteur Activités internes et autres est présenté dans le tableau 21.

Résultats de 2025 par rapport à ceux de 2024

La quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco s'est établie à 31,1 M\$, soit une augmentation de 4,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024, et à 112,6 M\$ pour l'exercice 2025, comparativement à 100,0 M\$ en 2024. La quote-part du bénéfice net de Lifeco s'est établie à 26,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2025, soit une diminution de 0,3 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2024, et à 94,4 M\$ pour l'exercice 2025, en hausse de 1,3 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Ces résultats reflètent la quote-part du bénéfice en capitaux propres provenant de Lifeco, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 5,8 M\$ au quatrième trimestre de 2025, en hausse de 0,3 M\$ par rapport à 5,5 M\$ en 2024. Pour l'exercice, les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 19,1 M\$, en hausse de 1,7 M\$ par rapport à 17,4 M\$ en 2024.

Tableau 20 : Total de l'actif – Activités internes et autres

(en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024
Participations dans une entreprise associée		
Lifeco	670,0 \$	633,5 \$
Investissements à la JVAERG		
Portage et autres investissements	206,6	151,6
Capital non attribué	996,5	531,3
Total de l'actif	1 873,1 \$	1 316,4 \$
<i>Juste valeur de Lifeco</i>	1 498,2 \$	1 053,9 \$

Tableau 21 : Résultats d'exploitation – Activités internes et autres

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2024	Variation	
				30 sept. 2025	31 déc. 2024
Produits					
Gestion de patrimoine	(4,5)\$	(4,0)\$	(2,8)\$	(12,5)%	(60,7)%
Gestion d'actifs	(28,4)	(27,5)	(26,7)	(3,3)	(6,4)
Charge de rémunération des courtiers	(1,8)	(1,6)	(1,2)	12,5	50,0
Gestion d'actifs – produits nets	(30,2)	(29,1)	(27,9)	(3,8)	(8,2)
Produits tirés des placements nets et autres produits	5,8	4,6	5,5	26,1	5,5
Quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco	31,1	29,5	26,3	5,4	18,3
	2,2	1,0	1,1	120,0	100,0
Charges					
Activités et services de soutien	0,2	0,6	1,0	(66,7)	(80,0)
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	(34,6)	(33,2)	(30,9)	(4,2)	(12,0)
	(34,4)	(32,6)	(29,9)	(5,5)	(15,1)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	36,6	33,6	31,0	8,9	18,1
Impôt sur le résultat	1,5	1,2	1,4	25,0	7,1
Bénéfice net ajusté ¹	35,1 \$	32,4 \$	29,6 \$	8,3 %	18,6 %

Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	Variation
Produits			
Gestion de patrimoine	(15,4)\$	(9,5)\$	(62,1)%
Gestion d'actifs	(108,7)	(105,5)	(3,0)
Charge de rémunération des courtiers	(6,2)	(3,9)	59,0
Gestion d'actifs – produits nets	(114,9)	(109,4)	(5,0)
Produits tirés des placements nets et autres produits	19,1	17,4	9,8
Quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco	112,6	100,0	12,6
	1,4	(1,5)	n.s.
Charges			
Activités et services de soutien	2,5	2,6	(3,8)
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	(130,3)	(119,0)	(9,5)
	(127,8)	(116,4)	(9,8)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	129,2	114,9	12,4
Impôt sur le résultat	4,5	4,0	12,5
Bénéfice net ajusté ¹	124,7 \$	110,9 \$	12,4 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Résultats du quatrième trimestre de 2025 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2025

La quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco s'est établie à 31,1 M\$ au quatrième trimestre de 2025, soit une augmentation de 1,6 M\$ par rapport au troisième

trimestre de 2025. La quote-part du bénéfice net de Lifeco s'est établie à 26,0 M\$, en baisse de 0,4 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2025.

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Au 31 décembre 2025, le total de l'actif de la Société financière IGM s'élevait à 22,4 G\$, comparativement à 20,7 G\$ au 31 décembre 2024.

Autres investissements

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 22.

Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »)

Les profits et les pertes sur les investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthsimple et dans Portage. Ces investissements sont comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalisait 2 413 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 1 350 M\$ au 31 décembre 2024, est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

Wealthsimple Financial Corp.

Wealthsimple est une société financière qui fournit des outils numériques simples pour aider les épargnants à gérer et à faire fructifier leur argent. L'investissement de la Société dans Wealthsimple est principalement

détenu par l'entremise d'une société en commandite sous le contrôle de Power. L'investissement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société financière IGM Inc. détient une participation économique de 25,5 % dans Wealthsimple (31 décembre 2024 – 27,2 %).

Le 31 octobre 2025, la Société a investi 100 M\$ dans le cadre d'un placement initial par Wealthsimple de titres de capitaux propres totalisant 550 M\$. Une transaction de placement secondaire totalisant 190 M\$, à laquelle ont pris part des tiers investisseurs, a été conclue le 19 décembre 2025.

Au 31 décembre 2025, la juste valeur de l'investissement de la Société dans Wealthsimple s'élevait à 2 258 M\$, comparativement à 1 219 M\$ au 31 décembre 2024. L'augmentation de la juste valeur au cours de l'exercice reflète les transactions récentes, la hausse des évaluations de sociétés ouvertes analogues, ainsi que la performance des activités de Wealthsimple et ses attentes en matière de produits. La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les investissements, le cas échéant, des flux de trésorerie actualisés et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes analogues.

Le total de l'actif administré de Wealthsimple s'établissait à 111,3 G\$ au 31 décembre 2025, ce qui représente une augmentation de 74,0 % par rapport à 64,0 G\$ au 31 décembre 2024.

Juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds

Tableau 22 : Autres investissements

(en M\$)	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur
JVAERG				
Investissements d'entreprise	403,3 \$	2 412,9 \$	289,9 \$	1 350,4 \$
JVRN				
Titres de capitaux propres	–	–	1,8	2,0
Fonds d'investissement exclusifs	107,7	109,2	107,8	116,1
	107,7	109,2	109,6	118,1
	511,0 \$	2 522,1 \$	399,5 \$	1 468,5 \$

d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 23.

Les prêts étaient constitués de prêts hypothécaires résidentiels, y compris des marges de crédit hypothécaires, et représentaient 23,5 % du total de l'actif au 31 décembre 2025, comparativement à 26,4 % au 31 décembre 2024.

Les prêts évalués au coût amorti sont principalement composés de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 31 décembre 2025, un passif correspondant totalisant 4,8 G\$ a été comptabilisé au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 5,0 G\$ au 31 décembre 2024.

Des prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés. Les prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus. Les prêts détenus en attendant d'être titrisés sont comptabilisés au coût amorti. Les prêts détenus en attendant d'être vendus ou titrisés totalisaient 492,9 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 405,7 M\$ au 31 décembre 2024.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par IG Gestion de patrimoine sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes. Au 31 décembre 2025, IG Gestion de patrimoine gérait des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 6,8 G\$.

Accords de titrisation

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels sont vendus à des fiducies de titrisation commanditées par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est en partie limité grâce à l'assurance. En vertu des normes IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit les rendements des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au quatrième trimestre de 2025, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 363,3 M\$, comparativement à 423,9 M\$ en 2024. La rubrique « Risque financier » du présent rapport de

Tableau 23 : Prêts

(en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024
Coût amorti	5 262,8 \$	5 463,2 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(0,7)	(0,8)
	5 262,1 \$	5 462,4 \$

Tableau 24 : Participation dans des entreprises associées

(en M\$)	31 décembre 2025						31 décembre 2024					
	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total
Trimestres clos les												
Valeur comptable au 1^{er} octobre	663,6 \$	2 052,5 \$	871,6 \$	462,7 \$	60,6 \$	4 111,0 \$	619,1 \$	1 956,6 \$	852,0 \$	309,7 \$	59,3 \$	3 796,7 \$
Entrées	–	–	–	(1,7)	–	(1,7)	–	–	–	40,0	–	40,0
Remboursement de capital et autres	–	–	(374,0)	–	(10,9)	(384,9)	–	–	–	–	–	–
Dividendes	(13,5)	–	–	–	–	(13,5)	(12,3)	–	–	–	–	(12,3)
Quote-part des éléments suivants :												
Bénéfice (perte) ^{1,2}	26,0	22,0	12,2	10,9	–	71,1	26,3	25,4	(2,5)	3,8	0,1	53,1
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	(6,1)	6,7	(29,1)	–	–	(28,5)	0,4	48,1	53,7	–	–	102,2
Valeur comptable au 31 décembre	670,0 \$	2 081,2 \$	480,7 \$	471,9 \$	49,7 \$	3 753,5 \$	633,5 \$	2 030,1 \$	903,2 \$	353,5 \$	59,4 \$	3 979,7 \$
Exercices clos les												
Valeur comptable au 1^{er} janvier	633,5 \$	2 030,1 \$	903,2 \$	353,5 \$	59,4 \$	3 979,7 \$	589,3 \$	1 885,3 \$	844,8 \$	301,8 \$	38,0 \$	3 659,2 \$
Entrées	–	–	–	100,2	–	100,2	–	–	0,1	40,0	21,5	61,6
Remboursement de capital et autres	–	–	(374,0)	–	(10,9)	(384,9)	–	–	–	–	–	–
Dividendes	(54,0)	(66,0)	–	(8,7)	–	(128,7)	(49,2)	(72,9)	–	(7,9)	–	(130,0)
Quote-part des éléments suivants :												
Bénéfice (perte) ^{1,2,3}	94,4	128,4	10,1	30,1	1,2	264,2	93,1	113,5	(13,3)	19,6	(0,1)	212,8
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	(3,9)	(11,3)	(58,6)	(3,2)	–	(77,0)	0,3	104,2	71,6	–	–	176,1
Valeur comptable au 31 décembre	670,0 \$	2 081,2 \$	480,7 \$	471,9 \$	49,7 \$	3 753,5 \$	633,5 \$	2 030,1 \$	903,2 \$	353,5 \$	59,4 \$	3 979,7 \$

1. La quote-part du résultat provenant de la participation de la Société dans des entreprises associées est comptabilisée dans les secteurs Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs ou Activités internes et autres. La quote-part du bénéfice de Lifeco comprend d'autres éléments liés à Lifeco de (5,1) M\$ et de (18,2) M\$ pour le trimestre et l'exercice 2025, respectivement, comparativement à néant et à (6,9) M\$ pour les périodes correspondantes de 2024.
2. La quote-part du bénéfice de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'est établie à 8,8 M\$ et à 24,1 M\$ pour le trimestre et l'exercice 2025, respectivement, comparativement à 3,1 M\$ et à 15,7 M\$ pour les périodes correspondantes de 2024.
3. La quote-part de Rockefeller comprend le refinancement de la dette de Rockefeller de (3,3) M\$ pour l'exercice de 2024.

gestion et la note 7 des états financiers consolidés contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

Participation dans des entreprises associées

La Société utilise la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser ses investissements dans des entreprises associées, dont Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC »), Rockefeller Capital Management (« Rockefeller ») et Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »), puisqu'elle exerce une influence notable sur celles-ci. La variation des valeurs comptables pour

l'exercice clos le 31 décembre 2025, par rapport à 2024, est présentée dans le tableau 24.

Great-West Lifeco Inc.

Au 31 décembre 2025, la Société détenait une participation de 2,4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power.

China Asset Management Co., Ltd.

Au 31 décembre 2025, la Société détenait une participation de 27,8 % dans ChinaAMC. La variation des autres éléments du résultat global, s'élevant à un montant négatif de 11,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, est attribuable à une dépréciation de 0,6 % du yuan chinois par rapport au dollar canadien.

L'actif géré total de ChinaAMC, compte non tenu de l'actif géré des filiales, s'élevait à 3 014,5 milliards de RMB¥ (591,4 G\$) au 31 décembre 2025, soit une hausse de 22,3 % (21,6 % en dollars canadiens) par rapport à 2 464,5 milliards de RMB¥ (486,2 G\$) au 31 décembre 2024. Les flux nets dans les fonds d'investissement, compte non tenu de l'actif géré des filiales et des investisseurs institutionnels, s'élevaient respectivement à 32,8 milliards de RMB¥ et à 192,7 milliards de RMB¥ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2025 (flux nets obtenus de Wind Information Co., Ltd.).

Rockefeller Capital Management

Au 31 décembre 2025, la Société détenait une participation de 17,2 % dans Rockefeller, comparativement à 20,5 % au 31 décembre 2024. La variation des autres éléments du résultat global, s'élevant à un montant négatif de 58,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, est attribuable à une dépréciation de 4,9 % du dollar américain par rapport au dollar canadien.

En décembre 2025, à la suite de transactions conclues avec Rockefeller, la Société a reçu un produit total de 394,2 M\$, principalement sous forme d'un remboursement de capital et en raison de la vente de titres de capitaux propres. La participation de la Société a diminué pour s'établir à 17,2 % par suite de cette vente de titres de capitaux propres et de l'ajustement apporté à certaines attributions fondées sur des actions émises précédemment. Ces transactions ont donné lieu à une diminution de la valeur comptable de l'investissement et à la comptabilisation d'un profit dans les états consolidés du résultat net.

L'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 197,7 G\$ US (271,4 G\$) au 31 décembre 2025, ce qui représente une hausse de 30,8 % (24,7 % en dollars canadiens), comparativement à 151,2 G\$ US (217,7 G\$) au 31 décembre 2024.

Northleaf Capital Group Ltd.

Au 31 décembre 2025, la Société détenait un bloc de droits de vote de 49,9 % et une participation économique de 56 % dans Northleaf, compte non tenu de la participation ne donnant pas le contrôle de Lifeco.

Mackenzie et Lifeco auront l'obligation et le droit d'acheter la participation et le bloc de droits restants dans Northleaf à partir du quatrième trimestre de 2025 et par la suite.

L'acquisition d'octobre 2020 comprenait une contrepartie additionnelle à verser à l'échéance de la période de cinq ans qui commence à la date de la transaction, sous réserve de l'atteinte par Northleaf d'une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance au cours de la période. Au cours du quatrième trimestre de 2025, les conditions de la contrepartie avaient été remplies et son montant définitif de 140,2 M\$ a été payé. Ce montant est reflété dans la valeur comptable de l'investissement de la Société par des entrées de 100,2 M\$ et de 40,0 M\$ en 2025 et en 2024, respectivement. La tranche attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle s'est établie à 20,0 M\$ en 2025 (2024 – 8,0 M\$).

L'actif géré de Northleaf, y compris le capital investi et les engagements non investis, se chiffrait à 35,0 G\$ au 31 décembre 2025, ce qui représente une hausse de 3,0 G\$, ou 9,4 %, comparativement à 32,0 G\$ au 31 décembre 2024. L'augmentation au cours de l'exercice est attribuable au montant de 5,8 G\$ affecté à de nouveaux engagements, partiellement contrebalancée par une baisse de 1,5 G\$ ayant trait au remboursement de capital et une baisse de 1,3 G\$ découlant des actifs libellés en dollars américains.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

Situation de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 1 274,2 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 910,3 M\$ au 31 décembre 2024.

Les fonds de clients déposés représentent les soldes de trésorerie détenus par des clients dans leurs comptes de placement et le montant qui contrebalance est inclus dans les dépôts de clients.

Le fonds de roulement, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, totalisait 987,7 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 605,1 M\$ au 31 décembre 2024 (tableau 25).

Le fonds de roulement, qui comprend le capital non attribué, est utilisé aux fins suivantes :

- le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente;
- le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires;
- le paiement d'intérêts relativement à la dette à long terme;
- le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées;
- le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation;
- le financement du rachat d'actions ordinaires et le remboursement de la dette à long terme;
- les dépenses d'investissement dans les activités et les acquisitions d'entreprises.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements

avant les commissions de vente (le « BAIIA avant les commissions de vente »), une mesure non conforme aux normes IFRS (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), a totalisé 1 756,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparativement à 1 547,3 M\$ en 2024. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut l'incidence des commissions de vente versées et de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente (le « BAIIA après les commissions de vente »), une mesure non conforme aux normes IFRS (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), a totalisé 1 628,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparativement à 1 417,6 M\$ en 2024. Le BAIIA après les commissions de vente exclut l'incidence de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Se reporter à la rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

Flux de trésorerie

Le tableau 26, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 363,9 M\$ en

Tableau 25 : Fonds de roulement

Aux 31 décembre (en M\$)	2025	2024
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 274,2 \$	910,3 \$
Fonds de clients déposés	4 316,7	3 723,7
Débiteurs et autres actifs	451,1	364,7
Tranche courante des prêts hypothécaires titrisés et autres prêts	1 331,9	1 307,1
	7 373,9	6 305,8
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	801,4	797,1
Dépôts de clients	4 299,1	3 702,5
Tranche courante des obligations à l'égard des entités de titrisation et autres	1 285,7	1 201,1
	6 386,2	5 700,7
Fonds de roulement	987,7 \$	605,1 \$

2025, comparativement à une augmentation de 365,7 M\$ en 2024.

Les ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation au cours de l'exercice clos en 2025, par rapport à 2024, comprennent les activités d'exploitation sans effet de trésorerie contrebalancées par les activités d'exploitation avec effet de trésorerie :

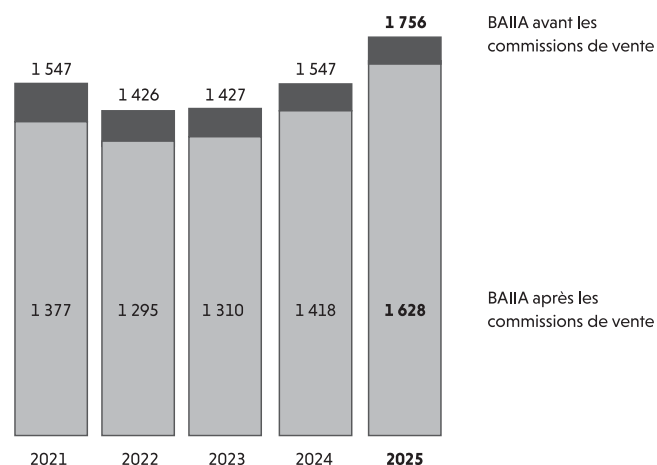
- la réintégration de l'amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif, contrebalancée par la déduction des commissions de vente inscrites à l'actif versées;
- la réintégration de l'amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs;
- la déduction de la participation dans le résultat des entreprises associées, contrebalancée par les dividendes reçus;
- la réintégration du régime de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, contrebalancée par les cotisations en trésorerie;
- des variations des actifs et passifs d'exploitation et autres;
- la déduction des versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration.

Les activités de financement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 par rapport à 2024 avaient trait à ce qui suit :

- une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 442,9 M\$ et des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 684,3 M\$ en 2025, comparativement à une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 591,8 M\$ et à des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 271,9 M\$ en 2024;

Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (« BAIIA »)¹

Pour les exercices (en M\$)



Le BAIIA avant les commissions de vente et le BAIIA après les commissions de vente excluent les éléments suivants :

2021 – La contrepartie additionnelle à recevoir relativement à la vente de Personal Capital en 2020.

2022 – Les autres éléments liés à Lifeco

2023 – Le profit à la vente d'IPC, le profit à la vente de Lifeco, l'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco, les charges de restructuration et autres charges et les autres éléments liés à Lifeco.

2024 – Les autres éléments liés à Lifeco et les coûts non récurrents de refinancement de la dette de Rockefeller.

2025 – Les autres éléments liés à Lifeco et le profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées.

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

- l'émission de 3 134 535 actions ordinaires pour un produit de 119,7 M\$ en 2025, comparativement à 2 835 500 actions ordinaires pour un produit de 110,2 M\$ en 2024;

Tableau 26 : Flux de trésorerie

Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	Variation
Activités d'exploitation			
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 440,9 \$	1 209,6 \$	19,1 %
Impôt sur le résultat payé	(317,0)	(194,2)	(63,2)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	(88,9)	77,0	n.s.
	1 035,0	1 092,4	(5,3)
Activités de financement	(972,1)	(252,9)	(284,4)
Activités d'investissement	301,0	(473,8)	n.s.
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	363,9	365,7	(0,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	910,3	544,6	67,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 274,2 \$	910,3 \$	40,0 %

- le rachat de 5 875 500 actions ordinaires en 2025 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM au coût de 293,8 M\$, comparativement au rachat de 3 088 400 actions ordinaires au coût de 122,5 M\$ en 2024;
- le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 532,9 M\$ en 2025, comparativement à 534,0 M\$ en 2024.

Les activités d'investissement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 par rapport à 2024 avaient principalement trait à ce qui suit :

- l'achat d'autres investissements totalisant 234,0 M\$ et le produit de 146,8 M\$ de la vente d'autres investissements en 2025, comparativement à 99,4 M\$ et à 108,5 M\$, respectivement, en 2024;
- une augmentation des prêts de 1 974,8 M\$ et des remboursements de prêts et autres de 2 178,3 M\$ en 2025, comparativement à 1 582,3 M\$ et à 1 218,1 M\$, respectivement, en 2024, principalement liés aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société;
- la trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles et aux acquisitions et autres s'est établie à 70,9 M\$ en 2025, comparativement à 87,3 M\$ en 2024;
- un investissement additionnel dans Northleaf d'un montant de 112,2 M\$;
- le produit du remboursement de capital et de la vente partielle de participations dans des entreprises associées d'un montant de 416,9 M\$.

Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments de bénéfice global totalisait 1,9 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement

à 1,1 G\$ au 31 décembre 2024, comme l'illustre le tableau 27.

Les autres éléments de bénéfice global de 841,1 M\$ liés aux autres investissements en 2025 sont principalement attribuables à une variation de 77 % de la juste valeur de Wealthsimple.

En 2025, la Société financière IGM a cédé 75 % de sa participation dans Conquest Planning Inc. pour une contrepartie de 24,8 M\$, et elle a réalisé des profits liés aux autres investissements de 21,8 M\$ (18,9 M\$ après impôt) qui ont été transférés du poste Cumul des autres éléments du résultat global au poste Autres bénéfices non distribués.

Les autres éléments du résultat global à l'égard des participations dans des entreprises associées en 2025 découlent essentiellement de l'écart de change.

Sources de financement

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solide. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres, lesquels totalisaient 11,3 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 10,2 G\$ au 31 décembre 2024. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Tableau 27 : Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)

(en M\$)	Avantages du personnel	Autres investisse- ments	Participation dans des entreprises associées et autres	Total
2025				
Solde au 1^{er} janvier	34,1 \$	917,3 \$	118,7 \$	1 070,1 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(11,3)	841,1	(18,5)	811,3
Cession d'une participation dans une entreprise associée	–	–	(2,3)	(2,3)
Sortie d'éléments à la JVAERG	–	(19,1)	–	(19,1)
Solde au 31 décembre	22,8 \$	1 739,3 \$	97,9 \$	1 860,0 \$
2024				
Solde au 1^{er} janvier	(14,0)\$	394,0 \$	(63,7)\$	316,3 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	48,1	523,3	182,4	753,8
Solde au 31 décembre	34,1 \$	917,3 \$	118,7 \$	1 070,1 \$

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire les besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent le courtier en placement, le courtier sur le marché dispensé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2,4 G\$ au 31 décembre 2025, inchangée par rapport au 31 décembre 2024. La dette à long terme comprend des débentures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

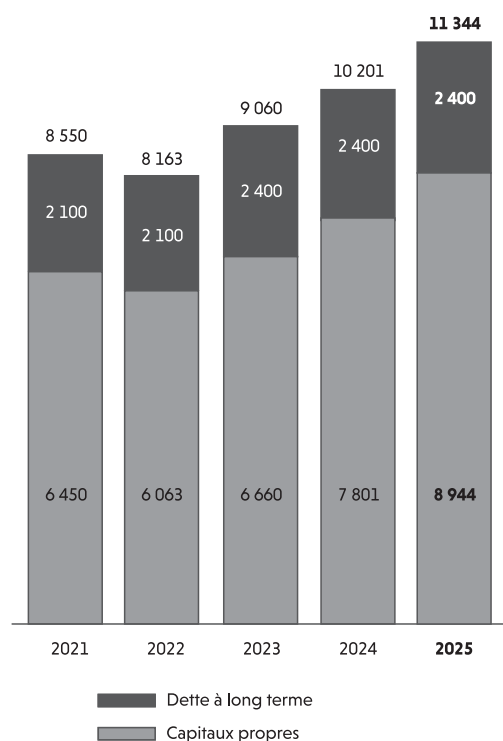
Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a racheté 5 875 500 actions ordinaires à un coût de 293,8 M\$ en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (se reporter à la note 18 des états financiers consolidés).

Le 23 décembre 2025, la Société avait lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant le rachat d'au plus 11,8 millions de ses actions ordinaires aux fins d'annulation afin d'atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et pour d'autres fins de gestion du capital. En vertu de cette précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a pris fin le 22 décembre 2025, la Société était autorisée à racheter jusqu'à 6 millions de ses actions ordinaires. L'offre initiale avait été modifiée le 13 novembre 2025 afin de faire passer de 5 millions à 6 millions le nombre autorisé d'actions pouvant être rachetées.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées, sous réserve de paramètres préétablis. Les rachats effectués en vertu

Capital

Aux 31 décembre (en M\$)



de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

En 2025, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 531,5 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,25 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

La notation actuelle attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débentures non garanties de premier rang de la Société est de « A » avec une perspective stable. La notation attribuée par Morningstar DBRS aux débentures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits et que la capacité d'une société à remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation soit respectée. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A » attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond à la sixième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par Morningstar DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de Morningstar DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide, mais leur qualité de crédit est inférieure à la notation AA. Les entreprises qui obtiennent la notation « A (élevée) » pourraient être plus vulnérables

à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

Instruments financiers

Le tableau 28 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les fonds de clients déposés, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer, les dépôts de clients et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les autres investissements ainsi que les autres actifs financiers et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts classés comme étant détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires, particulièrement les taux d'emprunt offerts par les

Tableau 28 : Instruments financiers

(en M\$)	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Autres investissements				
– JVAERG	2 412,9 \$	2 412,9 \$	1 350,4 \$	1 350,4 \$
– JVRN	109,2	109,2	118,1	118,1
Instruments financiers dérivés	70,0	70,0	36,0	36,0
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Prêts				
– Coût amorti	5 262,1	5 389,7	5 462,4	5 491,9
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	15,2	15,2	25,7	25,7
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	4 815,3	4 916,5	5 024,9	5 098,4
Dette à long terme	2 400,0	2 441,7	2 400,0	2 485,4

établissements financiers en ce qui a trait aux prêts de détail.

- Les prêts classés au coût amorti sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.
- Les méthodes d'évaluation utilisées pour les autres investissements classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprennent la comparaison avec les opérations conclues avec des tiers dans des conditions normales de concurrence sur le marché, l'utilisation de multiples de marché et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.

- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Gestion des risques

La Société financière IGM est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Notre succès continu repose sur notre capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et sur la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. Notre approche repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

Cadre de gestion des risques

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie à notre cadre de gestion des risques exhaustif, qui comporte quatre principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de gestion des risques est approuvé par le conseil d'administration.

Gouvernance du risque

Notre structure de gouvernance du risque privilégie la désignation de responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité d'examen des risques du conseil d'administration (le « comité d'examen des risques ») et, en dernier ressort, du conseil d'administration. Une surveillance supplémentaire est assurée par les services de la gestion des risques, de la conformité et de l'audit interne.

Le comité d'examen des risques assure la supervision principale de la gestion des risques et remplit le mandat à cet égard. C'est au comité d'examen des risques que revient la responsabilité d'aider le conseil d'administration à examiner et à surveiller la structure de gouvernance du risque et le programme de gestion des risques de la Société en s'acquittant de ce qui suit : i) l'assurance que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir l'appétit pour le risque; ii) l'assurance que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) l'examen régulier du processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

D'autres risques précis sont gérés avec le soutien des comités relevant du conseil d'administration qui suivent :

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'à nos activités de conformité, y compris l'administration du code de conduite.
- Le comité des ressources humaines supervise les pratiques et les politiques en matière de ressources humaines et de talents, y compris en ce qui concerne la rémunération.
- Le comité de gouvernance et des candidatures supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise.
- Le comité des entités reliées et de révision supervise les conflits d'intérêts.

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué des chefs de la direction de la Société financière IGM, d'IG Gestion de patrimoine et de Placements Mackenzie, ainsi que du chef des services financiers, du chef du contentieux, du chef de l'exploitation, du chef de l'information, du chef des ressources humaines et du chef de la gestion des risques, qui relève du chef de la direction de la Société financière IGM. Le comité est responsable de la surveillance du processus de gestion des risques de la Société financière IGM : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque; iii) en s'assurant que notre profil de risque et nos processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et par une troisième ligne (la fonction d'audit interne) responsable de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de la gestion des risques.

Première ligne de défense

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit :

i) mettre en œuvre et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques; ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques; iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques; iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité exécutif de gestion des risques.

Deuxième ligne de défense

Le service chargé de la gestion des risques, supervisé par le chef de la gestion des risques, assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité exécutif de gestion des risques. Il est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques; ii) gérer le processus de gestion des risques; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et les comités de gestion du risque opérationnel. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les services juridiques et de la conformité de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

Troisième ligne de défense

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques de la Société sont efficaces.

Appétit pour le risque

L'appétit de la Société pour divers types de risques est établi au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque, qui est approuvé par le conseil d'administration. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Le cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque facilite l'alignement de la stratégie d'affaires sur le degré d'appétence pour le risque, soutient l'évaluation du déploiement du capital et soutient la détection, l'atténuation et la gestion des risques.

Processus de gestion des risques

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution;
- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques;
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et

par des organes de surveillance, comme le service de gestion des risques. Le service de gestion des risques maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. Le service de gestion des risques présente, sur une base régulière, des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité exécutif de gestion des risques et au comité d'examen des risques.

Culture de gestion des risques

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de l'organisation. Le service de gestion des risques organise des ateliers sur les risques pour toutes les unités d'exploitation afin de les sensibiliser à cette question et d'intégrer notre cadre de gestion des risques dans les activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques. Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, n'encouragent ni ne récompensent la prise de risque excessive ou inappropriée, et sont souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

Principaux risques de l'entreprise

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur notre capacité d'atteindre nos objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen de notre processus de gestion continue des risques.

Les risques sont déterminés en fonction de notre méthodologie établie, qui tient compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en trois catégories, soit le risque financier, le risque opérationnel et le risque lié à la planification stratégique et d'entreprise.

1) Risque financier

Il s'agit du risque de perte financière lié à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils, au risque de liquidité et de financement, au risque de crédit ou au risque de marché.

Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM s'établissaient à 310,1 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 270,4 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, se chiffraient à 566,2 G\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 483,5 G\$ au 31 décembre 2024.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de conseil et les honoraires de gestion d'actifs qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du volume de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Les volumes de l'actif géré et de l'actif

Tableau 29 : Actif géré de la Société financière IGM – Composition en fonction de l'actif et en fonction de la devise

Au 31 décembre 2025	Fonds d'investissement	Total
Trésorerie	2,4 %	3,2 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	2,3	2,4
Autres titres à revenu fixe	20,9	20,9
Actions canadiennes	21,9	25,5
Actions étrangères	50,8	46,7
Biens immeubles	1,7	1,3
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	47,3 %	52,8 %
Dollars américains	35,7	32,1
Autres	17,0	15,1
	100,0 %	100,0 %

sous services-conseils subissent l'incidence des ventes nettes et des variations du marché.

De par leur nature, les marchés mondiaux sont assujettis à l'incertitude et à divers risques. Les fluctuations des cours boursiers, des taux de change, de la valeur des actifs immobiliers, des taux d'intérêt et des écarts de taux ou d'autres valeurs liées aux actifs pourraient faire diminuer l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice de la Société. Un ralentissement économique général, la volatilité des marchés, le rééquilibrage des placements de la clientèle, un faible rendement des placements ou un manque de confiance des investisseurs pourraient également entraîner une baisse des ventes, une hausse des niveaux de rachat et une baisse de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils.

La Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de sa clientèle sera avantageuse à long terme pour les résultats financiers et correspond aux attentes des parties prenantes. Par conséquent, la Société n'entreprend habituellement pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme des opérations de couverture, en ce qui concerne ces expositions.

L'exposition de la Société au risque du marché concorde avec l'expérience de sa clientèle. L'actif géré est largement diversifié par catégorie d'actifs, par région, par secteur, par équipe de placement et par style. La Société examine régulièrement la sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéfice et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux.

Les titres de capitaux propres canadiens et étrangers sont exposés au risque actions, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice. Le risque actions se divise en deux catégories : le risque actions général et le risque propre à l'émetteur. Les gestionnaires de fonds internes et externes de la Société réduisent l'exposition au risque propre à l'émetteur grâce à la diversification.

Les titres à revenu fixe sont exposés au risque de taux d'intérêt. Une hausse des taux d'intérêt entraîne une baisse du cours de marché des titres à revenu fixe, tandis qu'une baisse des taux d'intérêt entraîne une hausse du cours de marché, ce qui a une incidence sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice.

Les titres libellés en devises sont exposés au risque de change. La dépréciation d'une devise par rapport au dollar canadien entraînera une baisse de la valeur des titres libellés en dollars canadiens, tandis que l'appréciation d'une devise par rapport au dollar canadien entraînera une hausse de la valeur des titres

libellés en dollars canadiens, ce qui aura une incidence sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice.

Risque de liquidité et de financement

Il s'agit du risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Notre profil de liquidité est structuré de manière à nous assurer de disposer de liquidités suffisantes pour répondre aux exigences actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des conditions difficiles. Nos pratiques de gestion des liquidités comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la supervision des risques de liquidité et de financement par un comité interne de gestion des risques financiers.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de financement. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires, y compris des marges de crédit hypothécaires, en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des

banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

La Société accède aux marchés des titres d'emprunt à long terme non garantis aux fins générales et s'assure d'une structure d'échéances bien diversifiée afin de gérer les risques de financement connexes.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 30.

L'échéancier de la dette à long terme de 2,4 G\$ est présenté dans le graphique intitulé « Échéances de la dette à long terme ».

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 800 M\$ au 31 décembre 2025, inchangées par rapport au 31 décembre 2024. Les marges de crédit au 31 décembre 2025 étaient constituées de marges

de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 150 M\$, inchangées par rapport au 31 décembre 2024. Toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Aux 31 décembre 2025 et 2024, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2024, a été finalisée en 2025. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la solvabilité et de la continuité de l'exploitation. Une évaluation sur la base de la solvabilité détermine la relation entre l'actif du régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison de la relation entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un excédent de solvabilité de 118,5 M\$, comparativement à un excédent de 70,5 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2022. L'amélioration de la situation de capitalisation découle essentiellement de la hausse de l'actif et des taux d'intérêt. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité sur la base de la continuité de l'exploitation de 188,7 M\$, comparativement à 127,4 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée en fonction de la date d'évaluation qui sera fixée au plus tard le 31 décembre 2027. Au cours de l'exercice, la Société n'était pas tenue de verser des cotisations (2024 – néant). La Société financière IGM bénéficie d'un congé de cotisation et n'est pas autorisée à verser des cotisations au régime de retraite avant la prochaine date d'évaluation. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont

Tableau 30 : Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2025
(en M\$)

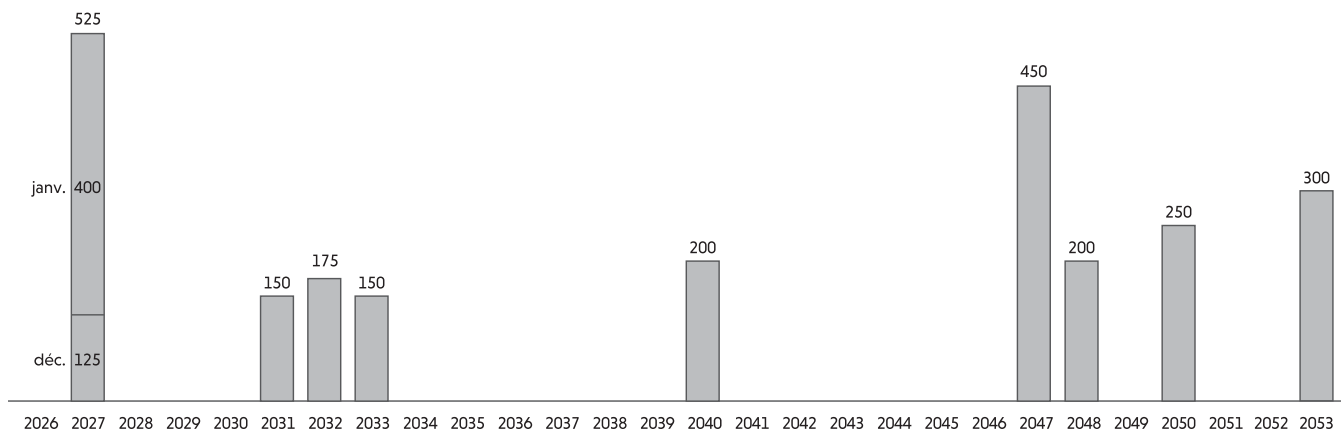
	À vue	Moins de 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Instruments financiers dérivés	– \$	6,8 \$	8,4 \$	– \$	15,2 \$
Dépôts de clients ¹	4 299,1	–	–	–	4 299,1
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 278,9	3 532,1	4,3	4 815,3
Contrats de location ²	–	27,6	95,7	95,4	218,7
Dette à long terme	–	–	525,0	1 875,0	2 400,0
Total des obligations contractuelles	4 299,1 \$	1 313,3 \$	4 161,2 \$	1 974,7 \$	11 748,3 \$

1. Les dépôts de clients payables à vue sont principalement contrebalancés par les fonds de clients déposés..

2. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.

Échéances de la dette à long terme

(en M\$)



susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment des résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le risque de marché sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2024.

Risque de crédit

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La Société est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, des fonds de clients déposés, des portefeuilles de prêts hypothécaires et de l'utilisation

de dérivés négociés sur le marché hors cote. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de clients déposés

Au 31 décembre 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 1 274,2 M\$ (2024 – 910,3 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 676,7 M\$ (2024 – 545,0 M\$) principalement déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 597,5 M\$ (2024 – 365,3 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 0,5 M\$ (2024 – 37,9 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 553,8 M\$ (2024 – 289,5 M\$), ainsi que de dépôts bancaires à terme de 43,2 M\$ (2024 – 37,9 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement et sa politique de gestion du risque de contrepartie, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'a pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, les fonds de clients déposés d'IG Gestion de patrimoine, qui s'élevaient à 4,3 G\$ (2024 – 3,7 G\$), étaient déposés dans des banques à

charte de l'annexe I et environ 88 % des dépôts de clients étaient assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada (« SADC »).

Portefeuilles de prêts hypothécaires

Au 31 décembre 2025, les prêts hypothécaires résidentiels, (incluant les marges de crédit hypothécaire) de 5,3 G\$ (2024 – 5,5 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 4,8 G\$ (2024 – 5,1 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 492,9 M\$ (2024 – 405,7 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 9,9 M\$ (2024 – 11,2 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client ou la cliente et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen d'un réseau de conseillers hypothécaires et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IG d'un client ou d'une cliente.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 2,6 G\$ (2024 – 2,5 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,2 G\$ (2024 – 2,6 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 53,7 M\$ (2024 – 62,7 M\$) et à 51,4 M\$ (2024 – 38,0 M\$), respectivement, au 31 décembre 2025. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

Au 31 décembre 2025, une proportion de 52,6 % (2024 – 48,9 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan était assurée. Au 31 décembre 2025, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 5,5 M\$, comparativement à 3,5 M\$ au 31 décembre 2024. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 3,3 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 2,1 M\$ au 31 décembre 2024.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,7 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2024, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les tendances récentes des taux d'intérêt; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) nos relations de planification financière solides avec nos clients et nos clientes; et v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2024.

Instruments dérivés

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la section « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de

crédit si ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique liée aux instruments dérivés, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 71,6 M\$ (2024 – 40,4 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 33,7 M\$ au 31 décembre 2025 (2024 – 20,6 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 décembre 2025. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2024.

Se référer aux notes 2, 6, 7 et 23 des états financiers consolidés contenus dans le rapport annuel de 2025 de la Société financière IGM Inc. pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

Risque de marché

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours boursiers ou des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société financière IGM est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du

Canada. Au 31 décembre 2025, ce swap avait une juste valeur négative de 4,4 M\$ (31 décembre 2024 – juste valeur négative de 3,6 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,2 G\$ (31 décembre 2024 – 0,3 G\$).

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 décembre 2025, ces swaps avaient une juste valeur négative de 0,3 M\$ (31 décembre 2024 – juste valeur négative de 4,3 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,2 G\$ (31 décembre 2024 – 1,4 G\$). Au 31 décembre 2025, la juste valeur négative nette de 4,7 M\$ (31 décembre 2024 – juste valeur négative de 7,9 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 1,4 G\$ (31 décembre 2024 – 1,7 G\$).

- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis subséquemment comptabilisée dans les produits du secteur Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Ces swaps avaient une juste valeur négative de 0,1 M\$ (31 décembre 2024 – juste valeur négative de 1,1 M\$) sur un montant notionnel en cours de 157,2 M\$ au 31 décembre 2025 (31 décembre 2024 – 166,0 M\$).

Au 31 décembre 2025, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait représenté une augmentation d'environ 0,2 M\$ (31 décembre 2024 – une augmentation de 0,5 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2024.

Risque actions

La Société financière IGM est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net et sur ses participations dans des entreprises associées,

lesquelles sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 décembre 2025, la juste valeur des autres investissements était de 2,5 G\$ (31 décembre 2024 – 1,5 G\$), comme l'illustre le tableau 22, et la valeur comptable de la participation dans des entreprises associées était de 3,8 G\$ au 31 décembre 2025 (31 décembre 2024 – 4,0 G\$).

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société financière IGM est exposée au risque de change en raison de sa participation dans ChinaAMC et dans Rockefeller. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2025, une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 120,0 M\$ (132,7 M\$).

La quote-part du résultat de ChinaAMC et de Rockefeller revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, l'incidence sur le bénéfice net d'une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 6,6 M\$ (7,3 M\$).

2) Risque opérationnel

Il s'agit du risque de subir des pertes financières, des dommages à la réputation ou de faire l'objet de mesures réglementaires en raison de défaillances ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou des événements externes.

Nous sommes exposés à un large éventail de risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes liés à l'information, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des défaillances de tiers clés, des fraudes et des détournements d'actifs et une application inadéquate des processus de contrôle interne.

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent du service de gestion des risques, du service de la conformité et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus de gouvernance de l'assurance qui comprend la supervision par le comité directeur en matière d'assurance et par les hauts dirigeants. Dans le cadre de ce processus, la nature et l'étendue de la couverture d'assurance de la Société font régulièrement l'objet d'examen afin de s'assurer que la protection demeure appropriée et qu'elle est conforme aux lois, aux règlements et aux ententes contractuelles pertinents.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

Cyberrisque et risque lié aux technologies

Il s'agit du risque de défaillance ou d'utilisation inappropriée des systèmes liés à l'information et à la technologie qui permettent la mise en œuvre des activités et des stratégies d'affaires, ce qui pourrait entraîner une interruption des activités et des occasions manquées.

La technologie est à la base de nos activités et de l'expérience client, des employés et des conseillers. Par conséquent, nous sommes exposés à des risques liés à la cybersécurité, comme le vol d'identité, les brèches dans les systèmes technologiques et les attaques de logiciels malveillants. À l'échelle mondiale, le volume de ces activités a augmenté et pourrait compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de sa clientèle ou d'autres parties prenantes, et pourrait également entraîner d'autres conséquences défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru ou des dommages à la réputation. Notre politique de gestion des risques liés à la technologie fournit un cadre de gestion du risque lié aux technologies, et nos programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, nos processus de comparaison de nos propres mesures aux normes d'excellence du secteur ainsi que nos méthodes d'évaluation des menaces et de la vulnérabilité et les moyens dont nous nous sommes dotés pour intervenir en cas de besoin assurent notre résilience dans le cadre de la gestion de ce risque.

Risque lié aux relations avec des tiers

Il s'agit du risque qui existe du fait de recourir à des tiers externes pour soutenir ou exécuter entièrement les tâches nécessaires aux activités et à la stratégie de l'entreprise.

Pour soutenir nos activités d'exploitation, nous retenons régulièrement les services de tiers qui fournissent une expertise et nous permettent de gagner en efficience. Notre exposition au risque lié aux relations avec des tiers peut inclure des risques liés à la réputation et à la réglementation ainsi que d'autres risques opérationnels. Des politiques, des procédures d'exploitation standards et des ressources spécialisées, incluant des politiques en matière de gestion du risque lié aux relations avec des tiers, d'approvisionnement et de contrats, ont été élaborées et mises en œuvre afin de faire face spécifiquement au risque lié aux relations avec des tiers. Nous effectuons des contrôles diligents et exerçons des activités de surveillance avant de conclure des relations contractuelles avec des tiers et de manière continue. Tandis que nous nous fions de plus en plus à des tiers, nous continuons d'améliorer nos ressources et nos processus pour appuyer la gestion du risque lié aux relations avec des tiers.

Risque lié aux modèles

Il s'agit du risque de perte financière ou d'atteinte à la réputation découlant de conclusions et de décisions fondées sur des modèles incorrects ou mal utilisés.

Nous utilisons une variété de modèles pour nous aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée et la réputation de la Société.

Risque juridique et réglementaire

Ce risque survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées. Ce risque est lié à la réglementation portant sur la distribution de produits, la gestion de placements, la comptabilité, la présentation de l'information et les communications.

La Société est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes,

y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités, y compris dans les territoires étrangers où la Société ou des entreprises dans lesquelles elle investit exercent des activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences d'un organisme d'autoréglementation, l'Organisme canadien de réglementation des investissements (« OCRI »). Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent celles qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée à la gestion et à l'offre de produits et de services financiers, y compris les valeurs mobilières, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et évoluent sans cesse. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par le chef du contentieux. La Société poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité d'audit du conseil d'administration reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite renvoie à de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés.

D'autres politiques d'entreprise couvrent la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Une formation sur ces politiques doit être suivie une fois par an. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Risque lié à la protection de la vie privée

Le risque lié à la protection de la vie privée est le risque que les renseignements personnels soient accessibles, recueillis, utilisés, transférés, divulgués et conservés en violation des lois, des règlements ou des normes éthiques applicables. Nous ne recueillons que les renseignements personnels nécessaires pour fournir nos produits et services à la clientèle, et lorsque nous avons obtenu son consentement.

Si nous devons partager les renseignements personnels avec des tiers, nous demeurons responsables de ces renseignements et nous les protégeons au moyen de mesures contractuelles et d'autres mesures qui engagent les fournisseurs de services à maintenir des niveaux de protection comparables aux nôtres.

La Société financière IGM a mis en place un cadre de gestion du risque d'entreprise lié à la protection de la vie privée pour gérer le risque lié à la protection de la vie privée. Notre chef de la protection des renseignements personnels dirige et supervise notre programme en matière de protection de la vie privée, en partenariat avec des équipes interfonctionnelles, afin d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, des normes et des contrôles à l'échelle de l'entreprise concernant la gestion et la protection des renseignements personnels. L'équipe responsable de la protection de la vie privée de l'entreprise, qui relève ultimement du chef de la protection des renseignements personnels, travaille avec les unités d'exploitation de première ligne pour traiter des questions de protection de la vie privée.

Les employés et les conseillers sont tenus de suivre une formation obligatoire sur la protection de la vie privée lors de leur intégration, et chaque année par la suite. La formation aborde nos obligations, nos pratiques exemplaires en matière de protection de la vie privée, ainsi que la façon de gérer et de signaler les plaintes, les demandes d'accès à l'information et les atteintes à la vie privée, et de prévenir ces dernières.

Éventualités

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour

supérieure de l'Ontario contre la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie »). Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Ce recours a été autorisé en janvier 2024. En août 2022, un deuxième recours collectif proposé concernant la même question a été déposé contre Mackenzie.

À la fin de mars 2023, la Société a été avisée par l'un de ses fournisseurs de services externes, InvestorCOM Inc., que ce dernier avait été compromis par un incident de cybersécurité lié à l'un de ses fournisseurs de technologies, GoAnywhere. La Société a avisé les clients et les clientes concernés et a offert à toute sa clientèle une surveillance du crédit gratuite. Quatre recours collectifs proposés ont été déposés contre Mackenzie relativement à cet incident, dont un a été autorisé au quatrième trimestre de 2025.

Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque lié au personnel

Ce risque se rapporte à l'incapacité potentielle à attirer ou à maintenir en poste du personnel ou des conseillers et conseillères en gestion de patrimoine, à avoir une main-d'œuvre inclusive, à offrir des occasions de perfectionnement pour atteindre les objectifs d'affaires actuels et futurs, à soutenir le bien-être et la mobilisation des employés et à soutenir la planification continue de la relève et de la transition du personnel ou des affaires.

Nous gérons ce risque au moyen d'une rémunération et d'une gamme d'avantages concurrentiels, de programmes de formation et de perfectionnement, ainsi que de sondages périodiques auprès du personnel et des conseillers et conseillères.

Nous avons adopté une stratégie en matière d'inclusion afin de favoriser une culture qui invite à tisser des liens entre nous et à donner le meilleur de nous-mêmes pour répondre aux besoins de nos gens, de notre clientèle et de nos collectivités. Pour obtenir les résultats désirés, nous mettons l'accent sur trois piliers d'action :

- Expérience au travail : offrir un milieu de travail où chaque personne se sent respectée, soutenue et apte à contribuer pleinement.
- Talents et leadership : attirer des talents et assurer leur apprentissage et leur perfectionnement au moyen

de programmes transparents et cohérents, axés sur le développement des aptitudes et des compétences.

- Clients et collectivités : refléter et respecter les collectivités que nous servons.

Nous avons également mis en place une stratégie en matière de mieux-être dans le but de soutenir nos employés en nous assurant qu'ils sont en bonne condition physique, ont une bonne santé émotionnelle, sont à l'aise financièrement et disposent d'un réseau social.

Gestion de la continuité des activités

Il s'agit du risque que l'organisation ne puisse pas rétablir et maintenir efficacement les processus d'affaires critiques en cas d'interruption (circonstances internes, externes, physiques ou naturelles) ou réagir à une crise ou à un événement d'urgence.

Un programme de gestion de la continuité des activités assure le maintien des processus critiques de la Société en cas d'interruption des activités.

Le plan d'intervention en cas de crise de la Société décrit les politiques et les procédures à suivre pour faire face aux situations qui pourraient avoir des répercussions considérables sur la réputation, les marques ou les activités d'exploitation de l'organisation. Une équipe chargée de l'évaluation des crises, composée de hauts dirigeants, est responsable d'élaborer des stratégies, de superviser les interventions et de s'assurer que des experts appropriés se joignent à l'équipe d'intervention, en fonction du scénario.

La Société teste les plans de continuité des activités et de reprise après sinistre et effectue des exercices de simulation de crise sur une base régulière.

3) Risque stratégique et risque d'entreprise

Il s'agit du risque d'incidence défavorable découlant de facteurs liés à l'environnement externe, à la stratégie ou à des activités commerciales précises de la Société.

Conjoncture commerciale générale

Ce risque représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés des capitaux de même que l'inflation peuvent avoir des répercussions sur les marchés du travail et de l'habitation et, plus généralement, sur la confiance des investisseurs, leurs niveaux de revenus et leur épargne. En outre, le risque géopolitique, des tensions commerciales soutenues, y compris des mesures tarifaires (ou la menace de droits de douane plus élevés) et d'autres mesures gouvernementales (dont les mesures de rétorsion), ainsi que d'autres facteurs peuvent influencer sur l'inflation, les taux d'intérêt, la croissance économique mondiale et la conjoncture des marchés au sein desquels la Société exerce ses activités. Les marchés mondiaux se heurtent actuellement à une incertitude économique accrue en raison des droits de douane et contre-mesures tarifaires adoptés par plusieurs pays. Cette situation pourrait entraîner une baisse des ventes de produits et de services de la Société financière IGM ou amener les investisseurs à demander le rachat de leurs placements. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la section « Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils » du présent rapport de gestion.

Pour gérer ce risque, la Société, comme l'ensemble de ses filiales en exploitation, communique avec la clientèle et insiste sur l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers du secteur Gestion de patrimoine et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 31 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs du présent rapport de gestion.

Tableau 31 : Taux de rachat en glissement sur douze mois pour les fonds à long terme

	31 déc. 2025	31 déc. 2024
Société financière IGM Inc.		
IG Gestion de patrimoine	10,7 %	12,6 %
Mackenzie	18,0 %	18,7 %

Établissement de la stratégie

Il s'agit du risque de ne pas parvenir à établir ou à atteindre les objectifs stratégiques appropriés, ce qui aurait une incidence sur le rendement de l'entreprise.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour nos actionnaires.

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses cinq comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement par deux sociétés en exploitation, soit IGWM Inc. (auparavant le Groupe Investors Inc.) et la Corporation Financière Mackenzie, qui sont chacune gérées par un président et chef de la direction. La Société a également une fonction de surveillance de l'exécution de la stratégie et un comité qui examine et approuve les analyses de rentabilité des initiatives stratégiques et qui surveille les progrès réalisés par rapport à nos priorités et à nos objectifs stratégiques.

Le président et chef de la direction, en collaboration avec le conseil d'administration, est chargé chaque année de dresser le plan stratégique de la Société, de l'examiner et de le mettre à jour. Le plan stratégique énonce les objectifs annuels et les objectifs à long terme de la Société à la lumière des possibilités et des risques qui pourraient se présenter et de manière à favoriser la croissance rentable soutenue de la Société et l'augmentation de la valeur de la participation de ses actionnaires à long terme. Il appartient au conseil d'approuver la stratégie commerciale globale de la Société. Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le conseil examine les risques à court, à moyen et à long terme qui sont inhérents au plan stratégique ainsi que les forces et les faiblesses éventuelles des tendances qui se dessinent et des possibilités qui se présentent et approuve les plans commerciaux, financiers et de gestion des capitaux annuels de la Société. La question de la stratégie est abordée à chaque réunion du conseil, y compris les progrès réalisés par rapport au plan stratégique et la mise en œuvre de celui-ci.

Risque lié à la concurrence

Produits et services offerts

Il s'agit du risque de faible rendement, de mauvaise qualité ou de diversité insuffisante des produits et

services, lequel pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

La Société financière IGM, y compris ses filiales et les investissements stratégiques, évolue dans un environnement hautement concurrentiel et livre concurrence à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et de clientes et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les rendements des placements, les produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

Nous fournissons aux conseillers du secteur Gestion de patrimoine, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

Nous nous efforçons d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le volume de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques et notre réputation. Une sous-performance marquée ou prolongée pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. Nous avons pour objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui nous donnent un avantage concurrentiel en diversifiant notre actif géré et nos gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions. Notre politique de gestion du risque des placements contient également des dispositions visant à réduire ce risque.

Relations d'affaires/relations avec la clientèle

Ce risque représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux relations avec la clientèle ou aux relations d'affaires importantes. Ces relations

concernent principalement la clientèle et les conseillers et conseillères d'IG Gestion de patrimoine, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires stratégiques et importants, la clientèle des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et sous-conseillères et les autres fournisseurs de produits.

Toutes les ventes de fonds d'investissement, les souscriptions d'assurance, ainsi que les souscriptions de prêts hypothécaires et bancaires d'IG Gestion de patrimoine sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine communiquent directement et régulièrement avec la clientèle, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers font l'objet d'une vive concurrence. Si IG Gestion de patrimoine perdait un grand nombre de conseillers ou de conseillères clés, elle pourrait perdre des clients ou des clientes, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives, ainsi que sur notre culture et notre capacité à attirer des conseillers et des conseillères clés. IG Gestion de patrimoine se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et de conseillères et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de sa clientèle.

La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers et les conseillères financières offrent à leur clientèle des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de

façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du secteur Gestion d'actifs » du présent rapport de gestion.

Risque lié aux faits nouveaux en matière de réglementation

Ce risque consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

Nous sommes exposés au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société, y compris dans les pays étrangers où la Société ou des entreprises dans lesquelles elle investit exercent des activités. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et de la clientèle. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal, l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

La Société surveille de près l'évolution de la réglementation, des directives et des communications.

Risque lié aux acquisitions

Ce risque se rapporte au risque que les objectifs visés ne soient pas atteints dans le cadre des acquisitions et des investissements stratégiques de la Société. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance

des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition et des investissements stratégiques de la Société repose sur le maintien de l'actif géré, de la clientèle et des employés clés de la société acquise.

Catastrophes naturelles ou causées par l'humain

Il s'agit du risque que se produisent des événements comme des tremblements de terre, des inondations, des incendies, des tornades, des pandémies ou des actes de terrorisme pouvant nuire à la performance financière de la Société.

Des événements catastrophiques peuvent causer une incertitude sur le plan économique, et influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière de planification financière. Cela pourrait avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et le volume de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société. La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue de la couverture d'assurance appropriée lorsqu'elle souhaite déterminer la protection adéquate nécessaire contre les pertes imprévues et lorsque la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

Risques environnementaux et sociaux

Il s'agit du risque de pertes financières ou d'autres incidences défavorables découlant de l'incapacité de la Société à gérer les enjeux environnementaux ou sociaux en évolution liés à nos activités d'exploitation, à nos activités d'investissement, au respect de nos engagements en matière de développement durable, ou à y répondre, et, de plus en plus, à la conformité à la réglementation. Nous reconnaissons que nos activités peuvent présenter des risques environnementaux et sociaux et que ces risques peuvent, sur différentes périodes, avoir des répercussions sur les parties prenantes dans l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement, y compris sur la clientèle, les entités émettrices et les fournisseurs. Les risques environnementaux et sociaux sont pris en compte dans notre cadre général de gestion du risque d'entreprise.

L'environnement réglementaire en matière de durabilité et de questions liées aux changements climatiques évolue rapidement. En décembre 2024, le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité (« CCNID ») a publié ses Normes canadiennes d'information sur la durabilité volontaires définitives, qui sont pour la plupart alignées sur celles du Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité

(International Sustainability Standards Board – ISSB).

En avril 2025, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont annoncé la suspension de leurs travaux visant l'élaboration d'obligations d'information liée au changement climatique, soulignant que la législation en valeurs mobilières exige déjà des émetteurs qu'ils fournissent de l'information sur les risques importants liés au climat. Nous continuons de surveiller ces faits nouveaux et d'adapter en conséquence nos pratiques en matière de gouvernance, de gestion des risques et de communication d'information.

Compte tenu de la diversité des points de vue de nos parties prenantes et de nos collectivités sur les questions environnementales et sociales, certaines personnes pourraient considérer nos actions ou nos inactions dans la gestion de ces questions de façon défavorable. Cela pourrait éventuellement accroître nos risques en matière environnementale et sociale.

Les risques environnementaux comprennent des enjeux tels que ceux liés aux changements climatiques, au déclin de la biodiversité, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'énergie, de l'eau et des autres ressources. Les risques sociaux comprennent des enjeux comme les violations des droits de la personne, des normes de travail inappropriées, une considération insuffisante pour l'inclusion et la réconciliation avec les peuples autochtones, ainsi que les répercussions sur la collectivité.

IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie ainsi que leurs sous-conseillers en placement sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PIR »). Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») à leurs processus de prise de décisions et de participation active en matière d'investissement. En outre, nos sociétés en exploitation ont mis en œuvre des politiques en matière d'investissement durable énonçant les pratiques de chaque société.

Chaque année, la Société financière IGM produit un rapport sur le développement durable, qui porte sur sa gestion et sa performance concernant la durabilité, ainsi qu'un rapport en tant que participante de longue date au CDP (auparavant le « Carbon Disclosure Project »). Ces deux rapports peuvent être consultés sur notre site Web. Les informations à fournir sont fondées sur des normes et des référentiels reconnus à l'échelle mondiale élaborés par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (« GIFCC »), le Sustainability Accounting Standards Board (« SASB ») et la Global Reporting Initiative (« GRI »), entre autres.

Gouvernance

Notre conseil d'administration est responsable de la surveillance des risques et des stratégies, ce qui comprend les enjeux liés au développement durable et au climat. Le conseil rencontre la direction au moins une fois par année afin de discuter des plans et des nouveaux enjeux relatifs aux facteurs ESG.

Par l'entremise de son comité d'examen des risques, le conseil est chargé de veiller à ce que les risques importants liés aux facteurs ESG et aux changements climatiques soient adéquatement déterminés, gérés et surveillés. Ses responsabilités consistent notamment à s'assurer que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques environnementaux et sociaux et de définir la tolérance au risque, à s'assurer que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques et à examiner régulièrement le processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

La responsabilité de la gestion continue des occasions et des risques environnementaux et sociaux revient essentiellement à la haute direction de chacune de nos sociétés en exploitation en ce qui a trait à leurs activités respectives. Le comité exécutif de gestion des risques de la Société, composé de membres de la haute direction, est chargé de la surveillance du processus de gestion des risques, y compris des risques environnementaux et sociaux. Le comité directeur du développement durable est chargé d'assurer la gouvernance centrale de la gestion en matière de durabilité dans l'ensemble d'IGM, notamment en ce qui a trait aux politiques et aux stratégies, aux objectifs et aux cibles, à l'évaluation des progrès accomplis et à l'examen des rapports et des informations à fournir au public. Notre chef de la gestion des risques supervise la mise en œuvre des programmes de développement durable et de gestion des risques de l'entreprise, en faisant rapport au président et chef de la direction. Le chef des services financiers est responsable de la présentation de l'information financière, y compris de la surveillance de toutes informations financières à fournir en lien avec la durabilité future.

D'autres comités de gestion et groupes de travail supervisent également la gouvernance liée aux questions environnementales et sociales dans l'ensemble de la Société.

Changements climatiques

Stratégie

Les occasions et risques liés au climat sont repérés et évalués au sein de la Société financière IGM au moyen de nos processus de planification des affaires, lesquels

définissent nos priorités, nos initiatives et nos budgets stratégiques.

Nous avons pour priorité de répondre à la demande croissante en matière d'investissement durable et de tirer parti des occasions d'investir dans la transition vers une économie sobre en carbone. De plus, par l'intermédiaire du centre d'excellence du développement durable de Mackenzie, nous continuons de mettre l'accent sur la sensibilisation et la communication auprès de la clientèle et des conseillers et conseillères au sujet des risques et des occasions liés à l'investissement durable et à la transition énergétique.

Par conséquent, la stratégie mise à jour portant sur la durabilité de la Société financière IGM présente l'action pour le climat comme l'une des trois grandes priorités. Par l'intermédiaire des activités de gestion d'actifs et de patrimoine de la Société financière IGM, cette stratégie vise à offrir à la clientèle des options d'investissement axées sur des solutions à long terme qui sont bonnes pour le climat afin de soutenir un avenir carboneutre.

Nos sociétés en exploitation participent à des groupes industriels qui soutiennent nos engagements en matière de climat en encourageant les sociétés à améliorer leur gouvernance en matière de changements climatiques, à réduire les émissions et à élargir les informations financières relatives aux changements climatiques.

À Placements Mackenzie, l'investissement durable constitue une priorité stratégique, et nous avons mis sur pied une équipe spécialisée au sein du centre d'excellence du développement durable de Mackenzie, laquelle sensibilise aux facteurs ESG importants et aux risques et occasions découlant des changements climatiques les groupes responsables de la gestion d'actifs. Afin de soutenir directement la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, Mackenzie a élargi sa gamme de fonds d'investissement au moyen de l'acquisition de Greenchip, une boutique de placement qui se concentre exclusivement sur les occasions créées par la transition énergétique, du lancement de l'équipe Betterworld en 2021, qui investit dans des actions de sociétés ayant une incidence positive sur la population et la planète, et de fonds de titres à revenu fixe accordant la priorité aux titres d'emprunt qui favorisent la durabilité et qui tiennent compte des facteurs ESG, y compris les obligations vertes.

Mackenzie a recours à divers outils pour évaluer les émissions et d'autres données liées aux changements climatiques en ce qui a trait aux sociétés dans lesquelles nous investissons, aux catégories d'actifs et aux portefeuilles.

IG Gestion de patrimoine a intégré les questions environnementales et climatiques à ses processus de sélection et de surveillance de sous-conseillers, ainsi qu'à sa stratégie de développement de produits. En 2021, IG Gestion de patrimoine a lancé ses Portefeuilles Action climat IG, une série de quatre solutions gérées diversifiées qui vise à offrir à la clientèle la possibilité d'appuyer la transition mondiale vers une économie sobre en carbone et de profiter des occasions qui en découlent.

Gestion des risques

Le risque climatique est pris en compte dans les risques stratégiques et d'entreprise, mais nous reconnaissons la relation entre le risque climatique et les autres risques.

Nos risques liés au climat tiennent principalement aux risques physiques et de transition susceptibles de peser sur le rendement des placements de notre clientèle, et ainsi donner lieu à une baisse des honoraires; de nuire à notre réputation; de créer des risques de marché découlant des changements de la demande à l'égard des produits; ou d'entraîner de nouvelles exigences réglementaires, juridiques ou liées à la présentation de l'information qui peuvent avoir une incidence sur nos activités. La diversification des portefeuilles aide à gérer l'exposition aux régions ou aux secteurs touchés par les changements climatiques. Nous sommes également exposés aux risques physiques, comme l'incidence des phénomènes météorologiques extrêmes sur nos biens et sur les évaluations des immeubles de placement et des prêts hypothécaires de la clientèle, ce qui pourrait peser sur le rendement financier et sur la capacité d'utiliser ces éléments d'actif à long terme si une approche proactive n'est pas adoptée à cet égard.

Nous fournissons des données et des outils à nos équipes d'investissement pour effectuer des analyses climatiques à l'aide de données actuelles et prospectives et nous intégrons les risques importants liés au climat dans nos processus de placement et de supervision pour les sous-conseillers en gestion des placements. Dans le cadre du processus d'embauche et de l'évaluation continue des sous-conseillers, nos équipes demandent de l'information sur la façon dont les facteurs ESG, y compris les risques et les occasions liés au climat, sont déterminés, sur les processus et les outils utilisés, ainsi que sur la façon dont la stratégie et la gouvernance sont influencées. Parallèlement à l'élaboration de notre information financière relative aux changements climatiques, nous allouons plus de ressources aux secteurs tels que la formation, les analyses, les paramètres, l'établissement de cibles, la planification stratégique et le travail collaboratif avec des organisations.

À Placements Mackenzie, chacune des boutiques de placement est responsable de déterminer l'importance

des risques physiques et des risques liés à la transition et de définir à quel moment et de quelle manière ceux-ci doivent être intégrés dans son processus de placement. Nous avons mis l'accent sur l'élaboration de ressources et d'outils afin d'évaluer les risques et les occasions liés aux changements climatiques pour nos portefeuilles de titres de capitaux propres gérés par Mackenzie. Grâce à ces outils, nous pouvons évaluer le lien entre les données historiques sur les émissions de gaz à effet de serre et les températures du portefeuille afin de repérer les émetteurs les plus importants et d'orienter les activités d'engagement auprès des sociétés qui font face à des risques liés à la transition. À IG Gestion de patrimoine, la direction évalue les pratiques d'investissement durable des sous-conseillers en gestion des placements, y compris l'intégration des risques liés au climat dans leurs pratiques d'investissement et de participation active.

La mobilisation au sein de Mackenzie prend plusieurs formes : discussions directes entre les gestionnaires de portefeuille et les sociétés et les émetteurs, engagements à l'échelle de l'entreprise, collaboration à des initiatives avec d'autres sociétés d'investissement pour faire entendre notre voix et exercer, ensemble, une plus grande influence. IG Gestion de patrimoine surveille les pratiques des sous-conseillers dans le cadre d'un contrôle et d'une surveillance réguliers.

Placements Mackenzie est un membre fondateur d'Engagement climatique Canada et participe au Réseau des investisseurs sur le risque climatique (« CERES »). Mackenzie et IG Gestion de patrimoine adhèrent à Action Climat 100+ et sont devenues des signataires fondateurs de la Déclaration des investisseurs canadiens sur les changements climatiques.

Mesures et cibles

Nous établissons, assurons le suivi et présentons chaque année des mesures et des objectifs liés aux changements climatiques dans notre réponse fournie au CDP, dans notre rapport sur le développement durable d'IGM et dans notre rapport sur l'investissement durable de Placements Mackenzie, disponibles sur nos sites Web. À Mackenzie, chacune des boutiques de placement est responsable de l'intégration des facteurs ESG importants dans son processus de placement, y compris la détermination des émissions de GES appropriées et d'autres mesures pour évaluer les risques et les occasions liés au climat dans les stratégies de placement. Les équipes ont accès aux outils et aux mesures de données ESG pour appuyer leur évaluation.

Actuellement, nous signalons les émissions de GES du champ d'application 1, du champ d'application 2 et certaines émissions du champ d'application 3, dont une

partie des émissions découlant de nos investissements et l'intensité carbonique moyenne pondérée. Nous continuons d'améliorer la mesure et la communication de nos émissions, à mesure que les outils se perfectionnent

et que les données se précisent. Les informations communiquées peuvent être assujetties à l'incertitude relative aux estimations et sont susceptibles de changer à mesure que les méthodes et les données évoluent.

Le cadre des services financiers

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 7,5 billions de dollars au 31 décembre 2024. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 62 % (4,7 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 2,8 billions de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 50 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société financière IGM, et son modèle d'entreprise a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec la clientèle à définir et à réaliser ses objectifs financiers. Diverses études démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. Nous faisons activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 36 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 2,7 billions de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2024, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 71 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement d'un montant de 217 G\$ au 31 décembre 2025, la Société financière IGM

fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. Nous sommes d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils offrent les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises liées représentait 48 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 31 décembre 2025.

Le secteur canadien des fonds communs de placement continue d'être très concentré, les 10 principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 73 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 73 % du total de l'actif géré

des fonds communs de placement au 31 décembre 2025. Nous prévoyons que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

Nous sommes d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter;
- l'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique;
- l'importance réitérée du rôle du conseiller financier;
- les politiques publiques quant à l'épargne-retraite;
- les changements au cadre réglementaire;
- l'environnement hautement concurrentiel;
- l'évolution et les changements de la technologie.

Environnement concurrentiel

Le secteur Gestion de patrimoine de la Société financière IGM est en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail du secteur des services-conseils, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Son secteur Gestion d'actifs est en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements en ce qui a trait à l'actif géré, et nos produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des clients et des clientes.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences de la clientèle pourraient influencer sur les caractéristiques de nos gammes de produits et services, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. Nous assurons un suivi continu, participons aux discussions sur les politiques et adaptons notre offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace et responsable de ses activités et une valeur à long terme pour sa clientèle et ses actionnaires. Nous travaillons notamment à la modernisation de nos plateformes numériques et de notre infrastructure technologique afin d'améliorer

l'exécution de nos activités, de réaliser des gains d'efficacité et de bonifier le service à notre clientèle. Nous sommes d'avis que la Société financière IGM est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions de croissance à venir.

Nous disposons de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- une distribution vaste et diversifiée, axée sur une planification financière exhaustive, par l'entremise de plus de 35 000 conseillers financiers;
- une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers;
- des relations durables avec sa clientèle, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales;
- les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation.

Une distribution vaste et diversifiée

En plus de détenir l'une des principales organisations de planification financière canadiennes, IG Gestion de patrimoine, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des entités manufacturières et de distribution à l'échelle mondiale afin d'offrir des services de gestion de placements.

Une vaste gamme de produits

Nos filiales continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour la clientèle.

Des relations durables avec la clientèle

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers et conseillères ont tissées avec la clientèle. De plus, nos filiales peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

L'appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation

À titre de membre du groupe de sociétés de Power Corporation, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

Estimations et méthodes comptables critiques

Sommaire des estimations comptables critiques

Pour rédiger des états financiers conformément aux normes IFRS, la direction doit exercer son jugement lors de l'application de méthodes comptables, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés et les notes annexes. En appliquant ces méthodes, la direction porte des jugements subjectifs et complexes qui nécessitent souvent des estimations à l'égard de questions essentiellement incertaines. Bon nombre de ces méthodes sont courantes dans le secteur des services financiers, tandis que d'autres sont propres aux activités et aux secteurs opérationnels de la Société financière IGM. Les principales méthodes comptables de la Société financière IGM sont décrites en détail à la note 2 des états financiers consolidés.

Les estimations comptables critiques concernent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill et les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente inscrites à l'actif, les provisions et les avantages du personnel.

Les principales estimations comptables critiques sont résumées ci-après :

- *Juste valeur des instruments financiers* – Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des dépôts et des certificats, des obligations à l'égard d'entités de titrisation et de la dette à long terme, qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des instruments financiers négociés sur le marché est déterminée au moyen des cours de marché. Lorsque les cours de marché ne sont pas disponibles, la juste valeur des instruments financiers, y compris les investissements d'entreprise et les dérivés relatifs aux prêts titrisés de la Société, est déterminée au moyen de divers modèles d'évaluation, qui maximisent l'utilisation des données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par les modèles d'évaluation sont examinées sur une base continue. Les modifications apportées à ces hypothèses ou aux méthodes d'évaluation pourraient donner lieu à des changements importants sur le plan du bénéfice net.
- *Goodwill et immobilisations incorporelles* – Le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont présentés à la note 12 des états financiers consolidés. La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations

incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable, des démarches d'évaluation sont utilisées. Celles-ci comprennent l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application aux paramètres financiers et opérationnels de multiples de capitalisation fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, des taux d'actualisation, ainsi que des multiples de capitalisation.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en fonction des données financières au 1^{er} avril 2025 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de perte de valeur.

- *Impôt sur le résultat* – La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction du traitement fiscal prévu des transactions comptabilisées dans les états consolidés du résultat net. L'établissement de la charge d'impôt sur le résultat nécessite une interprétation de la législation fiscale dans un certain nombre de territoires. La planification fiscale peut permettre à la Société d'enregistrer un impôt sur le résultat moins élevé dans l'exercice considéré, et l'impôt sur le résultat des exercices antérieurs peut être ajusté dans l'exercice considéré afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance de ses provisions. Tout avantage fiscal s'y rapportant et tout changement

des meilleures estimations de la direction sont reflétés dans la charge d'impôt. La constatation des actifs d'impôt différé s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le résultat futur suffira pour réaliser l'avantage futur. Le montant des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisé repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la réalisation de l'actif ou du passif. Si l'interprétation de la législation fiscale de la Société diffère de celle des autorités fiscales ou que la reprise n'a pas lieu au moment prévu, la charge d'impôt sur le résultat pourrait augmenter ou diminuer au cours de périodes futures. Pour de plus amples renseignements sur l'impôt sur le résultat, se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion et à la note 16 des états financiers consolidés.

- *Commissions de vente inscrites à l'actif* – Les commissions versées directement par le client, calculées à partir des nouveaux actifs versés dans les comptes de la clientèle d'IG Gestion de patrimoine, sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente inscrites à l'actif à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société, entre autres, effectue le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente inscrites à l'actif par rapport à sa valeur comptable. Au 31 décembre 2025, les commissions de vente inscrites à l'actif ne montraient aucun signe de dépréciation.
- *Provisions* – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, une estimation unique, la moyenne pondérée de tous les résultats possibles et la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles sont considérées. Un changement important dans l'évaluation de la probabilité ou de la meilleure estimation pourrait donner lieu à des ajustements supplémentaires du bénéfice net.
- *Avantages du personnel* – La Société offre des régimes d'avantages à son personnel, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSD ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages

complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles. Le régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. La date d'évaluation des actifs du régime de retraite à prestations définies de la Société et des obligations au titre des prestations constituées pour tous les régimes de retraite à prestations définies est le 31 décembre. En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de l'actif ou du passif au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux de rendement des actifs, les niveaux et les types d'avantages offerts, les taux tendancielles en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une note AA. Toutes les autres hypothèses sont formulées par la direction et examinées par des actuaires indépendants qui calculent les charges de retraite, les autres charges au titre des prestations constituées futures et obligations au titre des prestations constituées futures. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles donnera lieu à un écart actuariel, ainsi qu'à des modifications à la charge au titre des avantages. La Société constate les écarts actuariels de tous ses régimes de retraite à prestations définies dans les autres éléments du résultat global.

Les taux d'actualisation ont augmenté depuis le 31 décembre 2024. Le taux d'actualisation du RRE de la Société au 31 décembre 2025 s'établissait à 5,00 %, comparativement à 4,75 % au 31 décembre 2024. L'actif des régimes de retraite a augmenté pour s'établir à 609,6 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 593,7 M\$ au 31 décembre 2024, en raison de l'appréciation du marché. Le total de l'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies a diminué pour s'établir à 470,5 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 476,2 M\$ au 31 décembre 2024. Le régime de retraite à prestations définies affichait, avant la prise en compte du plafond de l'actif, un actif au titre des prestations constituées de 139,0 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à un actif au titre des prestations constituées de 117,4 M\$ au 31 décembre 2024. L'interprétation IFRIC 14 de l'International Financial Reporting Interpretation Committee, intitulée *Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction*, stipule

que lorsqu'un régime à prestations définies est en position d'actif net, l'entité doit limiter l'actif au titre des prestations définies à l'avantage économique futur obtenu sous forme de diminutions des cotisations futures (plafond de l'actif). En raison des dispositions d'IFRIC 14, la Société a dû limiter à 97,4 M\$ le montant comptabilisé de l'actif au titre des prestations constituées aux termes de son régime de retraite à prestations définies, ce qui a donné lieu à un actif au titre des prestations constituées non comptabilisé de 41,6 M\$. Les écarts actuariels comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global, y compris au titre du régime de retraite à prestations définies, du RRSD et du régime d'avantages postérieurs à l'emploi, ont représenté des pertes de 15,4 M\$ (11,3 M\$ après impôt) pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation utilisé en 2025 entraînerait une variation de 18,3 M\$ de l'obligation au titre des prestations constituées, de 16,5 M\$ des autres éléments du résultat global et de 1,8 M\$ au titre de la charge de retraite. Des renseignements additionnels concernant la

comptabilisation par la Société du régime de retraite et des avantages complémentaires de retraite et des sensibilités connexes sont présentés aux notes 2 et 15 des états financiers consolidés.

Changements de méthodes comptables

La Société financière IGM n'a effectué aucun changement de méthodes comptables en 2025.

Modifications comptables futures

La Société assure un suivi constant des modifications proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux normes IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société ont été conçus pour fournir une assurance raisonnable a) que l'information importante relative à la Société est communiquée au président et chef de la direction ainsi qu'au chef des services financiers par d'autres personnes, particulièrement pour la période au cours de laquelle les déclarations annuelles sont préparées et b) que l'information devant être présentée par la Société dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires ou dans d'autres rapports déposés ou présentés par celle-ci en vertu de la législation sur les valeurs mobilières est constatée, traitée, résumée et présentée

dans les périodes de temps précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

La direction de la Société, sous la supervision du président et chef de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2025, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société sont efficaces.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux normes IFRS. La direction de la Société est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière approprié.

Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites intrinsèques et pourraient devenir inadéquats par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

La direction de la Société, sous la supervision du président et chef de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société suivant les critères de l'Internal Control – Integrated

Framework (le cadre COSO de 2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. La Société a adopté progressivement le cadre COSO de 2013 au cours de 2014. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2025, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est efficace pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux normes IFRS.

Compte non tenu de ce qui précède, au cours du quatrième trimestre de 2025, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

Transactions entre parties liées

La Société financière IGM conclut des opérations avec la Canada Vie, qui est une filiale de sa société liée, Lifeco qui, elle, est une filiale de Power. Les transactions suivantes ont lieu dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la juste valeur :

- En 2025 et en 2024, la Société a fourni certains services administratifs à la Canada Vie et a reçu de cette même partie certains services administratifs, ce qui a permis aux deux organisations de profiter d'économies d'échelle et de domaines d'expertise.
- La Société distribue des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Canada Vie et a reçu un montant de 60,8 M\$ (2024 – 60,4 M\$) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 63,2 M\$ (2024 – 62,0 M\$) et a versé un montant de 5,9 M\$ (2024 – 5,3 M\$) à la Canada Vie et à certaines filiales en contrepartie de services de sous-conseiller pour certains fonds d'investissement.

Après avoir obtenu une décision anticipée en matière d'impôt sur le résultat en 2024, la Société a conclu une transaction de consolidation de pertes fiscales avec une filiale de Power, aux termes de laquelle les actions d'une société liée ayant généré des pertes fiscales ont été

acquises le 20 décembre 2024. La Société a comptabilisé l'avantage découlant des pertes fiscales réalisées au quatrième trimestre de 2024.

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 9 et 27 des états financiers consolidés de la Société.

Données liées aux actions en circulation

Au 31 décembre 2025, il y avait 235 137 873 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 31 décembre 2025, il y avait 5 427 636 options sur actions en circulation; de ce nombre, 2 654 864 pouvaient être exercées. Au 31 janvier 2026, il y avait 234 245 364 actions ordinaires en circulation et 5 334 445 options sur actions en circulation, dont 2 561 673 pouvaient être exercées.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedarplus.ca.

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière	101
Rapport de l'auditeur indépendant	102
États consolidés du résultat net	105
États consolidés du résultat global	106
Bilans consolidés	107
États consolidés des variations des capitaux propres	108
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	109
Notes annexes	
Note 1. Information sur la Société	110
Note 2. Sommaire des méthodes comptables significatives	110
Note 3. Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	116
Note 4. Charges	117
Note 5. Autres investissements	117
Note 6. Prêts	118
Note 7. Titrisations	118
Note 8. Autres actifs	119
Note 9. Participation dans des entreprises associées	120
Note 10. Immobilisations	122
Note 11. Commissions de vente inscrites à l'actif	123
Note 12. Goodwill et immobilisations incorporelles	123
Note 13. Dépôts de clients	124
Note 14. Autres passifs	124
Note 15. Avantages du personnel	125
Note 16. Impôt sur le résultat	129
Note 17. Dette à long terme	131
Note 18. Capital social	131
Note 19. Gestion du capital	132
Note 20. Paiements fondés sur des actions	133
Note 21. Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	135
Note 22. Gestion des risques	135
Note 23. Instruments financiers dérivés	139
Note 24. Juste valeur des instruments financiers	140
Note 25. Bénéfice par action ordinaire	143
Note 26. Passifs éventuels et garanties	143
Note 27. Transactions entre parties liées	144
Note 28. Information sectorielle	145

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés de la Société financière IGM Inc. ont été préparés par la direction, qui doit s'assurer de l'intégrité, de l'objectivité et de la fiabilité de l'information présentée. La direction est donc tenue de choisir des principes comptables appropriés, de porter des jugements et d'établir des estimations. Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board. L'information financière présentée dans les autres sections de ce rapport annuel est conforme à celle qui est présentée dans les états financiers consolidés pour les périodes correspondantes.

La direction de la Société s'est dotée de systèmes de contrôles internes et d'autres procédés à l'appui en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que la totalité de l'actif sous le contrôle de la Société est convenablement préservée. Ces contrôles et procédés à l'appui comprennent l'établissement de normes de qualité touchant l'embauche et la formation des employés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une définition précise des responsabilités et des exigences de rendement, et la communication aux employés des politiques et des directives de l'entreprise. Les contrôles internes font également l'objet de révisions et d'évaluations approfondies menées par l'auditeur interne et sont également soumis à l'examen minutieux de l'auditeur externe.

La responsabilité ultime des états financiers consolidés incombe au conseil d'administration, qui s'en acquitte avec l'aide d'un comité d'audit formé uniquement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit revoit les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il étudie également les recommandations de l'auditeur interne et de l'auditeur externe en vue d'améliorer les contrôles internes et s'assure que la direction donne suite à ces recommandations. Dans l'exercice de ses fonctions, le comité d'audit rencontre régulièrement la direction, l'auditeur interne et de l'auditeur externe afin de fixer la portée et le calendrier de leurs audits respectifs, d'étudier leurs conclusions et de s'assurer qu'ils se sont bien acquittés de leurs tâches.

Les présents états financiers consolidés de la Société ont été audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., auditeur indépendant nommé par les actionnaires, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada; par suite de cet audit, l'auditeur a formulé son opinion dans le rapport de l'auditeur indépendant. L'auditeur externe peut à son gré rencontrer le comité d'audit afin de discuter de ses conclusions.



James O'Sullivan
Le président et
chef de la direction



Keith Potter
Le vice-président exécutif et
chef des services financiers

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de la Société financière IGM Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société financière IGM Inc. (la « Société »), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2025 et 2024, et les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2025 et 2024, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Question clé de l'audit

Une question clé de l'audit est une question qui, selon notre jugement professionnel, a été des plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Cette question a été traitée dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur cette question.

Autres investissements – Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») (se reporter aux notes 2, 5 et 24 des états financiers)

Description de la question clé de l'audit

Le solde des autres investissements de la Société comprend un placement en titres de capitaux propres dans Wealthsimple, qui est comptabilisé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Au cours de l'exercice, la Société a participé à un placement initial par Wealthsimple de titres de capitaux propres (le « placement initial »), ainsi qu'à un placement secondaire auquel ont pris part des tiers investisseurs (le « placement secondaire »). Étant donné que Wealthsimple est une société fermée, la direction doit faire preuve d'un degré élevé de jugement pour déterminer la juste valeur de l'investissement. À cette fin, la direction a tenu compte d'une approche par le marché fondée sur des paramètres d'évaluation observables, incluant les multiples des produits, et de l'analyse des flux de trésorerie actualisés.

La direction a dû porter des jugements importants pour déterminer les démarches d'évaluation les plus appropriées et les données d'entrées utilisées pour chacune d'entre elles, y compris les multiples des produits connexes à appliquer dans le cadre de l'approche par le marché. L'audit de la juste valeur de Wealthsimple a exigé un degré élevé de jugement de la part de l'auditeur, ce qui a donné lieu à un travail d'audit plus étendu, dont le recours à des spécialistes en juste valeur.

Façon dont la question clé de l'audit a été traitée dans le cadre de l'audit

Avec l'aide de spécialistes en juste valeur, nos procédures d'audit relatives à la juste valeur de Wealthsimple comprenaient, entre autres, les éléments suivants :

- Nous avons évalué le caractère approprié des approches liées à la juste valeur et avons élaboré des estimations de la juste valeur indépendantes dans le cadre d'une approche par le marché indépendante, en analysant les transactions du placement initial et du placement secondaire auprès de tierces parties et les multiples des produits de sociétés ouvertes comparables en fonction des données sur les produits fournies à la Société par Wealthsimple.
- Nous avons évalué les transactions du placement initial et du placement secondaire auprès de tierces parties afin de déterminer si l'estimation de leur juste valeur aux dates de transaction était appropriée.
- Nous avons évalué l'information interne et externe pertinente, y compris les données sur le secteur, ainsi que le caractère raisonnable des données non observables dans les cas où ces données étaient plus subjectives.
- Nous avons comparé l'estimation de la juste valeur indépendante à l'estimation de la juste valeur établie par la direction.
- Nous avons effectué une évaluation rétrospective indépendante et avons analysé la performance financière de Wealthsimple au moyen de données sur les produits fournies à la Société par Wealthsimple afin de déterminer l'incidence sur la détermination de la juste valeur.
- Nous avons évalué les autres informations disponibles et avons examiné si ces informations étayaient ou contredisaient les conclusions de la Société.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'IASB, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées

comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités de la Société pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Robert Rourke.

/s/ Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Winnipeg (Manitoba)
Le 12 février 2026

États consolidés du résultat net

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2025	2024
Produits		
Gestion de patrimoine (note 3)	2 717 423 \$	2 436 102 \$
Gestion d'actifs	1 061 079	1 002 682
Charge de rémunération des courtiers	(341 872)	(329 168)
Gestion d'actifs – produits nets (note 3)	719 207	673 514
Produits tirés des placements nets et autres produits	42 333	53 041
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées (note 9)	44 578	–
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 9)	264 182	212 777
	3 787 723	3 375 434
Charges (note 4)		
Services-conseils et croissance des affaires	1 252 475	1 120 730
Activités et services de soutien	873 433	837 656
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	91 737	78 059
Charges d'intérêts (note 17)	129 170	129 379
	2 346 815	2 165 824
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 440 908	1 209 610
Impôt sur le résultat (note 16)	333 906	272 171
Bénéfice net	1 107 002	937 439
Participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	(6 033)	(3 925)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 100 969 \$	933 514 \$
Bénéfice par action (en \$) (note 25)		
– De base	4,66 \$	3,93 \$
– Dilué	4,64 \$	3,93 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

États consolidés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2025	2024
Bénéfice net	1 107 002 \$	937 439 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt		
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 5), déduction faite de l'impôt de (130 092) \$ et de (80 662) \$	841 074	523 303
Avantages du personnel		
Gains actuariels (pertes actuarielles) nets, déduction faite de l'impôt de 4 136 \$ et de (17 661) \$	(11 275)	48 070
Participation dans des entreprises associées – avantages du personnel et autres		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt de néant	2 534	3 229
Éléments qui pourraient être reclassés subséquemment en résultat net		
Participation dans des entreprises associées et autres		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt de (1 723) \$ et de (9 448) \$	(20 999)	179 127
	811 334	753 729
Total du bénéfice global	1 918 336	1 691 168
Participation ne donnant pas le contrôle	(6 033)	(3 925)
Total du bénéfice global attribuable aux actionnaires ordinaires	1 912 303 \$	1 687 243 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Bilans consolidés

(en milliers de dollars canadiens)

Aux 31 décembre	2025	2024
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 274 211 \$	910 278 \$
Autres investissements (note 5)	2 522 120	1 468 457
Fonds de clients déposés	4 316 736	3 723 661
Débiteurs et autres montants à recevoir	292 050	268 413
Impôt sur le résultat à recouvrer	13 396	1 281
Prêts (note 6)	5 262 064	5 462 405
Instruments financiers dérivés (note 23)	69 961	36 022
Autres actifs (note 8)	183 478	187 139
Participation dans des entreprises associées (note 9)	3 753 535	3 979 744
Immobilisations (note 10)	343 753	309 119
Commissions de vente inscrites à l'actif (note 11)	440 784	418 996
Impôt sur le résultat différé (note 16)	2 206	3 486
Immobilisations incorporelles (note 12)	1 290 685	1 277 200
Goodwill (note 12)	2 636 771	2 636 771
Total de l'actif	22 401 750 \$	20 682 972 \$
Passif		
Créditeurs et charges à payer	570 358 \$	492 326 \$
Impôt sur le résultat à payer	29 123	33 464
Instruments financiers dérivés (note 23)	15 150	25 721
Dépôts de clients (note 13)	4 299 128	3 702 514
Autres passifs (note 14)	355 460	409 524
Obligations à l'égard d'entités de titrisation (note 7)	4 815 312	5 024 916
Obligations locatives	165 210	160 804
Impôt sur le résultat différé (note 16)	713 725	563 297
Dettes à long terme (note 17)	2 400 000	2 400 000
Total du passif	13 363 466	12 812 566
Capitaux propres		
Capital social (note 18)		
Actions ordinaires	1 867 055	1 785 233
Surplus d'apport	50 718	54 589
Bénéfices non distribués	5 166 596	4 890 896
Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 21)	1 859 958	1 070 057
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	8 944 327	7 800 775
Participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	93 957	69 631
Total des capitaux propres	9 038 284	7 870 406
Total du passif et des capitaux propres	22 401 750 \$	20 682 972 \$

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration et l'autorisation de publication a été donnée le 12 février 2026.



James O'Sullivan
Administrateur

(Se reporter aux notes annexes.)



John McCallum
Administrateur

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital social – Actions ordinaires (note 18)	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 21)	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
2025						
Solde au début	1 785 233 \$	54 589 \$	4 890 896 \$	1 070 057 \$	69 631 \$	7 870 406 \$
Bénéfice net	–	–	1 100 969	–	6 033	1 107 002
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	–	–	–	811 334	–	811 334
Total du bénéfice global (de la perte globale)	–	–	1 100 969	811 334	6 033	1 918 336
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	127 176	–	–	–	–	127 176
Rachetées aux fins d'annulation	(45 354)	–	–	–	–	(45 354)
Options sur actions						
Charge de la période	–	3 597	–	–	–	3 597
Exercées	–	(7 468)	–	–	–	(7 468)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	(531 463)	–	–	(531 463)
Dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	(1 750)	(1 750)
Augmentation de la participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	–	–	–	–	20 043	20 043
Cession d'une participation dans une entreprise associée	–	–	2 357	(2 357)	–	–
Sortie d'éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	–	19 076	(19 076)	–	–
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres	–	–	(315 239)	–	–	(315 239)
Solde à la fin	1 867 055 \$	50 718 \$	5 166 596 \$	1 859 958 \$	93 957 \$	9 038 284 \$
2024						
Solde au début	1 690 626 \$	57 926 \$	4 595 620 \$	316 290 \$	59 946 \$	6 720 408 \$
Bénéfice net	–	–	933 514	–	3 925	937 439
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	–	–	–	753 729	–	753 729
Total du bénéfice global (de la perte globale)	–	–	933 514	753 729	3 925	1 691 168
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	116 857	–	–	–	–	116 857
Rachetées aux fins d'annulation	(22 250)	–	–	–	–	(22 250)
Options sur actions						
Charge de la période	–	3 364	–	–	–	3 364
Exercées	–	(6 701)	–	–	–	(6 701)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	(533 875)	–	–	(533 875)
Dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	(2 240)	(2 240)
Augmentation de la participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	–	–	–	–	8 000	8 000
Sortie d'éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	–	(38)	38	–	–
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres	–	–	(104 325)	–	–	(104 325)
Solde à la fin	1 785 233 \$	54 589 \$	4 890 896 \$	1 070 057 \$	69 631 \$	7 870 406 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre

	2025	2024
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 440 908 \$	1 209 610 \$
Impôt sur le résultat payé	(317 018)	(194 228)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation		
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	114 852	105 452
Commissions de vente inscrites à l'actif versées	(128 272)	(129 712)
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	98 062	92 675
Quote-part du résultat des entreprises associées, déduction faite des dividendes reçus	(135 415)	(82 805)
Régime de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	4 825	10 057
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées	(44 578)	–
Variation des actifs et passifs d'exploitation et autres	13 049	109 612
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant les versements liés à la provision au titre de la restructuration	1 046 413	1 120 661
Versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration	(11 422)	(28 318)
	1 034 991	1 092 343
Activités de financement		
Diminution nette des certificats de clients	–	(1 408)
Augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation	1 442 868	1 591 756
Remboursement des obligations à l'égard d'entités de titrisation et autres	(1 684 294)	(1 271 867)
Remboursements d'obligations locatives	(23 608)	(25 061)
Émission d'actions ordinaires	119 707	110 156
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(293 806)	(122 476)
Dividendes sur actions ordinaires versés	(532 920)	(534 028)
	(972 053)	(252 928)
Activités d'investissement		
Achat d'autres investissements	(234 037)	(99 430)
Produit de la vente d'autres investissements	146 818	108 506
Augmentation des prêts	(1 974 818)	(1 582 255)
Remboursement des prêts et autres	2 178 345	1 218 063
Entrées d'immobilisations, montant net	(49 054)	(31 281)
Trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles et autres	(70 938)	(87 373)
Investissement dans Northleaf Capital Group Ltd. (note 9)	(112 174)	–
Produit du remboursement de capital et de la vente partielle de participations dans des entreprises associées	416 853	–
	300 995	(473 770)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	363 933	365 645
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	910 278	544 633
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 274 211 \$	910 278 \$
Trésorerie	676 709 \$	544 990 \$
Équivalents de trésorerie	597 502	365 288
	1 274 211 \$	910 278 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts et dividendes reçus	361 081 \$	350 946 \$
Intérêts versés	310 281 \$	303 470 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

États financiers consolidés

Aux 31 décembre 2025 et 2024 (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

Note 1. Information sur la Société

La Société financière IGM Inc. (la « Société ») est une société cotée en bourse (TSX : IGM), constituée en société par actions et établie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est la suivante : 447, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) Canada. La Société est sous le contrôle de Power Corporation du Canada (« Power »).

La Société financière IGM Inc. est une société de gestion d'actifs et de patrimoine qui répond aux besoins financiers des Canadiens par l'intermédiaire de ses principales filiales, qui exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers. IGWM Inc. (auparavant le Groupe Investors Inc.) et la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie ») sont les principales filiales entièrement détenues de la Société.

Note 2. Sommaire des méthodes comptables significatives

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). À moins d'avis contraire, les méthodes décrites ci-dessous ont été appliquées de manière cohérente à toutes les périodes présentées.

Utilisation du jugement, d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en vertu des normes IFRS exige de la direction qu'elle exerce son jugement lors de l'application des méthodes comptables et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés. Les principaux secteurs pour lesquels la direction a dû exercer son jugement comprennent l'établissement des actifs financiers qui doivent être décomptabilisés, l'évaluation du classement approprié pour les instruments financiers, y compris ceux classés à la juste valeur par le biais du résultat net, et l'établissement de l'existence d'une influence notable pour ce qui est de la participation de la Société dans des entreprises associées. Les composantes clés de ces états financiers nécessitant de la direction qu'elle fasse des estimations comprennent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill, les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente inscrites à l'actif, les provisions et les avantages du personnel. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Pour plus de détails sur les jugements et les estimations, se reporter au reste de la note 2 et aux notes 5, 7, 9, 11, 12, 14, 15, 16 et 24.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Société et de toutes les filiales sur une base consolidée, après élimination des opérations et des soldes intersociétés. Les filiales sont des entités que la Société contrôle lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Les participations de la Société dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), dans China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC »), dans Rockefeller Capital Management (« Rockefeller ») et dans Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf ») sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations ont initialement été inscrites au coût, et les valeurs comptables sont augmentées ou réduites afin de constater la quote-part revenant à la Société du bénéfice global (de la perte globale) des participations et les dividendes reçus depuis la date d'acquisition.

Comptabilisation des produits

Les produits du secteur Gestion de patrimoine sont gagnés dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Les produits tirés des honoraires de conseils financiers, ainsi que des honoraires de gestion de placement et des honoraires d'administration connexes, sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement ou d'autres actifs sous services-conseils

et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus. Les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance sont également comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement, tandis que les honoraires de distribution liés aux opérations sur fonds d'investissement et sur titres sont comptabilisés à la date de transaction.

Les produits du secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement et des autres actifs gérés et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus.

Instruments financiers

Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et sont ultérieurement classés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti en fonction de l'évaluation par la Société du modèle économique au moyen duquel l'actif financier est géré et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Un actif financier est évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique qui repose sur la détention d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie contractuels, et que ces flux de trésorerie sont composés uniquement de remboursements de principal et de versements d'intérêts. Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si sa détention s'inscrit dans un modèle économique qui repose à la fois sur la perception de flux de trésorerie contractuels et sur la vente d'actifs, ou s'il fait l'objet d'une désignation irrévocable en ce sens, dans le cas d'instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction. Tous les autres actifs financiers sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Un actif financier qui serait autrement évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global peut être désigné irrévocablement comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si cela permet d'éliminer ou de réduire considérablement une non-concordance comptable.

Les actifs financiers peuvent uniquement être reclassés lorsqu'il y a eu un changement au modèle économique au moyen duquel ils sont gérés. Ces reclassements sont appliqués de façon prospective.

Les passifs financiers sont classés soit comme évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, auquel cas ils sont comptabilisés à la juste valeur.

Les profits et les pertes latents sur les actifs financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que les montants des autres éléments du résultat global, incluant les profits et les pertes de change latents sur conversion liés à la participation de la Société dans ses entreprises associées, sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global, déduction faite de l'impôt. Le cumul des autres éléments du résultat global fait partie des capitaux propres.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements temporaires composés de placements hautement liquides échéant à court terme. Les produits d'intérêts sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les états consolidés du résultat net.

Autres investissements

Les autres investissements, qui sont comptabilisés à la date de transaction, sont classés soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

La Société a choisi de classer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global certains placements en titres de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les profits et les pertes latents sur ces investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et transférés directement dans les bénéfices non distribués lorsqu'ils sont réalisés sans être comptabilisés par le biais du résultat net. Les dividendes déclarés sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Les investissements à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus à des fins de transaction et comprennent les placements à revenu fixe, les placements en titres de capitaux propres et les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes réalisés et latents, les dividendes déclarés ainsi que les produits d'intérêts sur ces investissements sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Prêts

Les prêts sont classés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit au coût amorti, en fonction de l'évaluation réalisée par la Société du modèle économique au moyen duquel le prêt est géré. Les produits tirés des activités de prêts hypothécaires sont inclus au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

Les variations de la juste valeur des prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisées au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net. Les prêts évalués au coût amorti sont comptabilisés déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au moyen du taux d'intérêt effectif pour tous les prêts et sont comptabilisés au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

La Société applique une approche de dépréciation en trois étapes afin d'évaluer les pertes de crédit attendues sur des prêts : 1) au moment de leur montage, une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir est établie; 2) les pertes de crédit attendues pour toute leur durée de vie sont comptabilisées lorsqu'il existe une dégradation importante de la qualité du crédit; et 3) un prêt est considéré comme déprécié lorsqu'il n'y a plus d'assurance raisonnable qu'il soit recouvré.

Décomptabilisation

La Société conclut des transactions au cours desquelles elle transfère des actifs financiers comptabilisés dans son bilan. La décision quant à la décomptabilisation des actifs financiers est prise en fonction de la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété sont transférés. Les profits et les pertes et les produits tirés des frais de gestion liés aux actifs financiers qui sont décomptabilisés sont présentés au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net. Les transactions relatives aux actifs financiers qui ne sont pas décomptabilisés sont comptabilisées à titre de transactions de financement garanti.

Commissions de vente

Les commissions sont versées à la vente des produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client ou lorsqu'elle reçoit des honoraires directement du fonds d'investissement.

Les commissions versées à la vente de produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires auprès d'un client sont inscrites à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de sept ans.

La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente inscrites à l'actif à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société effectue, entre autres, le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente inscrites à l'actif par rapport à sa valeur comptable.

Toutes les autres commissions versées à la vente des produits de placement sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

Immobilisations

Les immobilisations comprennent les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation.

Immobilisations corporelles

Les immeubles, le mobilier et le matériel sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, qui varie de 3 à 17 ans pour le matériel et le mobilier, et qui est de 10 à 50 ans pour les immeubles et leurs composants. Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Un actif au titre du droit d'utilisation correspondant aux contrats de location de la Société est amorti selon la méthode linéaire sur une période allant de la date du début jusqu'à la fin du contrat. Il est comptabilisé au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien.

Contrats de location

Pour les contrats qui comportent un contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Les intérêts imputés à l'obligation locative sont comptabilisés au poste Charges d'intérêts.

Les paiements de loyers qui sont pris en compte pour l'évaluation de l'obligation locative comprennent des paiements déterminés, déduction faite de tout incitatif à la location à recevoir, des paiements variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux et des paiements ou pénalités liés à la résiliation du contrat de location, le cas échéant. Les paiements de loyers sont actualisés au taux d'emprunt marginal de la Société, lequel s'applique aux portefeuilles de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires.

La Société ne comptabilise pas d'actif au titre du droit d'utilisation ou d'obligation locative pour les contrats de location qui, à la date de début, sont assortis d'une durée de 12 mois ou moins et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise les paiements liés à ces contrats de location comme des charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Goodwill et immobilisations incorporelles

La Société soumet la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie).

Les contrats de gestion de fonds d'investissement sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisque les droits contractuels relatifs à la gestion des actifs n'ont pas de durée déterminée.

Les appellations commerciales sont considérées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisqu'elles génèrent des produits au sein de l'ensemble des activités intégrées de gestion de l'actif de la Société et que cette dernière prévoit les utiliser dans un avenir prévisible.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels sont amortis sur une période d'au plus sept ans, et les contrats de distribution et autres contrats de gestion sont amortis sur une période d'au plus 20 ans. Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Avantages du personnel

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies et un régime de retraite à cotisations définies accessibles aux employés admissibles. En vertu des normes IFRS, ces régimes constituent des parties liées. Les régimes à prestations définies offerts par la Société comprennent un régime de retraite à prestations définies capitalisé accessible aux employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSD ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie, d'assurance dentaire et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

Le régime de retraite à prestations définies offre des prestations de retraite proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale.

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé actuariellement selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des années de service, des hypothèses de la direction concernant les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés, la mortalité et l'estimation des coûts liés aux soins de santé. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable de l'actif au titre des régimes

de retraite. L'actif ou le passif au titre des prestations constituées de la Société relatif aux régimes à prestations définies est calculé séparément pour chacun des régimes en actualisant le montant des prestations acquises par les employés en échange de leurs services au cours de la période considérée et des périodes antérieures et en déduisant la juste valeur des actifs du régime. La Société définit la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite pour la période en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour mesurer l'actif ou le passif au titre des prestations constituées au début de la période annuelle au montant net de l'actif ou du passif au titre des prestations constituées. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les actifs ou les passifs sont établis à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une notation de AA.

Si les prestations au titre du régime sont modifiées ou si un régime fait l'objet d'une réduction, les coûts des services passés ou les gains ou les pertes découlant de la réduction sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

Les coûts des services rendus de l'exercice, les coûts des services passés et les gains et les pertes découlant de la réduction sont compris au poste Charges sous Activités et services de soutien.

Les réévaluations découlant des régimes à prestations définies représentent les écarts actuariels et le rendement réel de l'actif des régimes, moins l'intérêt calculé au taux d'actualisation. Les réévaluations et les variations du plafond de l'actif sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global et ne sont pas reclassées en résultat net.

L'actif au titre des prestations constituées représente l'excédent lié au régime de retraite à prestations définies et est inclus au poste Autres actifs. Le passif au titre des prestations constituées représente le déficit lié au RRSD et au régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie et est inclus au poste Autres passifs.

Les montants versés aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

Paiements fondés sur des actions

La Société utilise la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés. La juste valeur des options sur actions est déterminée à chaque date d'attribution. La charge de rémunération est constatée sur la période durant laquelle les droits sur les options sur actions deviennent acquis, ce qui se traduit par une hausse proportionnelle du surplus d'apport. Lorsque des options sur actions sont exercées, le produit et le montant enregistrés au surplus d'apport sont ajoutés au capital social.

La Société comptabilise un passif au titre des attributions réglées en trésorerie, y compris celles qui sont octroyées en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, du régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions et du régime d'unités d'actions différées. La charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des droits, déduction faite des couvertures connexes. Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière.

Provisions

Une provision est constatée si, par suite d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle pouvant faire l'objet d'une estimation fiable, et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation.

Impôt sur le résultat

La Société utilise la méthode du report variable pour comptabiliser l'impôt sur le résultat, en vertu de laquelle les actifs et les passifs d'impôt différé reflètent les incidences fiscales futures prévues des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale et les reports en avant de pertes fiscales. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont mesurés en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer à la date de résorption prévue des différences temporaires.

Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est déterminé de la même façon que le bénéfice de base par action, à l'exception du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation qui inclut l'effet dilutif potentiel des options sur actions en circulation attribuées par la Société, tel qu'il a été déterminé par la méthode des actions propres.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer le risque actions et le risque de taux d'intérêt. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

La Société documente officiellement toutes les relations de couverture, ainsi que les objectifs de gestion des risques et la stratégie sous-jacente des diverses opérations de couverture. Ce processus inclut le rapprochement entre tous les dérivés et des actifs et des passifs précis aux bilans consolidés ou des opérations futures prévues. La Société évalue aussi officiellement, au moment de la mise en place de la couverture et sur une base continue par la suite, le degré d'efficacité des dérivés utilisés dans les opérations de couverture à contrebalancer les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Les instruments financiers dérivés sont constatés à leur juste valeur dans les bilans consolidés.

Les instruments financiers dérivés précisément désignés comme instruments de couverture et respectant les critères d'efficacité de couverture contrebalancent les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Une couverture est désignée soit comme une couverture de flux de trésorerie, soit comme une couverture de juste valeur. Une couverture de flux de trésorerie exige que la variation de la juste valeur du dérivé, dans la mesure où elle est efficace, soit comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, qui sont reclassés dans les états consolidés du résultat net lorsque l'élément couvert a une incidence sur le bénéfice. La variation de la juste valeur de la partie inefficace du dérivé de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Une couverture de juste valeur exige que la variation de la juste valeur du dérivé de couverture et la variation de la juste valeur de l'élément couvert lié au risque couvert soient toutes deux comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire. Ces swaps nécessitent l'échange périodique de versements d'intérêts nets sans l'échange du capital notionnel sur lequel les versements sont fondés. Les swaps conclus dans le but de couvrir les coûts des fonds de certaines activités de titrisation sont désignés comme instruments de couverture (se reporter à la note 23). La partie efficace des variations de la juste valeur est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et est par la suite comptabilisée au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Les swaps liés aux prêts hypothécaires restants ne sont pas désignés comme des instruments de couverture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées directement au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

La Société conclut également des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré afin de gérer son exposition aux fluctuations du rendement total de ses actions ordinaires liées à des ententes de rémunération différée. Les swaps de rendement total et les contrats à terme de gré à gré nécessitent l'échange de versements contractuels nets périodiquement ou à l'échéance, sans l'échange du notionnel sur lequel les versements sont fondés. Certains de ces dérivés ne sont pas désignés comme des instruments de couverture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Charges sous Activités et services de soutien des états consolidés du résultat net.

Les dérivés continuent d'être utilisés conformément aux politiques de gestion des risques de la Société, laquelle surveille leur efficacité en tant que couvertures économiques même si les exigences propres à la comptabilité de couverture ne sont pas respectées.

Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté dans les bilans consolidés lorsque la Société possède le droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Chiffres comparatifs

La Société a reclassé certains chiffres comparatifs dans ses tableaux des flux de trésorerie afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré. Ainsi, des flux de trésorerie nets de l'exercice précédent ont été reclassés des activités d'exploitation aux activités de financement. Ces reclassements ont pour but de préciser la nature des flux de trésorerie et n'ont pas eu d'incidence sur le bénéfice net de la Société.

Modifications comptables futures

La Société assure un suivi constant des modifications proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

Modifications d'IFRS 9 *Instruments financiers* et d'IFRS 7 *Instruments financiers* : informations à fournir

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 9 *Instruments financiers* et d'IFRS 7 *Instruments financiers* : *informations à fournir*. Les modifications introduisent des obligations d'information supplémentaires visant à accroître la transparence à l'égard des modifications de la juste valeur des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, et à clarifier le moment de la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen de systèmes de paiement électronique.

Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, mais une application anticipée est permise. La Société continue d'en évaluer l'incidence sur ses états financiers.

IFRS 18 *États financiers* : présentation et informations à fournir

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 *États financiers* : *présentation et informations à fournir* (IFRS 18). Cette norme, qui doit remplacer IAS 1 *Présentation des états financiers*, aura pour effet de modifier la présentation des états consolidés du résultat net de la Société puisqu'elle exige que les produits et les charges soient classés selon trois catégories : exploitation, investissement et financement. Par ailleurs, IFRS 18 introduit de nouvelles obligations d'information sur les mesures de la performance définies par la direction, ainsi que des exigences additionnelles concernant le regroupement et la ventilation des informations.

IFRS 18 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. Son application anticipée est permise, et certaines dispositions transitoires doivent être appliquées de façon rétrospective. La Société continue d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme.

Note 3. Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

	2025	2024
Honoraires de conseil	1 439 651 \$	1 295 224 \$
Honoraires liés aux produits et aux programmes	1 097 881	986 138
	2 537 532	2 281 362
Autres produits tirés de la planification financière	179 891	154 740
Gestion de patrimoine	2 717 423	2 436 102
Gestion d'actifs	1 061 079	1 002 682
Charge de rémunération des courtiers	(341 872)	(329 168)
Gestion d'actifs – produits nets	719 207	673 514
Produits nets des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients	3 436 630 \$	3 109 616 \$

Les produits du secteur Gestion de patrimoine sont gagnés dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Les honoraires de conseil se rapportant à la planification financière ont trait à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils. Les honoraires liés aux produits et aux programmes se rapportant à la gestion des placements et aux services administratifs ont trait à l'actif géré. Les autres produits tirés de la planification financière comprennent les produits et les services bancaires et d'assurance, ainsi que les activités de prêts hypothécaires.

Les produits du secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs dépendent du volume et de la composition de l'actif géré.

Note 4. Charges

	2025	2024
Commissions	945 099 \$	829 713 \$
Salaires et avantages du personnel	657 669	631 282
Charges locatives	24 109	22 594
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	98 062	92 675
Autres	400 969	382 122
	2 125 908	1 958 386
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	91 737	78 059
Charges d'intérêts	129 170	129 379
	2 346 815 \$	2 165 824 \$

Note 5. Autres investissements

	2025		2024	
	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »)				
Investissements d'entreprise	403 284 \$	2 412 868 \$	289 904 \$	1 350 376 \$
À la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)				
Titres de capitaux propres	2	2	1 772	1 974
Fonds d'investissement exclusifs	107 680	109 250	107 782	116 107
	107 682	109 252	109 554	118 081
	510 966 \$	2 522 120 \$	399 458 \$	1 468 457 \$

À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple »).

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalise 2 413 M\$ (2024 - 1 350 M\$), est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

Investissement dans Wealthsimple

Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») est une société financière qui fournit des outils numériques simples pour aider les épargnants à gérer et à faire fructifier leur argent. L'investissement de la Société dans Wealthsimple est principalement détenu par l'entremise d'une société en commandite sous le contrôle de Power. L'investissement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société financière IGM Inc. détient une participation économique de 25,5 % dans Wealthsimple (2024 - 27,2 %).

Le 31 octobre 2025, la Société a investi 100 M\$ dans le cadre d'un placement initial par Wealthsimple de titres de capitaux propres totalisant 550 M\$. Une transaction de placement secondaire totalisant 190 M\$, à laquelle ont pris part des tiers investisseurs, a été conclue le 19 décembre 2025.

Au 31 décembre 2025, la juste valeur de l'investissement de la Société dans Wealthsimple s'établissait à 2 258 M\$ (31 décembre 2024 - 1 219 M\$). Cette augmentation de la juste valeur au cours de l'exercice reflète les transactions récentes, la hausse des évaluations de sociétés ouvertes analogues, ainsi que la performance des activités de Wealthsimple et ses attentes en matière de produits. La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les titres de placement, le cas échéant, des flux de trésorerie actualisés et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes analogues.

À la juste valeur par le biais du résultat net

Fonds d'investissement exclusifs

La Société gère et offre des services et tire des honoraires de gestion et d'administration relatifs aux fonds d'investissement qui ne sont pas comptabilisés dans les bilans consolidés. Au 31 décembre 2025, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 216,9 G\$ (2024 – 191,9 G\$). La Société effectue des investissements dans des fonds d'investissement exclusifs qui sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net dans ses bilans consolidés. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un nouveau fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. L'exposition maximale au risque de perte de la Société se limite à son investissement direct dans les fonds d'investissement exclusifs.

Certains fonds d'investissement sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Au 31 décembre 2025, les placements sous-jacents liés à ces fonds d'investissement consolidés étaient constitués principalement de trésorerie et de placements à court terme de 1,2 M\$ (2024 – 8,9 M\$), de titres de capitaux propres de 30,5 M\$ (2024 – 51,1 M\$) et de titres à revenu fixe de 19,7 M\$ (2024 – 21,7 M\$). Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisés à la juste valeur.

Note 6. Prêts

	Échéance contractuelle			Total 2025	Total 2024
	1 an ou moins	Entre 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans		
Coût amorti					
Prêts hypothécaires résidentiels	1 301 067 \$	3 955 483 \$	6 219 \$	5 262 769 \$	5 463 188 \$
Moins : correction de valeur pour pertes de crédit attendues				705	783
				5 262 064	5 462 405
La correction de valeur pour pertes de crédit attendues a varié comme suit :					
Solde au début				783 \$	737 \$
Radiations, déduction faite des recouvrements				(187)	(111)
Variation des pertes de crédit attendues				109	157
Solde à la fin				705 \$	783 \$

Au 31 décembre 2025, les prêts douteux totalisaient 5,5 M\$ (31 décembre 2024 – 3,5 M\$).

Les produits d'intérêts sur les prêts ont totalisé 216,7 M\$ (2024 – 205,4 M\$). Les charges d'intérêts découlant des obligations à l'égard d'entités de titrisation, pour ce qui est des prêts titrisés, ont totalisé 185,1 M\$ (2024 – 172,3 M\$). Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 5,4 M\$ (2024 – 1,2 M\$). Les ajustements de la juste valeur liés aux activités bancaires hypothécaires ont totalisé un montant négatif de 2,3 M\$ (2024 – montant négatif de 10,4 M\$). Ces montants ont été inscrits dans les produits du secteur Gestion de patrimoine. Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent également les autres éléments liés aux activités bancaires hypothécaires, y compris les couvertures d'assurance de portefeuille, les frais d'émission, ainsi que d'autres éléments.

Note 7. Titrisations

La Société titrise des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. Ces transactions ne satisfont pas aux exigences de décomptabilisation, puisque la Société conserve le risque lié aux paiements anticipés et certains éléments du risque de crédit. Par conséquent, la Société continue de

comptabiliser ces prêts hypothécaires dans ses bilans et a constaté des passifs correspondants au titre du produit net reçu sous forme d'obligations à l'égard d'entités de titrisation, lesquels sont comptabilisés au coût amorti.

La Société tire des intérêts des prêts hypothécaires et verse des intérêts relativement aux obligations à l'égard d'entités de titrisation. Dans le cadre des transactions conclues en vertu du Programme OHC, la Société conclut un swap en vertu duquel elle paie les coupons sur les OHC et reçoit le rendement des placements dans les TH LNH et celui résultant du réinvestissement du principal remboursé sur le prêt hypothécaire. Une composante de ce swap, liée à l'obligation de payer les coupons dans le cadre du Programme OHC et de recevoir des rendements de placements résultant du principal remboursé sur le prêt hypothécaire, et le swap de couverture utilisé pour gérer l'exposition aux variations du rendement des placements à taux variable sont comptabilisés à titre de dérivés dont la juste valeur négative s'élevait à 4,7 M\$ au 31 décembre 2025 (2024 – juste valeur négative de 7,9 M\$).

Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Dans le cadre des transactions de PCAA, la Société a établi des réserves en trésorerie aux fins du rehaussement de crédit, lesquelles sont comptabilisées au coût. Le risque de crédit est limité à ces réserves en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, puisque les fiducies de PCAA n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société en cas de défaut de paiement à l'échéance.

	Prêts hypothécaires titrisés	Obligations à l'égard d'entités de titrisation	Montant net
2025			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	2 580 268 \$	2 597 439 \$	(17 171)\$
PCAA commandité par des banques	2 179 719	2 217 873	(38 154)
Total	4 759 987 \$	4 815 312 \$	(55 325)\$
Juste valeur	4 890 342 \$	4 916 463 \$	(26 121)\$
2024			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	2 494 701 \$	2 475 814 \$	18 887 \$
PCAA commandité par des banques	2 551 546	2 549 102	2 444
Total	5 046 247 \$	5 024 916 \$	21 331 \$
Juste valeur	5 078 431 \$	5 098 441 \$	(20 010)\$

La valeur comptable des obligations à l'égard d'entités de titrisation, qui est comptabilisée déduction faite des frais d'émission, comprend les paiements de principal reçus sur les prêts hypothécaires titrisés dont le règlement n'est pas prévu avant la fin de la période de présentation de l'information financière. Les frais d'émission sont amortis sur la durée de vie de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Note 8. Autres actifs

	2025	2024
Actif au titre des prestations constituées (note 15)	97 443 \$	117 447 \$
Charges différées et payées d'avance	73 579	59 268
Autres	12 456	10 424
	183 478 \$	187 139 \$

D'autres actifs totalisant 47,8 M\$ au 31 décembre 2025 (2024 – 39,9 M\$) devraient être réalisés d'ici un an.

Note 9. Participation dans des entreprises associées

	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total
2025						
Solde au début	633 475 \$	2 030 081 \$	903 208 \$	353 565 \$	59 415 \$	3 979 744 \$
Entrées	–	–	–	100 217	–	100 217
Remboursement de capital et autres	–	–	(374 015)	–	(10 825)	(384 840)
Dividendes	(54 013)	(66 004)	–	(8 750)	–	(128 767)
Quote-part des éléments suivants :						
Bénéfice (perte)	94 378	128 368	10 127	30 165 ¹	1 144	264 182
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	(3 835)	(11 229)	(58 641)	(3 296)	–	(77 001)
Solde à la fin	670 005 \$	2 081 216 \$	480 679 \$	471 901 \$	49 734 \$	3 753 535 \$
2024						
Solde au début	589 288 \$	1 885 223 \$	844 795 \$	301 845 \$	38 023 \$	3 659 174 \$
Entrées	–	–	85	40 000	21 456	61 541
Dividendes	(49 143)	(72 926)	–	(7 903)	–	(129 972)
Quote-part des éléments suivants :						
Bénéfice (perte)	93 079	113 442	(13 303)	19 623 ¹	(64)	212 777
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	251	104 342	71 631	–	–	176 224
Solde à la fin	633 475 \$	2 030 081 \$	903 208 \$	353 565 \$	59 415 \$	3 979 744 \$

1. La quote-part du bénéfice de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'est établie à 24 132 \$ (2024 – 15 698 \$).

La Société utilise la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser ses investissements dans des entreprises associées, dont Lifeco, ChinaAMC, Rockefeller et Northleaf, puisqu'elle exerce une influence notable sur celles-ci.

Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »)

Lifeco est une société cotée en bourse constituée en société par actions et domiciliée au Canada. Elle est sous le contrôle de Power. Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans les secteurs de l'assurance vie, de l'assurance maladie, de l'épargne-retraite, de la gestion de placements et de la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Au 31 décembre 2025, la Société détenait 22 136 471 actions de Lifeco (2024 – 22 136 471), ce qui représentait une participation de 2,4 % (2024 – 2,4 %). L'influence notable de la Société tient à plusieurs éléments, notamment le contrôle commun exercé sur Lifeco par Power; des administrateurs siégeant à la fois au conseil de la Société et à celui de Lifeco; certaines alliances stratégiques communes et d'importantes opérations intersociétés qui ont une incidence sur les politiques financières et opérationnelles des deux sociétés. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

La juste valeur de l'investissement de la Société dans Lifeco totalisait 1 498,2 M\$ au 31 décembre 2025 (2024 – 1 053,9 M\$).

Au 31 décembre 2025, Lifeco détenait directement 9 200 000 actions de la Société (2024 – 9 200 000).

Pour obtenir l'information financière sur Lifeco au 31 décembre 2025, il y a lieu de consulter les informations qu'elle a publiées.

China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC »)

ChinaAMC est une société de gestion d'actifs située à Beijing, en Chine, qui est sous le contrôle de CITIC Securities Company Limited.

Au 31 décembre 2025, la Société détenait une participation de 27,8 % dans ChinaAMC (2024 – 27,8 %). L'influence notable de la Société tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus

d'élaboration de politiques, à des initiatives stratégiques communes, y compris le lancement conjoint de produits, ainsi qu'à la collaboration entre la direction et les équipes de placement.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de ChinaAMC :

(en millions)	2025		2024	
	Dollars canadiens	Yuan chinois	Dollars canadiens	Yuan chinois
Aux 31 décembre				
Total de l'actif	4 364,3	22 246,3	3 992,1	20 234,4
Total du passif	1 402,9	7 151,3	1 243,2	6 301,5
Pour les exercices clos les 31 décembre				
Produits	1 869,9	9 625,8	1 532,7	8 031,0
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	464,9	2 395,6	411,2	2 158,0
Total du bénéfice global	459,5	2 367,7	415,6	2 180,8

Rockefeller Capital Management (« Rockefeller »)

Rockefeller est un cabinet de services-conseils financiers indépendant aux États-Unis qui cible la clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée.

En décembre 2025, à la suite de transactions conclues avec Rockefeller, la Société a reçu un produit total de 394,2 M\$, principalement sous forme d'un remboursement de capital et en raison de la vente de titres de capitaux propres. La participation de la Société a diminué pour s'établir à 17,2 % par suite de cette vente de titres de capitaux propres et de l'ajustement apporté à certaines attributions fondées sur des actions émises précédemment dans le but d'aligner les intérêts de la direction de Rockefeller sur la participation à long terme. Ces transactions ont donné lieu à une diminution de la valeur comptable de l'investissement et à la comptabilisation d'un profit dans les états consolidés du résultat net.

Au 31 décembre 2025, la Société détenait une participation de 17,2 % dans Rockefeller (2024 – 20,5 %). L'exercice d'une influence notable découle d'une représentation au sein du conseil d'administration, de la participation au processus d'élaboration de politiques et d'importantes opérations intersociétés.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de Rockefeller :

(en millions)	2025		2024	
	Dollars canadiens	Dollars américains	Dollars canadiens	Dollars américains
Aux 31 décembre				
Total de l'actif	2 738,9	1 995,5	2 222,8	1 543,5
Total du passif	3 380,7	2 463,1	1 499,5	1 041,3
Pour les exercices clos les 31 décembre				
Produits	1 763,2	1 263,0	1 344,2	980,5
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	49,9	36,3	(72,3)	(53,1)
Total du bénéfice global (de la perte globale) ¹	49,7	36,2	(72,3)	(53,1)

1. Le bénéfice de 2025 exclut les coûts exceptionnels découlant des transactions.

Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »)

Northleaf est un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto.

Au moyen d'un instrument d'acquisition détenu par la filiale de la Société, Mackenzie, la Société détient un bloc de droits de vote de 49,9 % et une participation économique de 70 % dans Northleaf. L'instrument d'acquisition appartient à 80 % à Mackenzie et à 20 % à Lifeco.

Mackenzie et Lifeco ont l'obligation et le droit d'acheter la participation économique et le bloc de droits restants dans Northleaf à partir de l'échéance de la période approximative de cinq ans qui commence à la date d'acquisition et par la

suite. La participation économique de 70 % de l'instrument d'acquisition est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisqu'il exerce une influence notable. Cette influence notable tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques et à des initiatives stratégiques communes.

La Société contrôle l'instrument d'acquisition; par conséquent, elle comptabilise la totalité de la participation économique de 70 % dans Northleaf et la participation ne donnant pas le contrôle liée à la participation nette de Lifeco dans Northleaf de 14 %.

L'acquisition conclue en octobre 2020 prévoyait une contrepartie additionnelle à verser à l'échéance de la période de cinq ans suivant la date d'acquisition, sous réserve de l'atteinte par Northleaf d'une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance au cours de cette période. En 2025, les conditions de la contrepartie avaient été remplies et son montant définitif de 140,2 M\$ a été payé. Ce montant est reflété dans la valeur comptable de l'investissement de la Société par des entrées de 100,2 M\$ et de 40,0 M\$ en 2025 et en 2024, respectivement. La tranche attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle s'est établie à 20,0 M\$ en 2025 (2024 – 8,0 M\$).

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de Northleaf :

(en millions)	2025	2024
Aux 31 décembre		
Total de l'actif	240,6 \$	200,0 \$
Total du passif	145,3	148,8
Pour les exercices clos les 31 décembre		
Produits	201,4 \$	173,8 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	47,1	32,1
Total du bénéfice global	47,1	32,1

Note 10. Immobilisations

	Mobilier et matériel	Immeubles et composants	Actifs au titre de droits d'utilisation	Total
2025				
Coût	404 068 \$	83 245 \$	312 668 \$	799 981 \$
Moins : amortissement cumulé	(263 265)	(25 384)	(167 579)	(456 228)
	140 803 \$	57 861 \$	145 089 \$	343 753 \$
Variation des immobilisations :				
Solde au début	114 498 \$	52 601 \$	142 020 \$	309 119 \$
Entrées	41 820	7 234	28 015	77 069
Cessions	(458)	–	(1 368)	(1 826)
Amortissement	(15 057)	(1 974)	(23 578)	(40 609)
Solde à la fin	140 803 \$	57 861 \$	145 089 \$	343 753 \$
2024				
Coût	372 329 \$	76 011 \$	289 155 \$	737 495 \$
Moins : amortissement cumulé	(257 831)	(23 410)	(147 135)	(428 376)
	114 498 \$	52 601 \$	142 020 \$	309 119 \$
Variation des immobilisations :				
Solde au début	102 395 \$	51 333 \$	153 233 \$	306 961 \$
Entrées	28 210	3 072	15 923	47 205
Cessions	(1 162)	–	(1 791)	(2 953)
Amortissement	(14 945)	(1 804)	(25 345)	(42 094)
Solde à la fin	114 498 \$	52 601 \$	142 020 \$	309 119 \$

Note 11. Commissions de vente inscrites à l'actif

	2025	2024
Coût	898 432 \$	823 148 \$
Moins : amortissement cumulé	(457 648)	(404 152)
	440 784 \$	418 996 \$
Variation des commissions de vente inscrites à l'actif		
Solde au début	418 996 \$	394 736 \$
Variations attribuables à ce qui suit :		
Ventes de fonds d'investissement	137 003	129 712
Amortissement	(115 215)	(105 452)
	21 788	24 260
Solde à la fin	440 784 \$	418 996 \$

Note 12. Goodwill et immobilisations incorporelles

	À durée de vie déterminée		À durée de vie indéterminée			
	Logiciels	Contrats de distribution et autres contrats de gestion	Contrats de gestion de fonds d'investissement	Appellations commerciales	Total des immobilisations incorporelles	Goodwill
2025						
Coût	468 570 \$	250 580 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 721 831 \$	2 636 771 \$
Moins : amortissement cumulé	(313 390)	(117 756)	–	–	(431 146)	–
	155 180 \$	132 824 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 290 685 \$	2 636 771 \$
Variation du goodwill et des immobilisations incorporelles						
Solde au début	152 857 \$	121 662 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 277 200 \$	2 636 771 \$
Entrées	41 204	29 734	–	–	70 938	–
Cessions	–	–	–	–	–	–
Amortissement	(38 881)	(18 572)	–	–	(57 453)	–
Solde à la fin	155 180 \$	132 824 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 290 685 \$	2 636 771 \$
2024						
Coût	417 648 \$	220 854 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 641 183 \$	2 636 771 \$
Moins : amortissement cumulé	(264 791)	(99 192)	–	–	(363 983)	–
	152 857 \$	121 662 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 277 200 \$	2 636 771 \$
Variation du goodwill et des immobilisations incorporelles						
Solde au début	143 597 \$	104 434 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 250 712 \$	2 636 771 \$
Entrées	45 624	31 638	–	–	77 262	–
Cessions	–	(193)	–	–	(193)	–
Amortissement	(36 364)	(14 217)	–	–	(50 581)	–
Solde à la fin	152 857 \$	121 662 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 277 200 \$	2 636 771 \$

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée constitués de contrats de gestion de fonds d'investissement et d'appellations commerciales sont attribués à chacune des unités génératrices de trésorerie, comme l'illustre le tableau qui suit :

	2025		2024	
	Goodwill	Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée	Goodwill	Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée
Gestion de patrimoine	1 346 245 \$	– \$	1 346 245 \$	– \$
Gestion d'actifs	1 290 526	1 002 681	1 290 526	1 002 681
Total	2 636 771 \$	1 002 681 \$	2 636 771 \$	1 002 681 \$

La Société vérifie si le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ont subi une dépréciation en évaluant leur valeur comptable en comparaison avec leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie de la Société est fondée sur la meilleure indication disponible de la juste valeur, déduction faite des coûts de sortie.

Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable, la Société utilise des démarches d'évaluation comprenant l'application aux paramètres financiers et opérationnels de multiples de capitalisation fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les multiples de valorisation peuvent inclure le ratio cours/bénéfice ou d'autres mesures utilisées de façon conventionnelle par les gestionnaires de placements ou d'autres fournisseurs de services financiers (multiples de valorisation de l'actif géré, des produits, ou d'autres mesures de rentabilité). Cette évaluation pourrait tenir compte de diverses considérations pertinentes, notamment la croissance attendue, le risque et la conjoncture des marchés financiers, entre autres. Les multiples de valorisation utilisés pour évaluer la juste valeur constituent des données d'entrée de niveau 2. Les hypothèses et les estimations utilisées pour calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, ainsi que des taux d'actualisation, ce qui constitue des données d'entrée de niveau 3.

La juste valeur, déduction faite des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie de la Société, a été comparée à la valeur comptable et il a été déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de dépréciation. Les modifications apportées aux hypothèses et aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie peuvent donner lieu à d'importants ajustements lors de l'évaluation de ces unités génératrices de trésorerie.

Note 13. Dépôts de clients

Les dépôts de clients sont classés dans les autres passifs financiers évalués au coût amorti et, au 31 décembre 2025, ils étaient tous payables à vue.

Note 14. Autres passifs

	2025	2024
Dividendes à payer	132 359 \$	133 817 \$
Intérêts à payer	31 594	33 199
Passif au titre des prestations constituées (note 15)	85 602	85 370
Provisions	19 223	32 281
Autres	86 682	124 857
	355 460 \$	409 524 \$

La Société constitue des provisions au titre de la restructuration relativement aux acquisitions et aux dessaisissements d'entreprises et à d'autres éléments, ainsi que d'autres provisions dans le cours normal de ses activités. En 2025, les changements apportés aux provisions comprenaient des estimations supplémentaires de 3,1 M\$ (2024 – 5,6 M\$), des reprises de provisions de 2,4 M\$ (2024 – 1,3 M\$) et des paiements de 13,8 M\$ (2024 – 37,9 M\$).

D'autres passifs totalisant 248,0 M\$ au 31 décembre 2025 (2024 – 300,4 M\$) devraient être réglés d'ici un an.

Note 15. Avantages du personnel

Régimes de retraite à prestations définies

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel et d'avantages postérieurs à l'emploi, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes de retraite supplémentaires à l'intention des dirigeants (les « RRSD ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie, d'assurance dentaire et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

À compter du 1^{er} juillet 2012, le régime de retraite à prestations définies a cessé d'être offert aux nouveaux employés. La Société a un régime de retraite enregistré à cotisations définies à l'intention des employés admissibles embauchés après le 1^{er} juillet 2012.

Le régime de retraite à prestations définies est une fiducie distincte qui est juridiquement séparée de la Société, et il est enregistré en vertu de la *Loi sur les prestations de pension du Manitoba* (la « Loi ») et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (la « LIR »). Comme l'exige la Loi, le régime de retraite à prestations définies est dirigé par un comité de retraite, composé d'employés actifs et à la retraite. Le comité de retraite assume certaines responsabilités décrites dans la Loi, mais peut déléguer certaines activités à la Société. La LIR régit la capacité de l'employeur à verser des cotisations et établit des paramètres que le régime doit respecter en ce qui a trait aux placements en biens étrangers.

Le régime de retraite à prestations définies prévoit des prestations de retraite pour la durée de la vie en fonction des années de service et du salaire moyen en fin de carrière pour tous les employés admissibles, selon les limites établies par la LIR. Des prestations en cas de décès sont versées au décès d'un membre actif ou à la retraite.

Les employés qui ne sont pas des cadres supérieurs doivent verser des cotisations annuelles correspondant à un certain pourcentage de leur salaire, jusqu'à concurrence d'un plafond défini.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2024, a été finalisée en 2025. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la solvabilité et de la continuité de l'exploitation. Une évaluation sur la base de la solvabilité détermine la relation entre l'actif du régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison de la relation entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un excédent de solvabilité de 118,5 M\$, comparativement à un excédent de solvabilité de 70,5 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2022. L'amélioration de la situation de capitalisation découle essentiellement de la hausse de l'actif et des taux d'intérêt. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité sur la base de la continuité de l'exploitation de 188,7 M\$, comparativement à 127,4 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée en fonction de la date d'évaluation qui sera fixée au plus tard le 31 décembre 2027. Au cours de l'exercice, la Société n'était pas tenue de verser des cotisations (2024 – néant). La Société financière IGM bénéficie d'un congé de cotisation et n'est pas autorisée à verser des cotisations au régime de retraite avant la prochaine date d'évaluation. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

Les RRSD sont des régimes de retraite à prestations définies non enregistrés et non contributifs, qui offrent des avantages supplémentaires à certains hauts dirigeants retraités.

Le régime d'avantages postérieurs à l'emploi est un régime non contributif qui fournit aux employés admissibles le remboursement de leurs frais médicaux ou un montant fixe par année, afin de couvrir les frais médicaux au cours de leur retraite.

Les RRSD et le régime d'avantages postérieurs à l'emploi sont administrés par la Société, et le conseil d'administration en assure la surveillance.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels tels que le risque de mortalité, qui correspond à l'espérance de vie et influe sur le calcul des obligations; le risque de taux d'intérêt, qui a une incidence

sur le taux d'actualisation utilisé pour calculer les obligations et le rendement réel de l'actif des régimes; le risque lié au salaire, puisque les augmentations de salaire estimatives servent au calcul des obligations; et le risque d'investissement, puisque la nature des placements influe sur le rendement réel de l'actif des régimes. Un suivi régulier des régimes, des règlements applicables et de divers autres facteurs pouvant avoir une incidence sur les charges et les flux de trésorerie de la Société permet d'assurer la gestion de l'exposition à ces risques.

Actifs du régime, obligations au titre des prestations et situation de capitalisation :

	2025			2024		
	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime						
Solde au début	593 653 \$	– \$	– \$	536 031 \$	– \$	– \$
Cotisations des employés	1 397	–	–	1 506	–	–
Cotisations de l'employeur	–	–	–	–	–	–
Prestations versées	(27 495)	–	–	(22 733)	–	–
Produits d'intérêts	27 664	–	–	24 482	–	–
Réévaluations :						
Rendement des actifs du régime	14 364	–	–	54 367	–	–
Solde à la fin	609 583	–	–	593 653	–	–
Obligation au titre des prestations constituées						
Solde au début	476 206	62 226	23 144	474 439	59 462	25 726
Prestations versées	(27 495)	(3 799)	(2 084)	(22 733)	(3 568)	(2 130)
Coût des services rendus de l'exercice	11 444	1 138	127	13 479	1 260	173
Cotisations des employés	1 397	–	–	1 506	–	–
Charges d'intérêts	22 086	2 587	992	21 618	2 566	1 142
Réévaluations :						
Écarts actuariels						
Hypothèses démographiques	–	559	–	(4 038)	–	(1 420)
Ajustements liés à l'expérience	5 236	2 222	(600)	(131)	1 993	(529)
Hypothèses financières	(18 329)	(655)	(255)	(7 934)	513	182
Solde à la fin	470 545	64 278	21 324	476 206	62 226	23 144
Actif (passif) au titre des prestations constituées	139 038 \$	(64 278)\$	(21 324)\$	117 447 \$	(62 226)\$	(23 144)\$
Incidence du plafond de l'actif	(41 595)	–	–	–	–	–
Actif (passif) au titre des prestations constituées	97 443 \$	(64 278)\$	(21 324)\$	117 447 \$	(62 226)\$	(23 144)\$

L'interprétation IFRIC 14 de l'International Financial Reporting Interpretation Committee, intitulée *Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction*, stipule que lorsqu'un régime à prestations définies est en position d'actif net, l'entité doit limiter l'actif au titre des prestations définies à l'avantage économique futur obtenu sous forme de diminutions des cotisations futures (plafond de l'actif). En raison des dispositions d'IFRIC 14, la Société a dû limiter à 97,4 M\$ le montant comptabilisé de l'actif au titre des prestations constituées aux termes de son régime de retraite à prestations définies, ce qui a donné lieu à un actif au titre des prestations constituées non comptabilisé de 41,6 M\$.

La variation du montant non comptabilisé en raison du plafond de l'actif s'établit comme suit :

	2025	2024
Solde au début	– \$	– \$
Variation du montant non comptabilisé en raison du plafond de l'actif	41 595	–
Solde à la fin	41 595 \$	– \$

Hypothèses actuarielles importantes utilisées pour calculer l'obligation au titre des prestations définies :

	2025			2024		
	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Taux d'actualisation	5,00 %	4,40 %–4,80 %	4,70 %	4,75 %	4,25 %–4,65 %	4,55 %
Taux de croissance de la rémunération	3,75 %	3,75 %	s.o.	3,75 %	3,75 %	s.o.
Taux tendanciel des coûts liés aux soins de santé ¹	s.o.	s.o.	5,10 %	s.o.	s.o.	5,20 %
Taux de mortalité à 65 ans pour les retraités actuels	23,2 ans	23,2 ans	23,2 ans	23,1 ans	23,1 ans	23,1 ans

1. Tend vers 4,00 % en 2040 et reste à un taux identique par la suite.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies des régimes de retraite à la fin de la période de présentation de l'information financière est de 14,2 années (2024 – 16,9 années).

Charge au titre des avantages :

	2025			2024		
	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Coût des services rendus de l'exercice	11 444 \$	1 138 \$	127 \$	13 479 \$	1 260 \$	173 \$
Coûts financiers nets	(5 578)	2 587	992	(2 864)	2 566	1 142
	5 866 \$	3 725 \$	1 119 \$	10 615 \$	3 826 \$	1 315 \$

Analyse de sensibilité :

Le calcul du passif au titre des prestations constituées et de la charge connexe au titre des avantages du personnel est sensible aux hypothèses actuarielles importantes. Le tableau suivant présente l'analyse de sensibilité :

	2025		2024	
	Augmentation (diminution) du passif	Augmentation (diminution) de la charge	Augmentation (diminution) du passif	Augmentation (diminution) de la charge
Régime de retraite à prestations définies				
Taux d'actualisation (+ / - 0,25 %)				
Augmentation	(17 296)\$	(1 819)\$	(18 850)\$	(1 895)\$
Diminution	18 327	1 821	20 007	1 900
Taux de croissance de la rémunération (+ / - 0,25 %)				
Augmentation	3 908	393	4 888	464
Diminution	(3 884)	(391)	(4 843)	(460)
Mortalité				
Augmentation de un an	7 515	503	7 874	515
RRSD				
Taux d'actualisation (+ / - 0,25 %)				
Augmentation	(1 152)	69	(1 147)	75
Diminution	1 192	(73)	1 188	(79)
Taux de croissance de la rémunération (+ / - 0,25 %)				
Augmentation	25	8	12	4
Diminution	(22)	(6)	(12)	(3)
Mortalité				
Augmentation de un an	1 034	49	1 060	49
Autres avantages postérieurs à l'emploi				
Taux d'actualisation (+ / - 0,25 %)				
Augmentation	(412)	28	(451)	29
Diminution	428	(29)	469	(31)
Taux tendanciel des coûts liés aux soins de santé (+ / - 1,00 %)				
Augmentation	261	12	250	11
Diminution	(235)	(11)	(224)	(10)
Mortalité				
Augmentation de un an	510	25	500	24

Les analyses de sensibilité se fondent sur la variation d'une hypothèse, en supposant que toutes les autres hypothèses demeurent constantes. Dans la pratique, un tel scénario est improbable, puisqu'il peut exister des corrélations entre les variations de certaines hypothèses.

Répartition de l'actif du régime de retraite à prestations définies par catégorie d'actif :

	2025	2024
Titres de capitaux propres	43,8 %	49,2 %
Titres à revenu fixe	35,5	31,0
Stratégies alternatives	19,4	18,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,3	1,2
	100,0 %	100,0 %

Le régime de retraite à prestations définies adhère aux dispositions de son énoncé sur les politiques et procédures en matière de placement, qui comprend les objectifs en matière de placement, les lignes directrices relatives à la répartition de l'actif ainsi que les limites de placement pour chaque catégorie d'actif. L'actif du régime de retraite à prestations définies est investi dans des fonds d'investissement, à l'exception de la trésorerie en dépôt auprès de banques à charte canadiennes de l'annexe I.

Régimes de retraite à cotisations définies

La Société offre plusieurs régimes de retraite à cotisations définies à ses employés admissibles. La charge comptabilisée sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien a totalisé 11,2 M\$ (2024 – 10,1 M\$).

Régime d'épargne-retraite (« RER ») collectif

La Société offre un RER collectif à ses employés admissibles. Les cotisations de la Société sont comptabilisées en charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien lorsqu'elles sont versées et ont totalisé 10,8 M\$ (2024 – 10,7 M\$).

Note 16. Impôt sur le résultat

Charge d'impôt sur le résultat :

	2025	2024
Impôt sur le résultat comptabilisé sur le bénéfice net		
Impôt exigible		
Impôt sur le résultat de l'exercice considéré	309 787 \$	260 309 \$
Impôt minimum mondial	321	154
Ajustements au titre des exercices antérieurs	(150)	917
	309 958	261 380
Impôt différé	23 948	10 791
	333 906 \$	272 171 \$

Taux d'imposition effectif :

	2025	2024
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,60 %	26,57 %
Incidence des éléments suivants :		
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 9)	(3,96)	(3,73)
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées	0,46	–
Consolidation de pertes fiscales	–	(0,39)
Autres éléments	0,07	0,05
Taux d'imposition effectif	23,17 %	22,50 %

L'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE ») a mis en place un régime d'impôt minimum mondial de 15 % que tous les pays dans lesquels la Société exerce des activités importantes, à l'exception des États-Unis, avaient adopté pour l'année 2025. Une législation à cet effet a été adoptée au Canada, en Irlande et au Royaume-Uni en 2024 et, le 6 juin 2025, Hong Kong a adopté une loi sur l'impôt minimum mondial ayant pris effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2025.

L'impôt minimum mondial est de nature complexe et s'appliquera à la Société en tant que membre d'un groupe de sociétés liées. Le montant de l'impôt ne devrait pas être significatif pour la Société.

La Société a appliqué l'exception temporaire obligatoire prévue par IAS 12, selon laquelle elle ne doit pas comptabiliser les actifs et passifs d'impôt différé rattachés à l'impôt minimum mondial ni fournir d'informations à leur sujet.

Impôt sur le résultat différé

La composition et les variations de l'impôt différé net se présentent comme suit :

	Passifs au titre des prestations constituées	Reports en avant de pertes	Commissions de vente inscrites à l'actif	Immobilisations incorporelles	Autres investissements	Autres	Total
2025							
Solde au début	(8 635)\$	16 211 \$	(111 234)\$	(288 692)\$	(143 717)\$	(23 744)\$	(559 811)\$
Comptabilisé dans les éléments suivants :							
Bénéfice	1 287	(15 310)	(4 245)	(3 847)	3 255	(5 088)	(23 948)
Autres éléments de bénéfice global	4 136	1 703	–	–	(128 971)	(1 723)	(124 855)
Capitaux propres	–	(1 809)	–	–	(1 169)	–	(2 978)
Fluctuation des taux de change et autres	–	–	–	–	2	71	73
Solde à la fin	(3 212)\$	795 \$	(115 479)\$	(292 539)\$	(270 600)\$	(30 484)\$	(711 519)\$
2024							
Solde au début	6 328 \$	4 422 \$	(104 953)\$	(282 475)\$	(59 314)\$	(2 962)\$	(438 954)\$
Comptabilisé dans les éléments suivants :							
Bénéfice	2 698	11 789	(6 281)	(6 217)	(1 452)	(11 328)	(10 791)
Autres éléments de bénéfice global	(17 661)	–	–	–	(82 956)	(9 448)	(110 065)
Capitaux propres	–	–	–	–	6	–	6
Fluctuation des taux de change et autres	–	–	–	–	(1)	(6)	(7)
Solde à la fin	(8 635)\$	16 211 \$	(111 234)\$	(288 692)\$	(143 717)\$	(23 744)\$	(559 811)\$

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont présentés dans les bilans consolidés de la façon suivante :

	2025	2024
Actifs d'impôt différé	2 206 \$	3 486 \$
Passifs d'impôt différé	(713 725)	(563 297)
	(711 519) \$	(559 811)\$

Au 31 décembre 2025, la Société et ses filiales avaient des différences temporaires déductibles liées à ses participations dans des entreprises associées qui s'élevaient à 81,7 M\$ (2024 – 18,4 M\$) pour lesquelles les avantages n'ont pas été comptabilisés.

Note 17. Dette à long terme

Échéance	Taux	2025	2024
26 janvier 2027	3,44 %	400 000 \$	400 000 \$
13 décembre 2027	6,65 %	125 000	125 000
9 mai 2031	7,45 %	150 000	150 000
31 décembre 2032	7,00 %	175 000	175 000
7 mars 2033	7,11 %	150 000	150 000
10 décembre 2040	6,00 %	200 000	200 000
25 janvier 2047	4,56 %	200 000	200 000
9 décembre 2047	4,115 %	250 000	250 000
13 juillet 2048	4,174 %	200 000	200 000
21 mars 2050	4,206 %	250 000	250 000
26 mai 2053	5,426 %	300 000	300 000
		2 400 000 \$	2 400 000 \$

La dette à long terme comprend les débentures non garanties qui sont rachetables en tout temps par la Société, en tout ou en partie, à la valeur nominale ou en fonction d'une formule de prix fondée sur le rendement au moment du rachat, selon le plus élevé des deux montants.

La dette à long terme est classée dans les autres passifs financiers et est comptabilisée au coût amorti.

Les charges d'intérêts liées à la dette à long terme se sont chiffrées à 122,9 M\$ (2024 – 123,0 M\$).

Note 18. Capital social

Autorisé

En nombre illimité :

Actions privilégiées de premier rang, pouvant être émises en série

Actions privilégiées de second rang, pouvant être émises en série

Actions de catégorie 1, sans droit de vote

Actions ordinaires, sans valeur nominale

Nombre d'actions émises et en circulation

	2025		2024	
	Actions	Valeur attribuée	Actions	Valeur attribuée
Actions ordinaires				
Solde au début	237 878 838	1 785 233 \$	238 131 738	1 690 626 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions (note 20)	3 134 535	127 176	2 835 500	116 857
Rachetées aux fins d'annulation	(5 875 500)	(45 354)	(3 088 400)	(22 250)
Solde à la fin	235 137 873	1 867 055 \$	237 878 838	1 785 233 \$

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 23 décembre 2025, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui demeurera en vigueur jusqu'au 22 décembre 2026, date d'expiration de l'offre, ou jusqu'à une date antérieure à laquelle la Société aura effectué ses rachats conformément à l'avis d'intention déposé auprès de la TSX. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 11,8 millions de ses actions ordinaires en circulation au 9 décembre 2025, soit 5,0 % de celles-ci.

Le 23 décembre 2024, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui est demeurée en vigueur jusqu'au 22 décembre 2025 et en vertu de laquelle, la Société était autorisée à racheter jusqu'à 5,0 millions de ses actions ordinaires en circulation au 9 décembre 2024, soit 2,1 % de celles-ci. Le 13 novembre 2025,

la Société a modifié cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités afin d'augmenter à 6,0 millions le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées, soit 2,5 % de ses actions ordinaires en circulation au 9 décembre 2024.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, 5 875 500 actions ordinaires (2024 – 3 088 400 actions) ont été rachetées à un coût de 293,8 M\$ (2024 – 122,5 M\$). Les primes versées pour acquérir les actions en excédent de la valeur attribuée ont été imputées aux bénéfices non distribués.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées, sous réserve de paramètres préétablis. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

Note 19. Gestion du capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent le courtier en placement, le courtier sur le marché dispensé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2,4 G\$ au 31 décembre 2025, inchangée par rapport au 31 décembre 2024. La dette à long terme comprend des débentures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a racheté 5 875 500 actions ordinaires à un coût de 293,8 M\$ en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, comparativement à 3 088 400 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, au coût de 122,5 M\$ (note 18). Le 23 décembre 2025, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant le rachat aux fins d'annulation d'au plus 11,8 millions de ses actions ordinaires afin d'atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et pour d'autres fins de gestion du capital.

En 2025, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 531,5 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,25 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaires sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

Note 20. Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions (le « régime ») de la Société, des options visant l'acquisition d'actions ordinaires de la Société sont régulièrement attribuées à des employés à un prix n'étant pas inférieur au cours moyen pondéré par action ordinaire à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de négociation précédant la date d'attribution. Les options sont assujetties à certaines conditions d'acquisition des droits relatives au temps écoulé, établies à la date d'attribution. Les droits sur les options sont acquis au cours d'une période d'au plus 7,5 ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être exercées au plus tard 10 ans après la date d'attribution. Au 31 décembre 2025, 11 717 668 actions ordinaires (2024 – 14 852 203) étaient réservées aux fins d'émission en vertu du régime.

En 2025, la Société a attribué 539 310 options à des salariés (2024 – 673 814). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 a été estimée à 6,58 \$ l'option (2024 – 4,15 \$) selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Aux dates d'attribution, le cours moyen pondéré de clôture de l'action était de 45,18 \$ (2024 – 35,57 \$). Les autres hypothèses utilisées par ces méthodes d'évaluation comprennent ce qui suit :

	2025	2024
Prix d'exercice	44,55 \$	35,68 \$
Taux d'intérêt sans risque	3,09 %	3,61 %
Durée de vie attendue des options	7 ans	7 ans
Volatilité attendue	24,00 %	24,00 %
Taux de rendement attendu de l'action	4,98 %	6,33 %

La volatilité attendue a été estimée en fonction de la volatilité historique du cours des actions de la Société sur sept années, qui reflète la durée de vie attendue des options. Le prix d'exercice moyen s'est établi à 48,02 \$ en 2025 (2024 – 38,68 \$).

La Société a comptabilisé une charge de rémunération de 3,6 M\$ liée à son régime d'options sur actions (2024 – 3,4 M\$).

	2025		2024	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début	8 026 118	38,68 \$	10 902 118	39,74 \$
Attribuées	539 310	44,55	673 814	35,68
Exercées	(3 134 535)	38,19	(2 835 500)	38,85
Frappées de déchéance	(3 257)	43,00	(714 314)	51,35
Solde à la fin	5 427 636	39,54 \$	8 026 118	38,68 \$
Pouvant être exercées à la fin	2 654 864	38,12 \$	4 786 815	38,07 \$

Options en circulation au 31 décembre 2025	Date d'expiration	Prix d'exercice (\$)	Options en circulation	Options pouvant être exercées
	2026	34,88 – 38,17	35 901	35 901
	2027	39,71 – 41,74	147 709	147 709
	2028	37,58 – 40,10	118 468	118 468
	2029	34,29 – 36,91	150 636	150 636
	2030	31,85 – 38,65	1 085 890	1 085 890
	2031	35,01 – 46,02	805 807	498 173
	2032	36,57 – 45,56	1 207 495	618 087
	2033	39,02 – 42,54	662 606	–
	2034	35,65 – 38,10	673 814	–
	2035	43,97 – 44,55	539 310	–
			5 427 636	2 654 864

Régimes d'unités d'actions

La Société s'est dotée de régimes d'unités d'actions à l'intention de certains employés admissibles en vue de les maintenir en poste et d'harmoniser encore davantage les intérêts de la haute direction et ceux des actionnaires. Parmi ces régimes figurent un régime d'unités d'actions liées au rendement, un régime d'unités d'actions différées et un régime d'unités d'actions restreintes. En vertu des régimes, les unités d'actions sont attribuées chaque année et sont assujetties à des conditions d'acquisition des droits relatives au temps écoulé. En outre, le régime d'unités d'actions liées au rendement et le régime d'unités d'actions différées sont assujettis à des conditions d'acquisition des droits relatives au rendement. La valeur de chaque unité d'action se fonde sur le cours des actions ordinaires de la Société. Les unités d'actions liées au rendement et les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et les droits sont acquis sur une période de trois ans. Au moment de l'attribution, certains employés peuvent choisir de recevoir une partie de leurs unités d'actions liées au rendement sous forme d'unités d'actions différées, dont les droits sont acquis sur une période de trois ans. Les unités d'actions différées sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un employé de la Société ou d'une de ses sociétés liées et seront acquittées au moyen d'un montant forfaitaire, selon la valeur d'une unité d'action différée à ce moment. Des unités d'actions supplémentaires sont émises à l'égard des dividendes à payer sur les actions ordinaires, selon la valeur des unités d'actions à la date de versement des dividendes. La Société a comptabilisé une charge de rémunération, excluant l'incidence des couvertures, de 57,9 M\$ en 2025 (2024 – 37,9 M\$) et un passif de 91,6 M\$ au 31 décembre 2025 (2024 – 57,6 M\$).

Régimes d'achat d'actions

En vertu des régimes d'achat d'actions de la Société, les employés admissibles peuvent choisir chaque année qu'un pourcentage de leur rémunération annuelle soit retenu, jusqu'à concurrence d'un plafond préétabli, afin d'acheter des actions ordinaires de la Société. La Société verse un montant équivalant à 50 % de la cotisation de l'employé ou du conseiller. Toutes les cotisations sont utilisées par le fiduciaire du régime pour faire l'acquisition d'actions ordinaires sur le marché libre. Les droits aux actions achetées grâce aux cotisations de la Société sont acquis après une période maximale de deux ans suivant la date de l'achat. Les cotisations de la Société sont comptabilisées en charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien lorsqu'elles sont versées et ont totalisé 5,3 M\$ (2024 – 4,6 M\$).

Régime d'unités d'actions différées

La Société a établi un régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs de la Société dans le but de promouvoir un meilleur alignement entre les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires de la Société. Aux termes de ce régime, les administrateurs doivent recevoir 50 % de leur rémunération annuelle à titre de membre du conseil sous forme d'unités d'actions différées et peuvent choisir de recevoir le solde de leur rémunération annuelle à titre de membre du conseil en trésorerie ou en unités d'actions différées. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir certains de leurs honoraires sous forme de combinaison d'unités d'actions différées et de trésorerie. Le nombre d'unités d'actions différées attribuées est calculé en divisant le montant de la rémunération payable par le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq derniers jours du trimestre de l'exercice (la « valeur d'une unité d'action différée »). L'administrateur qui choisit de recevoir des unités d'actions différées recevra d'autres unités à l'égard des dividendes à payer sur les actions ordinaires, selon la valeur d'une telle unité à la date de versement des dividendes. Les unités d'actions différées sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un administrateur, un dirigeant ou un employé de la Société ou d'une de ses sociétés liées, et seront acquittées au moyen de versements en trésorerie, selon la valeur d'une unité d'action différée à ce moment. Au 31 décembre 2025, la juste valeur des unités d'actions différées en circulation était de 64,9 M\$ (2024 – 45,4 M\$). Tout écart entre la variation de la juste valeur du régime d'unités d'actions différées et la variation de la juste valeur du swap de rendement total, qui constitue un instrument de couverture économique pour le régime d'unités d'actions différées, est comptabilisé au poste Charges sous Activités et services de soutien dans la période au cours de laquelle la variation a lieu.

Note 21. Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)

	Avantages du personnel	Autres investissements	Participation dans des entreprises associées et autres	Total
2025				
Solde au début	34 075 \$	917 297 \$	118 685 \$	1 070 057 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(11 275)	841 074	(18 465)	811 334
Cession d'une participation dans une entreprise associée (note 9)	–	–	(2 357)	(2 357)
Sortie des éléments à la JVAERG	–	(19 076)	–	(19 076)
Solde à la fin	22 800 \$	1 739 295 \$	97 863 \$	1 859 958 \$
2024				
Solde au début	(13 995)\$	393 956 \$	(63 671)\$	316 290 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	48 070	523 303	182 356	753 729
Sortie des éléments à la JVAERG	–	38	–	38
Solde à la fin	34 075 \$	917 297 \$	118 685 \$	1 070 057 \$

Les montants sont comptabilisés déduction faite de l'impôt.

La Société a comptabilisé des profits après impôt de 841,1 M\$ dans les autres éléments du résultat global (2024 – 523,3 M\$) en raison des variations de la juste valeur des placements de la Société principalement liées aux ajustements de la juste valeur relativement à Wealthsimple.

Note 22. Gestion des risques

La Société gère activement ses risques de liquidité, de crédit et de marché.

Risque de liquidité et de financement lié aux instruments financiers

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Notre profil de liquidité est structuré de manière à nous assurer de disposer de liquidités suffisantes pour répondre aux exigences actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des conditions difficiles. Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la surveillance des risques de liquidité et de financement par un comité interne de gestion des risques financiers.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de financement. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires, y compris des marges de crédit hypothécaires, en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend des prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation

commanditées par des banques canadiennes, et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »).

Certaines filiales de la Société sont des émettrices autorisées de TH LNH et des vendeuses autorisées dans le cadre du Programme OHC. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal.

La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes.

La Société accède aux marchés des titres d'emprunt à long terme non garantis aux fins générales et s'assure d'une structure d'échéances bien diversifiée afin de gérer les risques de financement connexes.

Les échéances contractuelles de certains passifs financiers de la Société sont les suivantes :

Au 31 décembre 2025 (en M\$)	À vue	Moins de 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Instruments financiers dérivés	– \$	6,8 \$	8,4 \$	– \$	15,2 \$
Dépôts de clients ¹	4 299,1	–	–	–	4 299,1
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 278,9	3 532,1	4,3	4 815,3
Contrats de location ²	–	27,6	95,7	95,4	218,7
Dette à long terme	–	–	525,0	1 875,0	2 400,0
Total des obligations contractuelles	4 299,1 \$	1 313,3 \$	4 161,2 \$	1 974,7 \$	11 748,3 \$

1. Les dépôts de clients sont principalement contrebalancés par les fonds de clients déposés.

2. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 800 M\$ au 31 décembre 2025, inchangées par rapport au 31 décembre 2024. Les marges de crédit au 31 décembre 2025 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 150 M\$, inchangées par rapport au 31 décembre 2024. Toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Aux 31 décembre 2025 et 2024, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2024.

Risque de crédit lié aux instruments financiers

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements. La Société est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, des fonds de clients déposés, des portefeuilles de prêts hypothécaires et de l'utilisation de dérivés négociés sur le marché hors cote. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Au 31 décembre 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 1 274,2 M\$ (2024 – 910,3 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 676,7 M\$ (2024 – 545,0 M\$) principalement déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 597,5 M\$ (2024 – 365,3 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 0,5 M\$ (2024 – 37,9 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 553,8 M\$ (2024 – 289,5 M\$), ainsi que de dépôts bancaires à terme de 43,2 M\$ (2024 – 37,9 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement et sa politique de gestion du risque de contrepartie, lesquelles définissent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

Les fonds de clients déposés, qui s'élevaient à 4,3 G\$ (2024 – 3,7 G\$), étaient détenus dans des banques à charte de l'annexe I.

Au 31 décembre 2025, les prêts hypothécaires résidentiels (incluant les marges de crédit hypothécaires) de 5,3 G\$ (2024 – 5,5 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 4,8 G\$ (2024 – 5,1 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 492,9 M\$ (2024 – 405,7 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 9,9 M\$ (2024 – 11,2 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client ou la cliente et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de conseillers hypothécaires et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IG^{MC} d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 2,6 G\$ (2024 – 2,5 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,2 G\$ (2024 – 2,6 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 53,7 M\$ (2024 – 62,7 M\$) et à 51,4 M\$ (2024 – 38,0 M\$), respectivement, au 31 décembre 2025. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

Au 31 décembre 2025, une proportion de 52,6 % (2024 – 48,9 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan était assurée. Au 31 décembre 2025, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 5,5 M\$, comparativement à 3,5 M\$ au 31 décembre 2024. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 3,3 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 2,1 M\$ au 31 décembre 2024.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,7 M\$ au 31 décembre 2025, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2024, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les fluctuations récentes des taux d'intérêt; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) nos relations de planification financière solides avec nos clients; et v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2024.

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords

de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché ».

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit si ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique liée aux instruments dérivés, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 71,6 M\$ (2024 – 40,4 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 33,7 M\$ au 31 décembre 2025 (2024 – 20,6 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 décembre 2025. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2024.

Risque de marché lié aux instruments financiers

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours boursiers ou des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 décembre 2025, ce swap avait une juste valeur négative de 4,4 M\$ (2024 – juste valeur négative de 3,6 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,2 G\$ (2024 – 0,3 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 décembre 2025, ces swaps avaient une juste valeur négative de 0,3 M\$ (2024 – juste valeur négative de 4,3 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,2 G\$ (2024 – 1,4 G\$). Au 31 décembre 2025, la juste valeur nette d'un montant négatif de 4,7 M\$ (2024 – montant négatif de 7,9 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 1,4 G\$ (2024 – 1,7 G\$).
- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis subséquemment comptabilisée dans les produits du secteur Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Ces swaps avaient une juste valeur négative de 0,1 M\$ (2024 – juste valeur négative de 1,1 M\$) sur un montant notionnel en cours de 157,2 M\$ au 31 décembre 2025 (2024 – 166,0 M\$).

Au 31 décembre 2025, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait représenté une augmentation d'environ 0,2 M\$ (2024 – une augmentation de 0,5 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2024.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres (se reporter à la note 5) classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net et sur ses participations dans des entreprises associées (se reporter à la note 9), qui sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 décembre 2025, la juste valeur des autres investissements était de 2,5 G\$ (2024 – 1,5 G\$), et la valeur comptable de la participation dans des entreprises associées était de 3,8 G\$ au 31 décembre 2025 (2024 – 4,0 G\$).

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de sa participation dans ChinaAMC et dans Rockefeller. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2025, une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 120,0 M\$ (132,7 M\$).

La quote-part du résultat de ChinaAMC et de Rockefeller revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, l'incidence sur le bénéfice net d'une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 6,6 M\$ (7,3 M\$).

Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils

Les risques liés au rendement des marchés des actions, aux fluctuations des taux d'intérêt et aux variations des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien peuvent avoir une incidence importante sur le volume et la composition de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Ces variations de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils ont une incidence directe sur les résultats.

Note 23. Instruments financiers dérivés

La Société conclut des contrats dérivés qui sont négociés sur les bourses ou sur le marché hors cote sur une base diversifiée avec des banques à charte de l'annexe I ou des fiduciaires de titrisation commanditées par des banques canadiennes qui sont des contreparties dans les opérations de titrisation de la Société. Dans tous les cas, les contrats dérivés sont tous utilisés à des fins autres que de négociation. Les swaps de taux d'intérêt sont des ententes contractuelles dans le cadre desquelles deux parties échangent, pour une période déterminée, des versements d'intérêt calculés en fonction d'un montant notionnel et d'un taux de référence déterminés. Les swaps de rendement total sont des ententes contractuelles visant l'échange de paiements calculés en fonction d'un montant notionnel déterminé et du titre sous-jacent pour une période déterminée. Les options sont des ententes contractuelles qui donnent le droit, sans que ce soit une obligation, d'acheter ou de vendre des instruments financiers précis à un prix fixe à une date ultérieure. Les contrats à terme de gré à gré sont des ententes contractuelles visant l'achat ou la vente d'un instrument financier à une date ultérieure à un prix fixe.

Certains des instruments financiers dérivés de la Société sont assujettis à des conventions-cadres de compensation et sont présentés sur une base brute. Le montant assujéti au risque de crédit est limité à la juste valeur actuelle des instruments qui sont en position de profit et qui sont comptabilisés dans les actifs dans les bilans consolidés. La juste valeur estimative totale représente le montant total que la Société recevrait (ou paierait) si elle mettait un terme à toutes les ententes à la fin de chaque exercice. Toutefois, cela ne représenterait pas un profit ni une perte pour la Société étant donné que les instruments dérivés relatifs à certains actifs et passifs créent une position symétrique du profit ou de la perte.

Le tableau suivant présente un sommaire du portefeuille d'instruments financiers dérivés de la Société :

	Montant notionnel				Risque de crédit	Juste valeur	
	1 an ou moins	Entre 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans	Total		Actif	Passif
2025							
Swaps							
Comptabilité de couverture	– \$	53 125 \$	18 250 \$	71 375 \$	112 \$	112 \$	47 \$
Sans comptabilité de couverture	533 428	1 055 603	7 821	1 596 852	19 683	19 683	15 103
Contrats à terme de gré à gré							
Comptabilité de couverture	32 276	65 612	–	97 888	50 166	50 166	–
	565 704 \$	1 174 340 \$	26 071 \$	1 766 115 \$	69 961 \$	69 961 \$	15 150 \$
2024							
Swaps							
Comptabilité de couverture	– \$	87 935 \$	– \$	87 935 \$	13 \$	13 \$	183 \$
Sans comptabilité de couverture	451 652	1 345 304	9 691	1 806 647	21 312	21 312	25 538
Contrats à terme de gré à gré							
Comptabilité de couverture	23 381	64 048	–	87 429	14 697	14 697	–
	475 033 \$	1 497 287 \$	9 691 \$	1 982 011 \$	36 022 \$	36 022 \$	25 721 \$

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés de la Société, compte tenu des conventions de compensation, se chiffrait à 59,7 M\$ (2024 – 19,3 M\$).

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés de la Société, compte tenu des conventions de compensation et y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, se chiffrait à 60,1 M\$ (2024 – 20,6 M\$). Les droits aux produits d'intérêts nets futurs sont liés aux activités de titrisation de la Société et ne sont pas présentés dans les bilans consolidés.

Note 24. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est fondée sur les estimations de la direction et est calculée selon les conditions du marché à un moment précis. Cette valeur peut ne pas refléter la juste valeur future. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments nécessitant le recours à un jugement éclairé.

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur et ceux pour lesquels la juste valeur est présentée sont classés dans l'un des trois niveaux qui distinguent les évaluations à la juste valeur en fonction de l'importance des données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations.

La juste valeur est déterminée en fonction du prix qui serait reçu en échange d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif sur le marché le plus avantageux, au moyen d'une hiérarchie comportant trois techniques d'évaluation différentes, d'après le niveau de données d'entrée le plus bas qui est significatif pour l'évaluation à la juste valeur dans son intégralité.

Niveau 1 – Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Données d'entrée observables autres que les cours du marché de niveau 1 pour des actifs ou des passifs similaires sur les marchés actifs; cours sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques ou similaires; ou données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables ou corroborées par des données d'entrée de marché observables.

Niveau 3 – Données d'entrée non observables fondées sur des activités minimales ou inexistantes sur les marchés. Les techniques d'évaluation sont fondées essentiellement sur des modèles.

Les marchés sont jugés inactifs lorsque des opérations ne sont pas conclues de façon assez régulière. Les marchés inactifs peuvent se caractériser par une baisse importante du volume et du niveau de l'activité boursière observable ou par des écarts notables ou imprévisibles entre le cours acheteur et le cours vendeur. Lorsque les marchés ne sont pas jugés suffisamment actifs, la juste valeur est mesurée au moyen de modèles d'évaluation qui peuvent utiliser principalement des données d'entrée de marché observables (niveau 2) ou des données d'entrée de marché non

observables (niveau 3). La direction évalue toutes les données d'entrée raisonnablement accessibles, notamment les cours indicatifs de courtiers, tout cours disponible pour des instruments semblables, les opérations récentes dans des conditions normales de concurrence sur le marché, toute donnée d'entrée pertinente observable du marché, ainsi que les modèles internes fondés sur des estimations. La direction exerce un jugement pour déterminer quelles sont les meilleures données d'entrée disponibles ainsi que les pondérations accordées à chacune de ces données d'entrée, de même que pour choisir les méthodes d'évaluation.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

Les autres investissements ainsi que les autres actifs financiers et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

Les prêts classés dans le niveau 2 sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.

Les prêts classés dans le niveau 3 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.

Les méthodes d'évaluation utilisées pour les autres investissements classés dans le niveau 3 comprennent la comparaison avec les opérations conclues avec des tiers dans des conditions normales de concurrence sur le marché, l'utilisation de multiples de marché et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.

La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.

Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Les instruments financiers de niveau 1 comprennent les placements en titres de capitaux propres négociés en bourse et les parts de fonds d'investissement à capital variable, ainsi que d'autres passifs financiers dans les cas où les cours des marchés actifs sont disponibles.

Les actifs et les passifs de niveau 2 comprennent les titres à revenu fixe, les prêts, les instruments financiers dérivés et la dette à long terme. La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen du cours de marché ou du cours établi par un négociant indépendant. La juste valeur des instruments financiers dérivés est déterminée selon des modèles d'évaluation, des méthodes des flux de trésorerie actualisés, ou des techniques semblables, principalement au moyen des données d'entrée observables du marché. La juste valeur de la dette à long terme est établie au moyen des prix obtenus des courtiers.

Les actifs et les passifs de niveau 3 comprennent les titres de placement faisant l'objet de peu ou d'aucune activité de négociation évalués selon les cours obtenus des courtiers, les prêts, d'autres actifs financiers, les obligations à l'égard d'entités de titrisation ainsi que les instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés sont constitués de swaps liés au compte de réinvestissement du capital, qui représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé des prêts hypothécaires. La juste valeur est déterminée grâce à l'actualisation des flux de trésorerie attendus des swaps. Le montant notionnel, qui sert à déterminer la juste valeur du swap, est établi au moyen d'un taux de remboursement anticipé non observable moyen de 15 % fondé sur les tendances historiques en matière de remboursement anticipé. Toute augmentation (diminution) du taux supposé de remboursement anticipé des prêts hypothécaires fait augmenter (diminuer) le montant notionnel du swap. Les autres investissements classés dans le niveau 3, d'un montant de 2 413 M\$, sont

principalement constitués de sociétés en démarrage du secteur des technologies financières, incluant Wealthsimple avec une juste valeur de 2 258 M\$. La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les titres de placement, le cas échéant, des flux de trésorerie actualisés et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes analogues. Une augmentation (diminution) de 5 % des flux de trésorerie prévus ou des multiples de produits donnerait lieu à une augmentation (diminution) de la juste valeur de l'investissement de la Société dans Wealthsimple d'environ 113 M\$.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris leur niveau selon la hiérarchie des justes valeurs. Le tableau fait une distinction entre les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et ceux comptabilisés au coût amorti. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les fonds de clients déposés, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer, les dépôts de clients et certains autres passifs financiers.

	Valeur comptable	Juste valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
2025					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres investissements					
– JVAERG	2 412 868 \$	– \$	– \$	2 412 868 \$	2 412 868 \$
– JVRN	109 252	109 252	–	–	109 252
Instruments financiers dérivés	69 961	–	66 874	3 087	69 961
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Coût amorti	5 262 064	–	499 359	4 890 342	5 389 701
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	15 150	–	7 665	7 485	15 150
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	4 815 312	–	–	4 916 463	4 916 463
Dette à long terme	2 400 000	–	2 441 727	–	2 441 727
2024					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres investissements					
– JVAERG	1 350 376 \$	– \$	– \$	1 350 376 \$	1 350 376 \$
– JVRN	118 081	118 081	–	–	118 081
Instruments financiers dérivés	36 022	–	30 212	5 810	36 022
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Coût amorti	5 462 405	–	413 443	5 078 431	5 491 874
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	25 721	–	16 317	9 404	25 721
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	5 024 916	–	–	5 098 441	5 098 441
Dette à long terme	2 400 000	–	2 485 403	–	2 485 403

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 en 2025 et en 2024.

Le tableau suivant donne un aperçu des variations des actifs et des passifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente. Il n'y a eu aucun transfert au niveau 3 ou hors du niveau 3 en 2025 et en 2024.

	Solde aux 1 ^{er} janvier	Profits (pertes) compris dans le bénéfice net ¹	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global	Achats et émissions	Règlements	Solde aux 31 décembre
2025						
Autres investissements						
– JVAERG	1 350 376 \$	– \$	971 166 \$	117 503 \$	26 177 \$	2 412 868 \$
Instruments financiers dérivés, montant net	(3 594)	2 686	–	(1 703)	1 787	(4 398)
2024						
Autres investissements						
– JVAERG	721 379 \$	– \$	604 009 \$	25 207 \$	219 \$	1 350 376 \$
– JVRN	11 429	–	–	–	11 429	–
Instruments financiers dérivés, montant net	7 721	(12 146)	–	(1 998)	(2 829)	(3 594)

1. Inclus au poste Produits du secteur Gestion de patrimoine ou au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Note 25. Bénéfice par action ordinaire

	2025	2024
Bénéfice		
Bénéfice net	1 107 002 \$	937 439 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	(6 033)	(3 925)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 100 969 \$	933 514 \$
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	236 477	237 287
Ajouter : Exercice potentiel des options sur actions en circulation ¹	873	322
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, après dilution	237 350	237 609
Bénéfice par action ordinaire (en \$)		
De base	4,66 \$	3,93 \$
Dilué	4,64 \$	3,93 \$

1. Exclut 16 milliers d'actions en 2025 relativement à des options sur actions en circulation qui avaient un effet antidilutif (2024 – 451 milliers).

Note 26. Passifs éventuels et garanties

Passifs éventuels

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie »). Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Ce recours a été autorisé en janvier 2024. En août 2022, un deuxième recours collectif proposé concernant la même question a été déposé contre Mackenzie.

À la fin de mars 2023, la Société a été avisée par l'un de ses fournisseurs de services externes, InvestorCOM Inc., que ce dernier avait été compromis par un incident de cybersécurité lié à l'un de ses fournisseurs de technologies, GoAnywhere. La Société a avisé les clients et les clientes concernés et a offert à toute sa clientèle une surveillance du crédit gratuite. Quatre recours collectifs proposés ont été déposés contre Mackenzie relativement à cet incident, dont un a été autorisé en 2025.

Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des ententes d'indemnisation de tiers dans le cadre d'opérations telles que des cessions et des acquisitions d'entreprises, des prêts ou des opérations de titrisation. La Société a également accepté d'indemniser ses administrateurs et ses dirigeants. La nature de ces ententes nous empêche de faire une évaluation raisonnable du montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser à des tiers, car les ententes ne fixent souvent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées. Par le passé, la Société n'a eu à verser aucun montant en vertu de ces ententes d'indemnisation. Aucune provision n'a été comptabilisée relativement à ces ententes.

Note 27. Transactions entre parties liées

Transactions et soldes entre parties liées

La Société conclut des opérations avec la Canada Vie, qui est une filiale de sa société liée, Lifeco, qui est une filiale de Power. Les transactions suivantes ont lieu dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la juste valeur :

- En 2025 et en 2024, la Société a fourni certains services administratifs à la Canada Vie, et a reçu de cette même partie certains services administratifs. La Société distribue des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Canada Vie et a reçu un montant de 60,8 M\$ (2024 – 60,4 M\$) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 63,2 M\$ (2024 – 62,0 M\$) et a versé un montant de 5,9 M\$ (2024 – 5,3 M\$) à la Canada Vie et à certaines filiales en contrepartie de services de sous-conseiller pour certains fonds d'investissement.

Après avoir obtenu une décision anticipée en matière d'impôt sur le résultat en 2024, la Société a conclu une transaction de consolidation de pertes fiscales avec une filiale de Power, aux termes de laquelle les actions d'une société liée ayant généré des pertes fiscales ont été acquises le 20 décembre 2024. La Société a comptabilisé l'avantage découlant des pertes fiscales réalisées au quatrième trimestre de 2024.

Le 31 octobre 2025, la Société a investi un montant additionnel de 100 M\$ dans Wealthsimple, qui est contrôlée par Power.

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau qui suit présente le total de la rémunération et des autres avantages des administrateurs et des employés considérés comme des dirigeants principaux, puisqu'ils sont responsables de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société.

	2025	2024
Rémunération et avantages du personnel	4 516 \$	4 400 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	5 463	5 056
Paiements fondés sur des actions	6 016	3 720
	15 995 \$	13 176 \$

Les paiements fondés sur des actions ne tiennent pas compte de la réévaluation de la juste valeur des unités d'actions différées découlant des fluctuations du cours de l'action de la Société (se reporter à la note 20).

Note 28. Information sectorielle

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants :

- Gestion de patrimoine
- Gestion d'actifs
- Activités internes et autres

Ces secteurs reflètent le système interne de communication de l'information financière et d'évaluation de rendement de la Société.

- **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités de son entreprise principale et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de planification financière et de services connexes aux épargnants. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine, une organisation de distribution au détail qui offre des services aux ménages canadiens par l'entremise de son courtier en placement et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans Rockefeller et Wealthsimple. Rockefeller est classée à titre de participation dans une entreprise associée et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, et la quote-part du bénéfice est incluse dans les produits. Wealthsimple est classée à titre de participation comptabilisée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et, par conséquent, n'a aucune incidence sur le bénéfice par secteur.
- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités de son entreprise principale et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de gestion de placements. Ce secteur comprend les activités de Placements Mackenzie qui fournit des services de gestion de placements pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils institutionnels pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans ChinaAMC et Northleaf, qui sont classés comme des participations dans des entreprises associées et comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du bénéfice de ces participations est incluse dans les produits du secteur.
- **Activités internes et autres** – Ce secteur représente principalement les participations dans Lifeco et Portage Ventures LP, ainsi que les écritures d'élimination liées à la consolidation. Le capital non attribué de la Société est aussi compris dans ce secteur.

	Gestion de patrimoine	Gestion d'actifs	Activités internes et autres	Total des secteurs	Ajustements ¹	Total
Produits						
Gestion de patrimoine	2 732 805 \$	– \$	(15 382) \$	2 717 423 \$	– \$	2 717 423 \$
Gestion d'actifs	–	1 169 746	(108 667)	1 061 079	–	1 061 079
Charge de rémunération des courtiers	–	(335 632)	(6 240)	(341 872)	–	(341 872)
Gestion d'actifs – produits nets	–	834 114	(114 907)	719 207	–	719 207
Produits tirés des placements nets et autres produits	8 008	15 164	19 161	42 333	–	42 333
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées (note 9)	–	–	–	–	44 578	44 578
Quote-part du résultat des entreprises associées	11 271	158 533	112 530	282 334	(18 152)	264 182
	2 752 084	1 007 811	1 402	3 761 297	26 426	3 787 723
Charges						
Services-conseils et croissance des affaires	1 152 653	99 831	(9)	1 252 475	–	1 252 475
Activités et services de soutien	476 068	394 798	2 567	873 433	–	873 433
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	215 964	6 062	(130 289)	91 737	–	91 737
	1 844 685	500 691	(127 731)	2 217 645	–	2 217 645
	907 399	507 120	129 133	1 543 652	26 426	1 570 078
Charges d'intérêts ²	103 198	25 972	–	129 170	–	129 170
Bénéfice avant impôt sur le résultat	804 201	481 148	129 133	1 414 482	26 426	1 440 908
Impôt sur le résultat	213 196	97 744	4 483	315 423	18 483	333 906
	591 005	383 404	124 650	1 099 059	7 943	1 107 002
Participation ne donnant pas le contrôle	–	(6 033)	–	(6 033)	–	(6 033)
	591 005 \$	377 371 \$	124 650 \$	1 093 026	7 943	1 100 969
Autres éléments liés à Lifeco ¹				(18 152)	18 152	–
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées, déduction faite de l'impôt ¹				26 095	(26 095)	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				1 100 969 \$	– \$	1 100 969 \$
Actifs identifiables	13 834 831 \$	4 057 093 \$	1 873 055 \$	19 764 979 \$	– \$	19 764 979 \$
Goodwill	1 346 245	1 290 526	–	2 636 771	–	2 636 771
Total de l'actif	15 181 076 \$	5 347 619 \$	1 873 055 \$	22 401 750 \$	– \$	22 401 750 \$

1. La quote-part des autres éléments liés à Lifeco et le profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées ne se rapportent à aucun secteur en particulier et, par conséquent, ils sont exclus des résultats sectoriels. Ces éléments ont été ajustés à des fins de rapprochement du total des résultats sectoriels et des montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net de la Société.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et les intérêts sur les contrats de location.

	Gestion de patrimoine	Gestion d'actifs	Activités internes et autres	Total des secteurs	Ajustements ¹	Total
Produits						
Gestion de patrimoine	2 445 646 \$	– \$	(9 544)\$	2 436 102 \$	– \$	2 436 102 \$
Gestion d'actifs	–	1 108 199	(105 517)	1 002 682	–	1 002 682
Charge de rémunération des courtiers	–	(325 266)	(3 902)	(329 168)	–	(329 168)
Gestion d'actifs – produits nets	–	782 933	(109 419)	673 514	–	673 514
Produits tirés des placements nets et autres produits	12 383	23 180	17 478	53 041	–	53 041
Quote-part du résultat des entreprises associées	(10 067)	133 065	99 941	222 939	(10 162)	212 777
	2 447 962	939 178	(1 544)	3 385 596	(10 162)	3 375 434
Charges						
Services-conseils et croissance des affaires	1 033 896	86 842	(8)	1 120 730	–	1 120 730
Activités et services de soutien	463 096	371 989	2 571	837 656	–	837 656
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	191 379	5 643	(118 963)	78 059	–	78 059
	1 688 371	464 474	(116 400)	2 036 445	–	2 036 445
	759 591	474 704	114 856	1 349 151	(10 162)	1 338 989
Charges d'intérêts ²	103 255	26 124	–	129 379	–	129 379
Bénéfice avant impôt sur le résultat	656 336	448 580	114 856	1 219 772	(10 162)	1 209 610
Impôt sur le résultat	178 596	94 281	3 995	276 872	(4 701)	272 171
	477 740	354 299	110 861	942 900	(5 461)	937 439
Participation ne donnant pas le contrôle	–	(3 925)	–	(3 925)	–	(3 925)
	477 740 \$	350 374 \$	110 861 \$	938 975	(5 461)	933 514
Autres éléments liés à Lifeco ¹				(6 862)	6 862	–
Consolidation de pertes fiscales ¹				4 701	(4 701)	–
Refinancement de la dette de Rockefeller ¹				(3 300)	3 300	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				933 514	–	933 514
Actifs identifiables	12 927 415 \$	3 802 327 \$	1 316 459 \$	18 046 201 \$	– \$	18 046 201 \$
Goodwill	1 346 245	1 290 526	–	2 636 771	–	2 636 771
Total de l'actif	14 273 660 \$	5 092 853 \$	1 316 459 \$	20 682 972 \$	– \$	20 682 972 \$

1. La quote-part des autres éléments liés à Lifeco, la consolidation de pertes fiscales et le refinancement de la dette de Rockefeller ne se rapportent à aucun secteur en particulier et, par conséquent, ils sont exclus des résultats sectoriels. Ces éléments ont été ajustés à des fins de rapprochement du total des résultats sectoriels et des montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net de la Société.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et les intérêts sur les contrats de location.

Données trimestrielles

États consolidés du résultat net

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$, sauf les montants par action)

	2025				2024			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits								
Gestion de patrimoine	731,7	696,8	649,4	639,5	647,5	616,0	590,0	582,6
Gestion d'actifs	278,7	270,7	253,8	257,9	261,6	253,4	245,8	241,9
Charge de rémunération des courtiers	(88,3)	(86,2)	(82,3)	(85,1)	(85,2)	(82,8)	(81,1)	(80,1)
Gestion d'actifs – produits nets	190,4	184,5	171,5	172,8	176,4	170,6	164,7	161,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	54,1	13,3	11,7	7,8	17,3	10,1	10,0	15,6
Quote-part du résultat des entreprises associées	71,1	77,2	60,1	55,8	53,1	56,5	51,5	51,7
	1 047,3	971,8	892,7	875,9	894,3	853,2	816,2	811,7
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	337,3	309,1	304,8	301,3	298,3	278,3	278,5	265,6
Activités et services de soutien	222,7	221,1	213,8	215,8	216,5	211,4	205,9	203,9
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	24,5	23,8	21,7	21,7	21,2	20,0	19,1	17,8
Charges d'intérêts	32,6	32,4	32,2	32,0	32,5	32,4	32,2	32,3
	617,1	586,4	572,5	570,8	568,5	542,1	535,7	519,6
Bénéfice avant impôt sur le résultat	430,2	385,4	320,2	305,1	325,8	311,1	280,5	292,1
Impôt sur le résultat	105,7	87,0	71,6	69,6	70,4	71,2	63,2	67,3
Bénéfice net	324,5	298,4	248,6	235,5	255,4	239,9	217,3	224,8
Participation ne donnant pas le contrôle	(2,1)	(0,3)	(1,9)	(1,7)	(0,7)	(0,7)	(1,1)	(1,4)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	322,4	298,1	246,7	233,8	254,7	239,2	216,2	223,4
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	301,4	301,2	252,7	237,8	250,0	244,1	220,4	224,5
Autres éléments :								
Autres éléments liés à Lifeco	(5,1)	(3,1)	(6,0)	(4,0)	–	(4,9)	(0,9)	(1,1)
Profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées, déduction faite de l'impôt	26,1	–	–	–	–	–	–	–
Consolidation de pertes fiscales	–	–	–	–	4,7	–	–	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	–	–	–	(3,3)	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	322,4	298,1	246,7	233,8	254,7	239,2	216,2	223,4
Bénéfice dilué par action (\$)								
Bénéfice ajusté par action ¹	1,27	1,27	1,07	1,00	1,05	1,03	0,93	0,94
Bénéfice par action	1,36	1,26	1,04	0,98	1,07	1,01	0,91	0,94
Dividendes par action (\$)	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625

1. Mesures financières non conformes aux normes IFRS – Se reporter à la page 19 du présent rapport pour une explication relative aux mesures financières non conformes aux normes IFRS et aux autres mesures financières de la Société.

Données trimestrielles

Données statistiques

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$)

	2025				2024			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Ventes brutes de fonds communs de placement								
IG Gestion de patrimoine	4 514	3 885	3 775	4 907	3 814	3 301	4 214	3 797
Placements Mackenzie	2 792	2 293	2 104	2 637	2 188	1 812	2 142	2 357
Entrées brutes des courtiers								
IG Gestion de patrimoine	4 769	3 781	3 613	4 166	3 917	3 432	3 565	3 699
Flux nets – par secteur								
Flux nets d'IG Gestion de patrimoine	694	426	225	718	553	330	(173)	46
Ventes nettes de Placements Mackenzie ¹	1 472	1 959	(135)	3 441	(309)	(602)	(916)	(174)
Données consolidées d'IGM ²	2 166	2 385	90	4 159	244	(272)	(1 089)	(128)
Flux nets – par produit								
Ventes brutes de fonds communs de placement	7 306	6 178	5 879	7 544	6 002	5 113	6 356	6 154
Rachats de fonds communs de placement	7 473	5 864	5 756	7 300	6 317	5 369	7 874	6 995
Ventes nettes de fonds communs de placement	(167)	314	123	244	(315)	(256)	(1 518)	(841)
FNB ³	2 505	626	553	615	322	273	161	332
Fonds d'investissement	2 338	940	676	859	7	17	(1 357)	(509)
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	(519)	1 552	(322)	3 526	68	(306)	(171)	20
Actif géré consolidé	1 819	2 492	354	4 385	75	(289)	(1 528)	(489)
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	347	(107)	(264)	(226)	169	17	439	361
Données consolidées d'IGM	2 166	2 385	90	4 159	244	(272)	(1 089)	(128)
Taux de rachat – fonds à long terme (%)								
IG Gestion de patrimoine	10,7	10,5	10,5	12,1	12,6	13,3	13,9	12,7
Placements Mackenzie	18,0	17,6	17,7	18,9	18,7	19,1	19,1	18,2
Actif géré et actif sous services-conseils – par secteur								
Actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine	158 941	155 884	146 664	141 529	140 420	136 408	129 716	128 021
Placements Mackenzie								
Actif géré des tiers	151 149	146 728	137 225	133 497	129 947	128 506	122 726	124 168
Comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur								
Gestion de patrimoine	92 837	92 759	87 352	85 136	83 369	83 584	79 393	79 503
Actif géré du secteur Gestion d'actifs	243 986	239 487	224 577	218 633	213 316	212 090	202 119	203 671
Gestion d'actifs par l'intermédiaire du secteur Gestion								
de patrimoine	(92 837)	(92 759)	(87 352)	(85 136)	(83 369)	(83 584)	(79 393)	(79 503)
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés	310 090	302 612	283 889	275 026	270 367	264 914	252 442	252 189
Actif géré et actif sous services-conseils – par produit²								
Actif géré des fonds communs de placement	204 419	203 744	192 014	185 530	184 635	181 739	173 160	172 413
Actif géré des FNB ³	12 462	9 911	8 683	7 874	7 258	6 868	6 250	6 074
Actif géré des fonds d'investissement	216 881	213 655	200 697	193 404	191 893	188 607	179 410	178 487
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	14 491	14 683	12 023	11 787	8 375	8 079	8 011	7 966
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie	58 525	56 368	54 031	52 951	52 879	52 608	49 960	51 281
Total des comptes à gestion distincte d'investisseurs								
institutionnels	73 016	71 051	66 054	64 738	61 254	60 687	57 971	59 247
Actif géré consolidé	289 897	284 706	266 751	258 142	253 147	249 294	237 381	237 734
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	20 193	17 906	17 138	16 884	17 220	15 620	15 061	14 455
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés	310 090	302 612	283 889	275 026	270 367	264 914	252 442	252 189
Actif géré et actif sous services-conseils, y compris les								
investissements stratégiques	566 224	562 408	521 081	503 601	483 495	461 584	431 686	422 813
Actif géré consolidé, excluant l'actif géré du secteur								
Gestion d'actifs	45 911	45 219	42 174	39 509	39 831	37 204	35 262	34 063
Actif de la Société	22 402	20 888	20 157	20 225	20 683	19 128	18 666	18 432

1. Les flux du secteur Gestion d'actifs excluent les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine.

2. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

3. Exclut les investissements des fonds d'investissement d'IGM dans les FNB.

Rétrospective sur dix ans

États consolidés résumés du résultat net

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$, sauf les montants par action)	2025	2024	2023	2022	2021	TCAC ¹ 5 ans %	2020	2019	2018	2017	2016	TCAC ¹ 10 ans %
Produits²												
Produits tirés des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs	3 436,6	3 109,6	2 834,6	2 799,5	2 888,7	4,3	2 789,4	2 814,3	2 792,1	2 749,1	2 642,9	2,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	86,9	53,0	210,6	22,3	21,5	2,1	78,2	24,8	20,0	13,8	11,8	23,0
Quote-part du résultat des entreprises associées	264,2	212,8	200,1	210,7	196,4	11,9	150,4	105,2	150,0	95,6	104,2	9,1
	3 787,7	3 375,4	3 245,3	3 032,5	3 106,6	4,6	3 018,0	2 944,3	2 962,1	2 858,5	2 758,9	3,3
Charges²	2 346,8	2 165,9	2 100,9	1 925,4	1 866,7	2,7	2 052,7	1 975,7	1 976,0	2 073,9	1 812,0	3,0
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 440,9	1 209,5	1 144,4	1 107,1	1 239,9	8,3	965,3	968,6	986,1	784,6	946,9	3,8
Impôt sur le résultat	333,9	272,1	215,1	246,0	279,2	10,7	200,7	219,7	210,0	173,9	167,6	4,7
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 107,0	937,4	929,3	861,1	960,7	7,7	764,6	748,9	776,1	610,7	779,3	3,6
Bénéfice net tiré des activités abandonnées ³	–	–	223,2	11,4	20,2	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net	1 107,0	937,4	1 152,5	872,5	980,9	7,7	764,6	748,9	776,1	610,7	779,3	3,6
Participation ne donnant pas le contrôle	(6,0)	(3,9)	(3,6)	(5,3)	(2,0)	(0,2)	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	–	–	–	–	–	–	(2,2)	(8,8)	(8,8)	(8,8)	(8,8)	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 101,0	933,5	1 148,9	867,2	978,9	7,6	764,4	746,7	767,3	601,9	770,5	3,6
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires⁴	1 093,1	939,0	843,1	867,2	971,2	7,5	762,9	763,9	791,8	727,8	736,5	3,2
Bénéfice dilué par action (\$)												
Bénéfice par action	4,64	3,93	4,82	3,63	4,08	7,6	3,21	3,12	3,18	2,50	3,19	4,1
Bénéfice ajusté par action ⁴	4,61	3,95	3,54	3,63	4,05	7,6	3,20	3,19	3,29	3,02	3,05	3,7
Dividendes par action (\$)	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	–	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	–
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (%)												
Bénéfice net	13,2	13,0	18,2	14,3	16,5		16,1	16,9	17,7	12,9	17,1	
Bénéfice net ajusté ⁴	13,1	13,1	13,4	14,3	16,4		16,1	17,2	18,2	15,6	16,3	
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)												
De base	236 477	237 287	238 033	238 470	238 841		238 307	239 105	240 815	240 585	241 300	
Dilué	237 350	237 609	238 418	238 996	240 019		238 307	239 181	240 940	240 921	241 402	
Cours de clôture des actions (\$)	61,81	45,91	35,01	37,80	45,62	12,4	34,51	37,28	31,03	44,15	38,20	5,7

1. Taux de croissance annuel composé.

2. Les produits et les charges ont été retraités pour tenir compte rétroactivement du rehaussement des informations fournies en 2020, telles qu'elles sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés de 2020.

3. Le 30 novembre 2023, la Société a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires d'IPC. Le bénéfice net d'IPC a été classé dans les activités abandonnées pour les exercices 2021 à 2023.

4. Mesures financières non conformes aux normes IFRS – Se reporter à la page 19 du présent rapport pour une explication relative aux mesures financières non conformes aux normes IFRS et aux autres mesures financières de la Société.

Ces mesures financières non conformes aux normes IFRS excluent les éléments suivants :

2025 – Un profit après impôt de 31,4 M\$ à la vente de Personal Capital Corporation, un profit après impôt de 21,4 M\$ à la vente de la Gamme de fonds

2024 – Les autres éléments liés à Lifeco de (18,2) M\$ et le profit à la vente partielle de participations dans des entreprises associées de 26,1 M\$, après impôt. 2024 – Les autres éléments liés à Lifeco de (6,9) M\$, la consolidation de pertes fiscales de 4,7 M\$ et les coûts de refinancement de la dette exceptionnels de Rockefeller de (3,3) M\$.

2023 – Un profit à la vente d'IPC de 220,7 M\$, une charge après impôt de 76,2 M\$ au titre des charges de restructuration et autres charges, un profit après impôt à la vente d'une partie de la participation de la Société dans Lifeco de 168,6 M\$, un ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$, et les autres éléments liés à Lifeco de (22,4) M\$.

2021 – Contrepartie additionnelle à recevoir de 7,7 M\$ après impôt relativement à la vente de la participation de la Société dans Personal Capital Corporation en 2020.

2020 – Un profit après impôt de 16,7 M\$ au titre des charges de restructuration et autres charges et une charge après impôt de 21,4 M\$ à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements après impôt de 3,4 M\$ de Lifeco revenant à la Société, et des charges de restructuration et autres charges de 54,7 M\$ après impôt.

2019 – Une charge après impôt de 17,2 M\$ représentant la quote-part des charges exceptionnelles de Lifeco revenant à la Société.

2018 – Une charge après impôt de 16,7 M\$ au titre des charges de restructuration et autres charges et une charge après impôt de 7,8 M\$ qui représente une prime versée au remboursement anticipé de débetures d'un montant de 375 M\$.

2017 – Une charge après impôt de 126,8 M\$ et de 16,8 M\$ au titre des charges de restructuration et autres charges, une réduction après impôt de 36,8 M\$ au titre des charges liées au régime de retraite de la Société, des charges après impôt de 14,0 M\$ et de 5,1 M\$ qui représentent la quote-part des charges exceptionnelles et de la provision au titre de la restructuration de Lifeco, respectivement.

2016 – Une variation favorable de 34,0 M\$ de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus.

Rétrospective sur dix ans

Données statistiques

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$)	2025	2024	2023	2022	2021	TCAC ¹ 5 ans %	2020	2019	2018	2017	2016	TCAC ¹ 10 ans %
Gestion de patrimoine												
IG Gestion de patrimoine²												
Actif géré												
Ventes brutes de fonds communs de placement	17 081	15 126	10 917	10 587	11 845	13,7	8 987	8 723	9 075	9 693	7 760	8,0
Taux de rachat des fonds communs de placement – fonds à long terme (%)	10,7	12,6	12,2	10,0	9,2		9,8	10,3	9,2	8,4	8,8	
Ventes nettes (rachats nets)	2 313	(230)	(2 254)	43	1 813	n.s.	(451)	(1 089)	485	1 944	366	11,9
Actif à la fin	138 748	123 200	107 635	99 275	110 541	7,3	97 713	93 161	83 137	88 008	81 242	6,4
Actif sous services-conseils ³												
Flux nets	2 063	756	(165)	2 690	3 684	21,0	795	(780)	739			
Actif à la fin	158 941	140 420	121 223	110 816	119 557	9,0	103 273	97 100	86 422			
Actif sous services-conseils consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques ⁴	234 009	202 354	163 183	116 025	124 507							
Activités abandonnées²												
Actif géré				4 622	5 629		5 320	5 391	5 125	5 377	4 908	
Actif sous services-conseils ³				29 547	33 077		29 318	27 728	25 706			
Gestion d'actifs (Placements Mackenzie)												
Ventes brutes de fonds communs de placement	9 826	8 499	7 270	7 496	12 022	(6,2)	13 565	9 886	9 951	9 124	6 939	3,5
Taux de rachat des fonds communs de placement – fonds à long terme (%)	18,0	18,7	17,1	16,0	13,6		16,6	15,6	17,1	14,8	15,0	
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement	2 500	(1 612)	(2 069)	(1 031)	5 440	(9,8)	4 188	1 219	973	1 780	(555)	n.s.
Actif géré												
Fonds communs de placement	65 671	61 435	56 408	54 434	62 969	4,5	52 682	60 839	53 407	55 615	51 314	3,1
FNB	24 134	15 462	12 914	12 395	12 674	23,4	8 451	4 748	2 949	1 296	113	
FNB à l'exclusion de ceux détenus dans les fonds d'investissement d'IGM	12 462	7 258	5 507	5 219	5 393	26,9	3 788	2 372	1 613	928	113	
Fonds d'investissement ⁵	78 133	68 693	61 915	59 653	68 362	6,7	56 470	63 211	55 020	56 543	51 427	4,9
Actif géré des tiers ³	151 149	129 947	118 947	113 098	129 115	6,4	110 938	68 257	60 804			
Total de l'actif géré ³	243 986	213 316	195 705	186 612	210 343	5,7	185 148	140 984	129 863			
Actif géré consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques ⁴	427 537	366 054	305 149	246 909	267 033							
Actif géré et actif sous services consolidés^{6,7}												
Actif géré	289 897	253 147	226 582	213 551	240 736	6,7	209 834	162 633	145 386	152 408	138 899	8,3
Actif géré et actif sous services-conseils	310 090	270 367	240 170	224 242	248 795	7,6	214 954	166 418	145 955			
Actif géré et actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques ⁴	566 224	483 495	390 574	288 949	310 043							
Actif de la Société	22 402	20 683	18 663	18 738	17 661	6,9	16 062	15 391	15 609	16 499	15 625	4,2

1. Taux de croissance annuel composé.

2. Les totaux de l'actif géré et des ventes nettes d'IG Gestion de patrimoine et des activités abandonnées (IPC) comprennent les comptes à gestion distincte.

3. À la suite de la réorganisation de la présentation des secteurs effectuée en 2020, comme il en est fait mention dans le rapport de gestion faisant partie du rapport annuel de 2020, la présentation sur cette base des données antérieures à 2018 n'était pas disponible.

4. Les données antérieures à 2021 n'étaient pas disponibles sur la base de la nouvelle présentation des données pour 2023.

5. Exclut les investissements des fonds d'investissement d'IGM dans les FNB.

6. Montant ajusté pour tenir compte des actifs intersectoriels.

7. L'actif géré, l'actif sous services-conseils ainsi que l'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent les activités abandonnées d'IPC.

Conseil d'administration et haute direction

Conseil d'administration

Marc A. Bibeau^{1, 3, 4}

Président et chef de la direction
Beauward Immobilier Inc.

Andra Bolotin^{1, 5}

Administratrice de sociétés

Betsey Chung^{1, 4, 5}

Administratrice de sociétés

Marcel R. Coutu³

Administrateur de sociétés

André Desmarais, O.C., O.Q.^{2, 3}

Président délégué du conseil
Power Corporation du Canada

Paul Desmarais, jr, O.C., O.Q.²

Président du conseil
Power Corporation du Canada

Gary Doer²

Administrateur de sociétés

Susan Doniz^{1, 4, 5}

Cheffe de l'information
et des données
The Walt Disney Company

Claude Généreux^{3, 5}

Vice-président exécutif
Power Corporation du Canada

Sharon L. Hodgson^{1, 4, 5}

Administratrice de sociétés

Jake Lawrence⁵

Vice-président exécutif et chef des
services financiers
Power Corporation du Canada

Sharon MacLeod^{1, 3}

Administratrice de sociétés

Susan J. McArthur^{2, 3, 5}

Cofondatrice et présidente
exécutive
Lockdocs Inc.

John McCallum^{1, 2, 4}

Administrateur de sociétés

R. Jeffrey Orr^{2, 3, 5}

Président du conseil
Société financière IGM
Président et chef de la direction
Power Corporation du Canada

James O'Sullivan

Président et chef de la direction
Société financière IGM

Beth Wilson^{1, 2, 5}

Administratrice de sociétés



R. JEFFREY ORR

Président du conseil
Société financière IGM Inc.

Haute direction

James O'Sullivan

Président et chef de la direction
Société financière IGM

Luke Gould

Président et chef de la direction
Placements Mackenzie

Damon Murchison

Président et chef de la direction
IG Gestion de patrimoine

Keith Potter

Vice-président exécutif et
chef des services financiers
Société financière IGM

Sam Burns

Vice-président exécutif
et chef de l'information
Société financière IGM

Cynthia Currie

Vice-présidente exécutive et
cheffe des ressources humaines
Société financière IGM

Rhonda Goldberg

Vice-présidente exécutive et
cheffe du contentieux
Société financière IGM

Kelly Hephner

Vice-présidente exécutive et
cheffe de la gestion des risques
Société financière IGM

Nancy McCuaig

Vice-présidente exécutive
et cheffe de l'exploitation
Société financière IGM

Douglas Milne

Vice-président exécutif et
chef du marketing
Société financière IGM

1. COMITÉ D'AUDIT

Président : John McCallum

2. COMITÉ DE GOUVERNANCE ET DES CANDIDATURES

Président : R. Jeffrey Orr

3. COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Président : Claude Généreux

4. COMITÉ DES ENTITÉS RELIÉES ET DE RÉVISION

Président : John McCallum

5. COMITÉ DES RISQUES

Présidente : Beth Wilson

Renseignements aux actionnaires

Siège social de la Société financière IGM

447 Portage Avenue, Winnipeg (Manitoba) R3B 3H5

igmfinancial.com/fr

Pour obtenir de plus amples renseignements financiers sur la Société, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs investor.relations@igmfinancial.com

Pour obtenir des exemplaires du rapport annuel ou des rapports trimestriels, veuillez communiquer avec le bureau du secrétaire général au 204-956-8259 ou visitez notre site Web au igmfinancial.com/fr.

Auditeur

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Services aux investisseurs Computershare inc.

Téléphone : 1 800 564-6253

service@computershare.com

800-324-8th Avenue S.W., Calgary (Alberta) T2P 2Z2

1500, boulevard Robert-Bourassa, 7^e étage, Montréal (Québec) H3A 3S8

320 Bay Street, 14th Floor, Toronto (Ontario) M5H 4A6

510 Burrard Street, 2nd Floor, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3B9

Inscription en bourse

Bourse de Toronto

Les actions de la Société financière IGM Inc. sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole des actions ordinaires : IGM.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

La Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'entremise de la Bourse de Toronto, du 23 décembre 2025 au 22 décembre 2026. Pendant la durée de l'offre, la Société entend racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 11 784 802 de ses actions ordinaires, soit environ 5 % de ses actions ordinaires en circulation.

Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire du document relatif à cette offre en communiquant avec le Secrétariat général au siège social de la Société.

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle de la Société financière IGM Inc. aura lieu à The Metropolitan Entertainment Centre, 281 Donald Street, Winnipeg (Manitoba), Canada, le vendredi 8 mai 2026 à 11 h (heure du Centre).

[®] Les marques de commerce, y compris IG Gestion de patrimoine, sont la propriété de la Société financière IGM Inc. et sont utilisées sous licence par ses filiales, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous.

La marque de commerce Placements Mackenzie est une marque de commerce détenue par la Corporation Financière Mackenzie, utilisée avec son autorisation.

[†] Morningstar et les notations Morningstar sont des marques de commerce de Morningstar Inc.
FundGrade A+ est une marque de commerce détenue par Fundata Canada Inc.

« Rapport annuel de 2025 de la Société financière IGM Inc. » © Société financière IGM Inc. 2026

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE POWER CORPORATION

